

CLIMAT

//

**Pourquoi
les urgences
ne répondent
pas**

CLIMAT

//

**Pourquoi les urgences
ne répondent pas**

© PAC éditions
Rue Lambert Crickx 5
1070 Bruxelles
Tél. : 02/545 79 11
Fax : 02/545 79 29
Courriel : editions@intrapac.be
Dépôt légal : D/2019/8120/2
ISBN : 978-2-930524-64-1

Éditeur-trice responsables

Denis Dargent
Sarah de Liamchine

Président de PAC

Gilles Doutrelepont

Coordination de la publication

Sabine Beaucamp
Tél. : 02/545 77 34

Commandes

Sung Posier
editions@intrapac.be
Tél. : 02/545 79 18

Auteur-trices

Jean Cornil, Jean-François Pontégnie,
Marc Sinnaeve.
Avec les témoignages et contributions
de Vincent Burnand-Galpin,
Delphine Caprassé, Denis Dargent,
Sarah de Liamchine, Nabil Sheikh
Hassan, Paul Jorion, François Maniquet
et Pascal Verhulst

Graphisme

Vanya Michel
Emmanuel Troestler

Les articles publiés n'engagent
que leurs auteur-trices.
Toute reproduction ou adaptation d'un
extrait quelconque de ce livre,
par quelque procédé que ce soit,
et notamment par photocopie ou
microfilm, ne peut se faire qu'avec
l'autorisation de Présence et
Action Culturelles.

Les « Cahiers de l'Éducation
permanente » sont édités par
Présence et Action Culturelles (PAC)
avec le soutien de la Fédération
Wallonie-Bruxelles et de la Loterie
Nationale.

Prix du numéro : 5 € (frais d'envoi
non compris) à verser au compte
BE84 8777 9458 0159 de PAC-éditions,
rue Lambert Crickx 5, 1070 Bruxelles.
Disponible à la vente sur :
webshop.pac-g.be

Conditions d'abonnement :
nos publications annuelles + 4 numéros
offerts du magazine « Agir par
la Culture » au prix de 16 €, frais de
port compris.

CLIMAT

//

**Pourquoi les urgences
ne répondent pas**

SOMM

6

AVANT-PROPOS

Sarah de Liamchine

Denis Dargent

10

INTRODUCTION

Pronostic vital engagé ?

Réflexions sur la crise écologique

Jean Cornil

18

Une nouvelle saison en enfer ?

Petite anatomie de la tentation du pire

Jean Cornil

47

TÉMOIGNAGES

Paul Jorion & Vincent Burnand-Galpin

Pascal Verhulst

52

**La force d'inertie de la course
aux abysses ?**

Jean-François Pontégnie

93

TÉMOIGNAGES

Nabil Sheikh Hassan

97

**Avons-nous les mots pour reparler
le langage de la Terre ?**

Marc Sinnaeve

136

TÉMOIGNAGES

François Maniquet

Delphine Caprasse

MAIRE

AVANT / PROPOS

Sarah de Liamchine
Codirectrice de PAC

Denis Dargent
Codirecteur de PAC

Il n'y a pas de hasard. En se plongeant dans l'album souvenirs de notre mouvement à l'occasion de ses 50 ans, nous avons vite repéré les signes de son évolution récente. Actions, méthodes, thématiques... les animateurs et animatrices de PAC, les conseillers-ères politiques et les militant-es, ont - depuis près de dix ans - intégré de manière croissante les enjeux climatiques dans leurs actions, productions et revendications. Les approches restent variées: alimentation, logement, écoféminisme, agriculture rurale et urbaine, etc. Ce qui démontre - s'il le fallait encore -, l'imbrication profonde des problématiques humaines avec un seul et même écosystème: la Terre.

Il n'est plus temps d'opposer l'humain à la nature. Et pourtant, de façon tout à fait irresponsable, des gouvernants fous-furieux à travers la planète prétendent encore le contraire!

Avec eux (noter bien le masculin) c'est la saison des soldes permanentes! Tout doit disparaître! L'eau, les insectes, les mammifères, la forêt amazonienne... Ouste! Bon débarras! Et les humains là-dedans? Bah! Le génie technologique de l'Homme triomphant (le surmâle!) nous sortira bien de cette mauvaise passe... Et si seule un part infime de l'humanité s'en sort, ça fera d'la place! Dans le désert...

Face à cette incurie, PAC n'avait d'autre choix que d'affirmer une option politique plus radicale: celle de l'écosocialisme. Que les anciennes et les anciens se rassurent, il ne s'agit pas de verdir quelque peu notre socialisme originel. Et il n'est pas question de bâtir une société où l'écologie servirait d'énième vecteur de relégation sociale. Mais en cette année qui restera sans doute la plus chaude jamais mesurée, il nous semblait évident d'affirmer la nécessaire rupture avec ce mode de pensée prédateur qui nous conduit toutes et tous vers le temps des catastrophes.

En parlant de cet écosocialisme que nous prétendons contribuer à édifier, Corinne Morel Darleux, dans un petit livre

stimulant, affirme : « Sa radicalité, au sens d'une analyse exigeante qui s'obstine jusqu'à pénétrer la racine des causes, est ce qui lui permet de ne pas s'égarer du côté de l'imposture du capitalisme vert, de l'écologie libérale, des accommodements qui consistent à n'agir qu'en surface, sur les conséquences, sans s'attaquer aux causes du problème ni bouleverser le système. »

Le livre s'intitule *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce - Réflexions sur l'effondrement* (Ed. Libertalia). Pour certains, cela apparaîtra déjà comme une prophétie. Et les remarquables analyses qui suivent, centrées sur les raisons de l'inertie politique, ne sont pas forcément plus encourageantes... Pour autant, nous souhaitons comme l'autrice dresser quelques pistes à suivre pour éviter le marasme ou, du moins, en amortir les effets. Le combat écosocialiste ne fait que commencer.

INTRO

Pronostic vital engagé ? Réflexions sur la crise écologique

Jean Cornil

Conseiller politique à Présence et
Action Culturelles, essayiste

Nous assistons, en ce début de troisième millénaire, à un emballement exceptionnel du destin du monde. Sortie du néolithique prophétisent certains. Accélération multiples, depuis le milieu du siècle dernier, de tous les paramètres du système-Terre. De la démographie aux émissions de CO₂. Du nombre de touristes ou de barrages aux reculs de la biodiversité et à l'acidification des systèmes marins. Parmi beaucoup d'autres exemples. Des rythmes de vie aux relations affectives, des changements professionnels aux trafics de conteneurs, des achats sur Internet aux événements climatiques extrêmes, toutes les expressions de la nature et de la culture semblent prises dans une course folle, dans un tourbillon sans but.

Cette logique d'augmentations incessantes et de forces de plus en plus puissantes, à défaut de les maîtriser, conduira, selon savants et experts, à des crises, des cataclysmes, des effondrements et des luttes croissantes pour des ressources en voie de raréfaction. Toutes les analyses indiquent, sans verser dans le messianisme apocalyptique, que nos modes d'être au monde, engendrés par la révolution thermo-industrielle et l'occidentalisation de la planète depuis les bouleversements scientifiques de la Renaissance, conduisent inéluctablement vers un âge de chaos, de conflits, de souffrances et de chocs d'une brutalité inégalée. Peu importe les qualificatifs, de la collapsologie à la fin de la sixième extinction, le futur dessine de plus en plus un horizon ravagé, de finitude et d'anéantissement.

Le scénario alternatif, issu de l'optimisme des Lumières qui prédisait à l'homme une trajectoire vers le bonheur, indexé sur le progrès des sciences et des arts, parie sur l'extraordinaire génie de l'humain par sa capacité à surmonter les épreuves grâce aux avancées technologiques. Les perspectives, allant jusqu'aux limites de la science-fiction, tracées par le transhumanisme, conduisent sur un chemin peuplé d'intelligence artificielle, de nanotechnologies, de génie génétique et de sciences cognitives. Quels que soient les progrès effectifs de la recherche-développement dans bien des domaines,

et singulièrement en médecine, il n'en reste pas moins qu'un décalage significatif se développe entre le rythme des cycles de la nature, en profondeur et sur le long terme, qui altère de plus en plus les écosystèmes suite à la domination humaine, et le rythme des découvertes scientifiques et de leurs traductions techniques, censées résoudre les impasses de la modernité.

Pourtant les rapports et les expertises, qui se démultiplient, prédisent des scénarios pour les prochaines décennies de plus en plus alarmants. La liste des dégradations annoncées est hélas, trop connue et se traduit de plus en plus concrètement dans les transformations des territoires, des paysages, des climats et des manières de vivre. À elle seule, la douloureuse question des réfugiés environnementaux symbolise la quintessence des gigantesques défis que les générations qui arrivent devront relever. Tant il est vrai que ce sont les populations les plus démunies du globe, celles qui polluent le moins, qui sont les premières victimes du système dominant de prédation des humains et de la nature. Concilier justice sociale et justice climatique est devenu un impératif tant les deux aspects sont intrinsèquement liés, ou, selon la formule désormais canonique, envisager ensemble la fin du monde et la fin du mois.

Mais, si les effets de ces basculements du monde, complexes et indépendants, affectent de plus en plus l'ensemble du vivant de la planète, la prise en compte effective des conséquences, malgré cris d'alarme, manifestes ou manifestations, demeure totalement insuffisante. Malgré les conférences internationales, les engagements des États ou les alternatives citoyennes, la biodiversité continue de reculer, les émissions de CO₂ d'augmenter ou le nombre de passagers de l'aviation, c'est un simple exemple parmi beaucoup d'autres, de croître de manière inquiétante.

Comment expliquer, face au risque insensé d'une possibilité de fin de l'humanité ou de crise majeure de civilisation, peu importe les qualificatifs, la profonde difficulté à croire ce que nous savons. Pourquoi tant de cécité, d'inertie, d'obstacles, de dénis, de défauts

de hiérarchisation dans les priorités politiques, de faiblesses et de lenteurs dans la conscientisation des citoyen·nes, d'imaginaires et de représentations du monde calés sur les schémas du passé et les anciennes grilles d'interprétation du réel... Sous tous les angles, penser et agir au travers de nouveaux paradigmes s'avèrent d'une redoutable complexité tant la prégnance des habitudes mentales et pratiques se révèle puissante. S'émanciper des anciennes visions demande des processus de lucidité critique et multiples déconstructions malaisées à réaliser tant sur le plan individuel que sociétal. Comme l'exprime une autre formule, changer le pansement est plus facile que de penser le changement.

Différentes approches se combinent pour déchiffrer les sources de l'inaction et des paralysies intellectuelles: de la narration chrétienne aux dissonances cognitives, de l'aliénation de l'âge productiviste à l'anthropologie du malpropre, des angoisses existentielles face à la finitude, à la cupidité des «élites», toutes la gamme des causalités, des plus métaphysiques aux plus politiques, peuvent décrypter l'aveuglement des temps présents. Il manque un vaste récit alternatif, qui peine à s'élaborer, capable de mobiliser les énergies et les pratiques sur le long terme, qui redonne du sens à l'action collective au-delà des discours désabusés et catastrophistes qui privilégient le secours individualiste et le repli survivaliste.

Comment esquisser des lignes d'horizon devant des mutations aussi gigantesques et d'aussi noires perspectives? Quelques chemins de traverse parmi beaucoup d'autres.

Sur le plan théorique, un bouleversement de notre conception du rapport à la nature, dans toutes ses composantes, et plus particulièrement les animaux et les végétaux, s'impose d'urgence. L'enjeu est d'une extrême difficulté tant l'occidentalisation croissante depuis des siècles a abouti à la déconnexion de nos conditions d'existence avec le monde naturel. Ce que d'éminents anthropologues ont qualifié de grand partage, soit une séparation radicale entre la nature et la culture, amorcée par les préceptes du christianisme et amplifiée par la rationalité moderne issue des révolutions scientifiques et politiques. C'est

donc le logiciel de la singularité supposée de l'humain en regard de la faune et de la flore qu'il s'agit de remettre en cause.

D'autres imaginaires, au travers du totémisme et de l'animisme, d'autres spiritualités, à l'image des Bishnoïs, ont forgé des alternatives aux façons dominantes d'être au monde, prétendues universelles et progressistes. Des voies novatrices, qui déconstruisent l'humain au sommet de la pyramide du vivant, émergent pour bousculer les catégorisations traditionnelles, comme modifier le statut en droit de certains animaux ou octroyer la personnalité juridique à des fleuves. De timides et insuffisantes avancées certes, mais qui amorcent un buisson d'influences peut-être susceptibles de modifier en profondeur nos perceptions et nos interprétations du réel. Désanthropomorphiser notre vision du monde relève en effet de la tâche de longue haleine.

Sur le plan éthique, une conversion des valeurs s'avère tout autant nécessaire, articulée à la révolution théorique. Penser autrement notre rapport au monde implique des modalités d'actions sous-tendues par des principes différents : non plus exclusivement la concurrence, la compétition, l'intérêt, la rentabilité, la vitesse, le bruit, le mouvement, le travail... mais la coopération, l'entraide, la solidarité, la gratuité, la lenteur, le silence, la contemplation, la frugalité, la bienveillance. Certaines de ces valeurs appartiennent aux grandes doctrines et philosophies universelles. D'autres renaissent au gré des nouvelles expérimentations collectives ou des initiatives citoyennes. Plus encore, les questions morales, loin d'être sur le déclin, posent en revanche la redoutable question de leur fondement à l'heure de l'effritement des vastes doctrines théologico-politiques qui justifiaient depuis des siècles l'engagement. Aujourd'hui le référent ultime des exigences éthiques ne réside plus dans un commandement divin, dans la tradition ou dans un grand soir révolutionnaire. Ces questions s'amplifient sans cesse suite à l'extension du champ de la bioéthique et des nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle, et de leurs bénéficiaires potentiels au-delà de l'humain, l'animal, le végétal, la machine, le cyborg...

Enfin, sur le plan de la philosophie politique, en résonance avec les deux angles précédents, comment mettre en œuvre les nécessaires transitions, adopter les interventions de l'État, soutenir et favoriser les projets citoyens alternatifs, développer des croissances et des décroissances, solidaires et sélectives pour rencontrer les métamorphoses historiques auxquelles nous sommes confrontés. Imaginer un nouveau récit, une nouvelle narration de l'organisation de la vie sur terre, qui pourrait par exemple se nommer écosocialisme, après l'épuisement du modèle social-démocrate et les impasses mortifères du capitalisme, même vert, devient un impératif indispensable pour éviter la fumée des politiques à court-terme basées sur les illusions des technosciences.

En écho à la théorie du donut, une bouée pour l'humanité, qui crée un espace juste et sûr entre un plancher social et un plafond environnemental, et à l'inverse de la marchandisation et de la privatisation croissante de nos modes d'existence, un dispositif pluriel, graduel et collectif devrait être initié. En limitant l'empreinte écologique, en garantissant une échelle de revenus décents, en préservant les fragiles équilibres de la biosphère par des modes de production et de consommation régulés et contrôlés, principalement par les autorités publiques. Des chemins alternatifs s'entrouvrent, avec difficultés entre démagogie populiste, intérêts individualistes immédiats, dominations des oligarchies et conservatismes fondés sur l'habitude et les privilèges.

Repenser notre rapport au monde, aux autres et à soi, comme cela s'est opéré à certaines périodes axiales de la destinée humaine, sur les plans théorique, éthique et politique, entraînant des mutations majeures dans l'être au monde, représente un élan extraordinaire, déroutant, incertain, enthousiasmant, contradictoire dont on peut multiplier les qualificatifs. Il y a eu relativement peu d'étapes décisives dans l'Histoire de la pensée, et donc de l'action, humaine. Disons une dizaine de paradigmes majeurs qui ont structuré les civilisations depuis les origines de l'espèce humaine. Aujourd'hui, les circonstances physiques et historiques en appellent un nouveau. À un détail capital près à la lumière des précédents: le pronostic vital de l'humanité est engagé.

DUCTION

Une nouvelle saison en enfer ? Petite anatomie de la tentation du pire

Jean Cornil

Conseiller politique à Présence et
Action Culturelles, essayiste

Homo disparitus

Vestige abyssal. Sidération. Stupéfaction. Effroi impensable donc impensé. La fin du monde, l'effondrement, la catastrophe ultime, le climaticide. Collapsologie, survivalisme, sixième extinction, crises systémiques majeures, frissons de l'écroulement général. Les avertissements, les analyses, les livres et les manifestations se démultiplient. Les randonneurs de l'Apocalypse, les prophètes de la fin des temps, les collapsologues affolés et hagards, multiplient les cartes blanches, les harangues inquiètes, les actions coup de poing ou les manif plus paisibles. L'alerte écologique résonne de partout.

Il va bien falloir imaginer une perspective jusqu'alors réservée à l'eschatologie religieuse ou à l'astrophysique : la fin. Fin des temps, fin de la biosphère, extinction du soleil et de notre système cosmologique : la science de l'espace et du temps, date, depuis quelques décennies, la probabilité de cet aboutissement du cheminement cosmique. Ceci pour le long terme. À très court terme, nous les vivants, du papillon à l'humain, de la fleur au champignon, nous sommes inéluctablement voués à disparaître, selon des rythmes qui combinent les programmations génétiques et les destins individuels comme collectifs.

Toutes les religions, toutes les philosophies, toutes les spiritualités tentent d'ailleurs de répondre à cette angoisse fondamentale de l'Humanité : la certitude de sa finitude. La conscience de sa limite. Apprendre à mourir, comme l'indiquaient Platon puis Montaigne, anime la vocation première de la pensée qui cherche une forme de sagesse pour affronter l'inexorable néant auquel nous sommes inéluctablement condamnés.

À très long terme, la science, en l'état de ses connaissances actuelles, diagnostique la mort du soleil et la dissolution de notre galaxie. À court terme, notre espérance de vie est codifiée dans les tables de mortalité. Toute la question, me semble-t-il, concerne donc le moyen terme et la poursuite ou

non du vivant au sens large et de la destinée humaine, comme espèce. Il s'agit de la survie ou non des générations futures, de la capacité ou de l'incapacité de nos successeurs à habiter une planète qui ne soit pas dévastée, par les bouleversements des écosystèmes. L'érosion dramatique de la biodiversité sonne comme un funeste présage.

Là réside le défi central de notre modernité. Il y a eu, depuis l'apparition de la vie sur la Terre, cinq extinctions massives du vivant. Nous risquons d'en connaître une sixième. À y penser, avec un peu de profondeur, les qualificatifs manquent pour traduire ce mal qui vient: saisissant? Inouï? Renversant? Extraordinaire? Époustouflant? Fascinant? Ahurissant? On peine à concevoir, à se représenter, à s'imprégner d'une forme de choc, de commotion, de secousse ou d'ébranlement face à ce moment critique. Comment appréhender le néant et la disparition de tout ce qui est? Un ébahissement absolu. Indicible. Inqualifiable avec le langage ordinaire. Comme dans une fiction, un rêve, un cauchemar, comme hors réalité. Et, à la fin des fins, est-ce d'ailleurs vraiment un mal? L'inexistence n'est en soi ni un vice ni une vertu.

Depuis des millénaires, lettrés théologiens, érudits et savants, ont tenté de répondre à la question «Pourquoi y-a-t-il quelque chose plutôt que rien?». Cette interrogation fondamentale a débouché sur d'exaltantes spéculations métaphysiques, sur des constructions rationnelles grandioses ou sur des mysticismes les plus raffinés. Comment envisager cette question à l'envers? Comment intégrer la disparition possible de l'humanité? Comment penser le rien? Face au péril immense qui nous guette, le vertige nous saisit. Toute la difficulté, autant politique qu'existentielle, consiste à ne pas le réduire à une paralysie, un découragement, une fatalité ou un cynisme.

Les civilisations sont mortelles. La liste des cultures disparues se conjugue le long du temps de l'Histoire comme un gouffre qui a englouti Sioux et Vikings, Incas et Khmers, Nabatéens et

Mongols, parmi beaucoup d'autres. Les chaos et les déchirures, les affrontements et les violences saturent l'imaginaire des collectifs. Les fractures sociales et les dislocations politiques ébranlent cités, nations et empires. « L'idée que nous allons mourir nous habite, de manière diffuse mais insistante » écrit Roger-Pol Droit. C'est vrai pour un humain comme pour une civilisation.

Mais ce qui anime l'irréductible singularité de notre momentum historique, c'est le risque de l'effacement complet d'une grande partie du vivant. La disparition de l'humain comme espèce. Très vite d'ailleurs la nature recouvrirait les traces laissées par l'homme. « Dès le lendemain de la disparition des hommes, la nature reprend le pouvoir et entreprend aussitôt de nettoyer la maison - les maisons en l'occurrence. Elle les balaie littéralement de la surface de la Terre » prophétise Alan Weisman. Et l'eau, qui constitue l'essence même de la vie, serait la première à s'infiltrer dans l'ensemble des constructions humaines et à réinvestir tous les espaces.

Aujourd'hui, après cinq extinctions massives des espèces, la toute grande majorité des scientifiques estiment que la planète risque d'en subir la sixième. À la différence des précédentes, nous sommes la cause principale de cette dévastation bien entamée. L'homme détruit la vie comme le sous-titre Elisabeth Kolbert dans son essai sur la sixième extinction.

La bifurcation historique, non seulement dans le découpage de l'Histoire humaine mais également dans celle du cosmos, apparaît comme un événement proprement extraordinaire. Mais pourquoi tant d'obstacles, de dénis et de négations devant une telle perspective ?

Nous ne croyons pas à ce que nous savons

Ce que nous savons, avec une très forte probabilité, la communauté majoritaire des scientifiques nous le martèle sous différentes formes depuis des décennies. Du club de Rome au GIEC, en passant par une démultiplication des appels, manifestes et cartes blanches, savants, analystes et simples citoyen-nés dressent le même constat tragique : depuis le milieu du siècle dernier, certes à des rythmes différents, les indicateurs du système-Terre sont pris dans un emballement, une accélération vertigineuse, une courbe ascendante qui se verticalise chaque jour davantage.

Rappelons, pour mémoire, les dégradations multiples et systématiques des écosystèmes : concentration en dioxyde de carbone dans l'atmosphère, saturation en substances acides à la surface des océans, aggravation des pollutions chimiques et accumulation des engrais à fortes teneurs en azote et en phosphore, diminution des surfaces boisées, accélération du taux d'extinction des espèces, détérioration de la qualité de l'air, usage excessif d'eau douce... Les indicateurs de dépassement de tous les seuils et de toutes les pressions sur les systèmes terrestres clignotent au rouge.

La même logique accélératrice concerne, comme en miroir réfléchissant, les indicateurs des activités humaines qui épuisent les ressources naturelles : de la démographie à la croissance économique, de la surpêche à la consommation de papier, des voyages en avion à la construction de barrages, les exemples fourmillent de l'engrenage toujours plus marquant de l'empreinte écologique de l'homme sur la nature.

Cet emballement se traduit aussi dans la cadence toujours plus rapide des rythmes de vie, des relations affectives aux changements professionnels, de l'épuisement des grandes doctrines théologico-politiques à la multiplication des bifurcations biographiques.

Tous les savoirs, des sciences de la nature aux sciences humaines, dans le cadre de la logique scientifique, à savoir du doute et de la réfutabilité, indiquent que notre époque traverse une phase décisive de métamorphoses, en étroites interdépendances et en interactions complexes.

Nous savons donc que nous vivons à un moment crucial de notre destinée qui allie des perturbations majeures des écosystèmes à une emprise croissante du système capitaliste prédateur des ressources naturelles et générateur d'intolérables inégalités sociales. Nous sommes au cœur de l'âge productiviste, comme le nomme Serge Audier, et malgré les signaux d'alarme, le modèle prométhéen de destruction accélérée de la nature se poursuit et s'amplifie.

Comme l'écrit depuis des années Jean-Pierre Dupuy, « nous ne croyons pas à ce que nous savons ». Nous poursuivons notre logique socio-économique, politique et culturelle dominante alors que la raison devrait à l'évidence nous inciter à changer de cap, à promouvoir d'autres valeurs et à corriger notre logiciel mental d'interprétation et de transformation du monde. Nous nous refusons de penser les conséquences de tous ces constats du présent, à les affronter, à nous y confronter. Nous les imaginons dans un lointain futur alors que l'immense majorité des études, des analyses et des prospectives nous indiquent l'inverse.

De plus, nous peinons à conférer un sens à ces gigantesques mutations. Les cadres traditionnels de déchiffrement du monde, issus en grande partie des Lumières et des philosophies politiques du XIX^e siècle, deviennent de plus en plus inopérants pour analyser ces bouleversements et tracer des perspectives à long terme. Nous changeons le pansement plutôt que de penser le changement comme ironise l'humoriste.

Comment, par exemple, repenser le contrat social, imaginé par Jean-Jacques Rousseau et lui adjoindre le contrat naturel tel que proposé par Michel Serres? Comment instaurer aux côtés des mécanismes de délibération entre les humains, des mécanismes novateurs de dialogues avec la nature et, en particulier, avec l'ensemble des espèces vivantes? Il y va de la nécessité de mobiliser un gigantesque effort intellectuel et pratique pour stimuler l'imagination et la créativité sur base de l'évolution des savoirs sur le système-Terre et des sciences sociales.

Il est indispensable de tenter de comprendre l'origine et les causes multiples et complexes de ce hiatus majeur entre nos croyances et ces savoirs qui prédisent les pires scénarios. La lucidité, la modestie, et la prudence apparaissent de plus en plus comme des vertus salvatrices face à cette coupure entre connaissance et croyance, entre raison et émotion, entre corps et esprit, entre gravité de diagnostic et faiblesse des remèdes.

Il plane comme une forme de mystère, d'énigme, et, en tout état de cause, une profonde interrogation, entre un moment cardinal de l'Histoire, un carrefour de basculements critiques d'une part, et d'autre part, une gigantesque difficulté à prendre la mesure, vertigineuse, des enjeux et à déployer des politiques susceptibles d'y répondre avec toute la densité nécessaire.

Pourquoi donc continuons-nous à ne pas croire à ce que nous savons? Quantité d'hypothèses circulent sur cette disjonction capitale, de la plus psychologique à la plus philosophique, de la plus holistique à la plus politique. Se rapprocher d'une forme de vérité nécessite évidemment la combinaison complexe de toutes ces approches différentes de la plus singulière à la plus systémique, de la plus personnelle à la plus englobante.

Dans le désordre, esquissons quelques-unes de ces approches.

Coups tragiques

Première approche de la coupure entre notre savoir et notre attitude : l'évolution de la psychologie humaine. Et en particulier la théorie des deux cerveaux. Le cerveau rationnel et le cerveau émotionnel. Coexistence de deux systèmes dont la conséquence, en regard de la perception des risques liés au changement climatique, réside dans le fait que c'est notre part émotive et sensible, qui privilégie la proximité et s'appuie sur une expérience personnelle, qui régit principalement notre rapport aux menaces écologiques. Comme l'explique George Marshall, dans « Le syndrome de l'autruche », notre cerveau ne se mobilise en regard du changement climatique que face à des images fortes et des récits personnels. « Le cerveau émotionnel n'est pas adapté pour réagir aux menaces incertaines et à long terme ».

Le psychologue américain Daniel Gilbert explique notre incapacité à réagir par le fait que la crise écologique ne répond pas aux déclencheurs qui propulsent avec force les réactions de notre cerveau : détecter les menaces et cataloguer rapidement les personnes, déceler les intentions humaines derrière les phénomènes et en particulier les intentions révoltantes et injustes, réagir à un changement soudain, attribuer tout événement à un acteur conscient, avoir des difficultés à se projeter dans un avenir relativement long... Tous ces traits caractéristiques de notre pensée réflexe, de notre cerveau émotionnel expliquent sans doute en partie les difficultés à appréhender les périls qui menacent l'humanité. Tous ces biais cognitifs, que l'on retrouve selon Jacques Généreux dans la pensée mainstream de l'économie dominante, aboutissent à cet étonnant constat que dire la vérité ne suffit pas pour avoir raison.

Ce constat implique que la réflexion rationnelle et l'argumentation ne sont que des facultés humaines, construites par l'éducation, et non des comportements innés qui eux sont adaptés à la survie de l'espèce. Ces comportements visent des formes

de compétition pour la réussite sociale plus que la recherche de la connaissance et la compréhension du monde. De plus, nous dénions très facilement une erreur de raisonnement. « En lecteurs occidentaux grandis dans une culture qui, de Platon à nos jours, en passant par Descartes, a souvent dissocié et opposé le corps et l'esprit, la passion et la raison, la pensée et l'émotion », comme l'écrit Jacques Généreux, il convient face, aux heures sombres qui s'annoncent, de réconcilier ces différents aspects de notre perception du monde.

Selon cette approche, notre cerveau, tel un couteau suisse, privilégie une réaction rapide et puissante face à certains déclencheurs et pas vis-à-vis d'autres critères que possèdent notamment les évolutions des écosystèmes. Ces évolutions, au travers des seuils et des basculements qu'elles provoquent demeurent imperceptibles par nos sens, contrairement à ce qui s'est passé depuis des milliers d'années. Comment aujourd'hui, à l'aide de nos cinq sens, sentir la concentration du CO₂ dans l'atmosphère, comptabiliser la perte de la biodiversité dans les rues des villes, voir le trou dans la couche d'ozone ou apprécier si cette eau est potable ou non ? « Les questions environnementales ne peuvent être désormais appréhendées avec justesse que par l'intermédiaire de mesures scientifiques et d'experts susceptibles de les interpréter », écrit Yves Cochet.

C'est donc le système rationnel de notre cerveau qu'il faut mobiliser pour nous informer sur l'ampleur du désastre alors que c'est sa part émotionnelle qui nous conduit à réagir immédiatement pour changer de stratégie et s'adapter à la situation nouvelle. Cette coupure, tragique, entre les deux systèmes de la pensée, même si nos idées sont en fait des émotions et que ces systèmes sont en symbiose et en interaction constante, traduit en partie le relatif déni d'une frange des citoyen-nes et de leurs représentants. En la matière, ne croire que ce que l'on voit, ainsi que l'avance l'adage populaire, est inopérant pour appréhender le cours des composants de la biosphère.

De plus, il est impossible d'attribuer une intention morale à un phénomène naturel, aussi dramatique en souffrances humaines, soit-il. Or nous réagissons d'abord à ce que nous jugeons bon ou mauvais en regard de l'intention humaine qui régit l'acte ou la parole. S'il n'y a aucune intention humaine, nous ne nous sentirons pas éthiquement concernés et nous n'aurons guère tendance à réagir. Si le réchauffement climatique était provoqué par les barbus, les homosexuels, ou les amateurs de ragoûts de chatons, des millions d'Américains se mobiliseraient immédiatement pour paraphraser Daniel Gilbert.

Il convient dès lors de désanthropomorphiser notre perception du monde et de la concevoir, à la lumière de l'œuvre de Spinoza, comme une pensée relationnelle « où tout ce qui existe doit être compris à partir des relations qu'il entretient avec son environnement, c'est-à-dire avec les réseaux d'interdépendances qui conditionnent son comportement et qu'il peut affecter en retour par son action », comme l'écrit Yves Citton. Au fond, nous devons faire remonter à notre conscience que « notre existence n'est qu'un nœud de relations fragiles au sein d'un environnement aucunement prédisposé pour notre bien ».

La coexistence des deux systèmes, rationnel et émotionnel, dans notre cerveau, les manières de réagir aux dangers et de nous adapter face à des événements nouveaux que nous avons sélectionnés tout au long des générations, la coupure que nous avons culturellement érigée, principalement dans la narration occidentale du monde, entre âme et corps, passion et raison, pensée et émotion, toute cette configuration complexe de notre mental, de nos réflexes et de nos attitudes, concourt à rendre malaisée et exigeante une juste perception de l'ampleur des menaces qui pèsent sur la terre.

Ce constat était déjà exprimé il y a quelques années par Christian de Duve, dans « Génétique du péché originel », où le prix Nobel de Médecine, indiquait que « la sélection naturelle n'a pas privilégié la prévoyance et la sagesse nécessaires pour

sacrifier des avantages immédiats aux exigences de l'avenir». « Mais nous possédons la faculté unique de pouvoir agir contre la sélection naturelle ».

Pourrons-nous conjurer cette idée insupportable : l'anéantissement prochain de notre monde ? Y aura-t-il un dernier sursaut collectif ou choisirons-nous la tentation du pire ? Saurons-nous reconfigurer nos algorithmes mentaux et comportementaux pour échapper aux jours crépusculaires ?

Poursuivons le cheminement au gré de différentes approches.

Le grand partage anthropocentré

Le grand partage entre nature et culture, analysé par l'anthropologue Philippe Descola, devenu la conception dominante et occidental-centrée des représentants du monde, doit être radicalement repensé. Ce partage appartient à la modernité occidentale et n'a rien d'universel car d'autres façons d'être au monde, comme l'animisme ou le totémisme, peuvent nous permettre d'établir une autre relation avec le non-humain. On pourrait la nommer l'approche anthropologique.

Cette césure entre l'humain et tout le reste de la nature remonte à des origines lointaines mais identifiables : le récit chrétien qui assigne à l'homme la tâche de dominer « tout animal qui se meut sur la terre », la conception romaine de la nature qui sépare clairement le sauvage et le domestique, la Renaissance et les révolutions scientifiques et humanistes où « l'homme est devenu transcendant au monde physique » comme l'illustre parfaitement la pensée de Pic de la Mirandole. L'homme n'est plus assigné à un stade intermédiaire entre les dieux et les bêtes. Il a la faculté de s'en extraire par la liberté pour atteindre le sommet de la pyramide du vivant. Cette logique, qui aura culminé avec René Descartes et sa théorie des animaux machines, sera poursuivie par Jean-Jacques Rousseau et puis par Jean-Paul Sartre au XX^e siècle.

Cette séparation radicale de l'esprit et de la matière, cette objectivation de la nature gouvernée par des lois universelles que traduit la science moderne dans le sillage de la révolution galiléenne et de la physique newtonienne « achève de faire du monde non-humain un univers de matière, brute, homogène et quantifiable » écrit Dominique Bourg. L'homme a désormais la capacité par les progrès des sciences de percer progressivement tous les mystères et de désenchanter la nature.

Cette dernière devient un miroir de l'activité humaine qui transforme profondément tout son environnement. La nature, être inerte et muet, est exclusivement au service de l'humain comme un immense réservoir de ressources dans lequel il peut puiser à satiété. Ce rapport exclusivement instrumental à la biosphère et la conception mécanique du monde, nées de la rupture originelle entre nature et culture, font certainement partie des causes profondes de la crise écologique actuelle.

Mais, à côté de cet accroissement sans cesse plus prégnant de la logique productiviste et consumériste que symbolise l'accélération de tous les paramètres du système Terre depuis la moitié du siècle dernier, se développe aussi une relation contemplative aux beautés et aux harmonies des systèmes naturels notamment quant à la métamorphose des critères esthétiques. Le beau n'est plus exclusivement réservé à une production humaine. Jean-Jacques Rousseau et Henri-David Thoreau, de par leurs émerveillements sur les mondes naturels, opposés aux mondes de l'artifice, sont des figures emblématiques de la naissance de la conscience écologique. Des idées comme la simplicité volontaire ou la désobéissance civile prennent leurs racines dans les œuvres de ces philosophes.

L'asservissement du non-humain au profit exclusif de l'humain relève donc bien de ce paradigme anthropologique qui a pris naissance au début de notre ère en Occident et qui tend, avec la mondialisation des échanges marchands et des pratiques culturelles, à planter son drapeau dans tous les États

du globe. Cette approche, qui plonge dans les profondeurs du temps et de l'histoire longue, est tellement logée ou cœur de notre rapport à la nature « qu'en dépit des avertissements de plus en plus urgents donnés par les scientifiques et quelques rares politiques, nous ne semblons pouvoir prendre conscience de ce risque, celui des tragiques déséquilibres écosystémiques, qu'après coup », écrit Philippe Descola.

À l'heure où les sciences de la nature, au travers notamment de la botanique et de l'éthologie, découvrent de plus en plus de formes de sensibilité et d'intelligence chez les non-humains, un éloge de l'animisme, malgré ses évidentes limites, serait plus que bienvenu pour penser la crise écologique et les processus pour tenter d'y remédier. Car « la question écologique requiert en effet un nouvel imaginaire moral et politique articulant les défis démocratiques, sociaux, environnementaux », écrit Serge Audier. Repenser ces défis en y incluant le non-humain pour briser la séparation mémorielle entre nature et culture semble être un présupposé essentiel pour la construction de ce nouvel imaginaire.

Il nécessite une remise en cause absolue de nos catégories mentales pour penser et agir sur le monde. Une inspiration qui remonte jusqu'à la sagesse du monde telle que les Grecs de l'Antiquité la concevaient. Un principe cosmologique qui unifiait le bien, le juste et le beau, où tous les éléments naturels, de par leur équilibre et leur harmonie, constituaient, comme chez les stoïciens, le divin. Le sens de la vie pour l'homme consistait alors, par la pratique d'exercices spirituels, à s'ajuster au cosmos afin de parvenir à être un fragment d'éternité. Cette théorie se retrouvera, sous des formes différentes, dans le panthéisme de Spinoza. Ce monisme, qui rejette la dualité entre corps et esprit, entre monde terrestre et monde céleste, entre nature et culture, mis à mal jusqu'à aujourd'hui par la science moderne, possède l'immense mérite de casser la logique dominante qui entend séparer l'humain de son environnement.

La part maudite et la tentation du pire

Une autre approche de la faible prise en compte de l'enjeu écologique en regard des urgences et des alertes qui surgissent chaque jour un peu plus pourrait être qualifiée de métaphysique ou de philosophique.

Au travers des superbes réflexions sur la beauté de la nature et l'esthétique du paysage, Alexandre Lacroix glisse un regard décalé et original sur la crise environnementale. Au fond, écrit-il, « si nous étions immortels à l'image des dieux olympiens, la conservation du monde nous serait chère ». Pourquoi ? Parce que, mortels, le temps est compté aux humains. Voués au néant, « la seule chance de prendre le dessus sur le cours du temps pour les humains n'est-il pas d'imiter le temps et devenir comme lui un démolisseur, un assassin ? ». Les désirs de brutalité, de vandalisme, de blessure ou de souillure du non-humain relèvent peut-être du caractère fini et limité de l'existence humaine et de notre rapport au temps. Puisque nous sommes condamnés inéluctablement à disparaître, la tentation de la profanation pourrait être profondément ancrée au cœur de notre intimité et de notre inconscient. Comme une part maudite.

Je la relie d'ailleurs aux intuitions de Michel Serres sur le malpropre, où les pollueurs salissent le monde pour se l'approprier. Car, tant pour les usages des animaux que ceux des humains, propriété et propreté jouent une étrange dialectique. Comme inversée. « La propriété se marque, comme le pas laisse sa trace », écrit Michel Serres. « Le crachat souille la soupe, le logo l'objet, la signature la page : propriété, propreté, même combat dit par le même mot, de même origine et de même sens ». Trop attachées aux questions de chimie ou de médecine, ou encore d'économie ou de politique, les analyses manquent, elles, peut-être cet angle singulier du rapport étrange et répulsif entre le sale et le propre.

Autre prisme: la perte du contact sensoriel avec le monde vivant. Nos sens ne sont émoussés, ils se sont érodés. « Nos yeux à la cornée brûlée par la lumière bleue des écrans, écrit Alexandre Lacroix, [...] nos oreilles n'entendent plus la respiration du vent ni les parades nuptiales des oiseaux, ni les bruissements des insectes, [...] notre nez préfère de loin les effluves de détergent, de déodorant ou de parfum à toute sollicitation animale plus prononcée [...] nos mains et notre peau protégée par du tissu ne s'affrontent plus que rarement aux choses brutes ou aux éléments [...] la nature a été mise à distance, réduite à une abstraction, un mot ». Bref, nous devons reprendre conscience que nous avons subi un net déclassement de nos sens. Un décrassage s'impose pour réinstaller l'homme, au travers d'un engagement plus intime, « au diapason du monde, en goûtant les formes temporelles de la nature, afin que les sensations reviennent, d'abord par touches, puis avec une continuité et une intensité saisissantes ».

Si notre impermanence et les angoisses qui l'accompagnent nous conduisent à souiller la nature, comme une revanche sur le temps qui, inexorablement, dégrade tout, on peut aussi inverser la perspective. Trouver devant le spectacle de la beauté de la nature un remède face aux inquiétudes existentielles liées à notre finitude.

Alexandre Lacroix écrit: « Tout ce qui vit dans le paysage est voué à périr. Et pourtant chaque arbre, chaque feuille, chaque fourmi, chaque oiseau est à sa place. Et nous aussi, nous avons notre place dans ce havre où il n'y a ni malheur ni bonheur, mais où chaque être trouve sa forme au contact des autres, pour ainsi dire en équilibre. Si mourir, c'est devenir inerte, puis retourner au sol, à la matière, alors c'est une vue de l'esprit que de considérer un cadavre comme de la pourriture. Non, nous ne pourrissons pas, nous nous désagrégeons en regagnant le monde naturel. Nous nous éparpillons sur ce socle dont la majesté nous dépasse et nous prolonge ».

Critiques du concept d'effondrement

Depuis quelques années, les scénarios de l'effondrement et de la collapsologie, cette étude transdisciplinaire de l'effondrement de la civilisation industrielle, connaissent une audience grandissante. Mais, si les constats sur les dégradations écologiques sont partagés, suite notamment aux alertes répétées des milieux scientifiques, la thèse d'un écroulement brutal masque son origine dans un système fondé sur la domination dans les rapports sociaux et sur la dégradation des milieux naturels.

Elisabeth Lagasse souligne combien le concept d'« effondrement apparaît comme dangereux et vain pour mener une lutte sociale émancipatrice ». « La tâche, écrit-elle, est plutôt celle de repolitiser l'écologie, en pointant l'origine capitaliste, patriarcale et (néo)coloniale du changement climatique et de l'épuisement des ressources naturelles [...] ». La sociologue y critique une vision de la modernité rationnelle et occidentale, eurocentrée et coloniale, de l'écologie et de la transformation sociale.

La pensée de l'effondrement occulte fondamentalement la logique de l'accumulation capitaliste et les rapports des forces qui l'alimentent. Ce récit désarme et dépolitise. La perspective réside alors trop souvent dans une révolution intérieure, une thérapie ou une spiritualité plutôt que dans une déconstruction du système de domination et une activation des luttes d'émancipation collective.

De plus, la théorie d'une chute brutale du système et de solutions survivalistes individuelles dissout les responsabilités différenciées dans le cataclysme écologique et aplanit l'empreinte écologique en ne pointant pas les écarts abyssaux entre les modes de vie et leurs conséquences sur les écosystèmes.

Au lieu du concept d'anthropocène, qui qualifie selon la géologie, un nouvel âge de la terre où c'est l'humain qui de par son action modifie en profondeur son environnement, certains

suggèrent plutôt de nommer notre époque « Capitalocène » ou « Anglocène ». Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz indiquent dans leur livre « L'événement Anthropocène » que la Grande-Bretagne et les États-Unis représentent 55 % des émissions cumulées (de CO₂) en 1900, 65 % en 1950 et presque 50 % en 1980 ». « La part de responsabilité écrasante dans le changement climatique des deux puissances hégémoniques du XIX^e siècle (la Grande-Bretagne) et du XX^e siècle (les États-Unis) témoigne du lien fondamental entre la crise climatique et les entreprises de domination globale ».

Il s'agit bien d'établir une histoire politique du CO₂ et de repolitiser la question cruciale de la domination écologique. « BP et EXXON émettaient chacun à la fin du XX^e siècle plus de CO₂ que la Grande-Bretagne et presque autant que toute l'Afrique réunie », rappellent Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz.

Face aux discours sur l'éco-responsabilité individuelle, qui postule à la limite que chacune et chacun contribue de manière non-différenciée à la destruction des cycles de la nature, il faut souligner avec force l'inégale répartition de la charge de l'empreinte écologique. La géographie de cette empreinte varie considérablement d'un État à un autre dans la surexploitation des ressources et dans les processus qui conduiront à terme à leur épuisement. « La géographie de cette empreinte, écrit Jean-Christophe Victor, se confond avec les zones de développement économique ».

La biocapacité moyenne pour permettre à chaque terrien de vivre en respectant la capacité de régénération des cycles naturels est en effet totalement différenciée entre continents, pays et individus. L'inégalité est la plus grande entre l'Amérique du Nord et l'Afrique centrale ou entre le Qatar et le Burundi. Il y a une double dette écologique : des pays riches envers les pays plus pauvres et des générations actuelles envers les générations futures. Ce sont les populations les plus pauvres de la planète qui subissent et subiront encore plus dans le futur les

conséquences, comme les sécheresses, les inondations, les tempêtes, les incendies de forêts ou l'élévation du niveau des mers, des modes de production et de consommation des populations des États les plus développés. Ces quelques exemples rapides démontrent l'inanité et la fausseté des discours qui privilégient la responsabilité individuelle sur la déconstruction d'un système générateur de profondes inégalités.

Cette approche socio-économique du chaos qui s'annonce met fondamentalement en cause le pouvoir et la gestion des élites qui dirigent le navire Terre. Ces dernières diffusent, par tous les canaux qu'elles contrôlent, de la publicité aux médias, du monde politique aux systèmes éducatifs, leur influence et leur idéologie qui balaient tout le spectre des positions face à la crise écologique, du plus vulgaire et inepte climato-scepticisme, alimenté par la puissance des lobbies, jusqu'aux vertus supposées de « l'écologie de marché » du « capitalisme vert », du développement durable ou de la transition énergétique.

« Contre les prophètes de la fin du monde et les fanatiques de l'Apocalypse qui choisissent l'ascétisme salvateur contre l'aisance indécente », comme l'écrit Pascal Bruckner, toute une série d'interventions, délaissant les rapports alarmants des scientifiques et les simples faits susceptibles d'être constatés par tous, dénoncent le grand frisson de l'écroulement général.

Au-delà des attitudes politiques réactionnaires ou libérales, il y a comme un non-dit généralisé qui consiste en la conviction, consciente ou non, que les sciences et les techniques parviendront à déjouer l'emballage dangereux du système-Terre et que seuls les mécanismes du marché et de la privatisation constituent la réponse politique permettant de répondre aux enjeux cruciaux de notre modernité.

Certes, il y a des refus, des manifestations, des résistances et des alternatives qui émergent dans bien des domaines, mais la puissance des logiques de dominations économiques et

culturelles, au niveau mondial, est telle qu'il apparaît comme bien incertain de prédire un retournement de situation. Aux prises de consciences croissantes et aux nouvelles solidarités qui se dessinent répondent comme de funestes échos la montée des populismes, des xénophobies et des individualismes. Le crédo néo-libéral « there is no alternative » est loin d'être mort.

Pour conjuguer les problèmes de fin du mois et de fin du monde, selon l'expression en vogue, pour concilier justice sociale et climatique, après avoir convoqué les approches psychologiques, anthropologiques, philosophiques et socio-politiques des dénis et des obstacles face à l'urgence, et pour conjurer la sorcellerie capitaliste, les mouvements de luttes, de combats et de résistances initient et développent sans relâche de nouveaux modes de transformation sociale.

Face à la dérégulation généralisée, face à l'explosion des inégalités sociales et face à « l'entreprise systématique pour nier l'existence de la mutation climatique », comme le décrypte finement Bruno Latour, il va falloir aussi « atterrir en politique ». Mettre en cause radicalement le système dominant et les élites qui se lavent les mains de ce qui se passera après eux. Après eux, le déluge. Cela suppose de configurer une narration neuve pour l'avenir, un vaste récit qui s'écrit déjà dans le cheminement des révoltes et des expérimentations, une vision du futur et des lignes d'horizon qui conduisent à l'égalité sociale et à la soutenabilité des écosystèmes.

Une de ces perspectives, à long terme, tant l'humanité est en péril et tant il est désespérant « d'attendre la fin du monde » comme le clame Baudouin de Bodinat, pourrait confluer entre théorie du donut et écosocialisme si l'on considère qu'il faut accoler des mots et des concepts aux processus d'émancipation.

Écosocialisme et théorie du donut

L'écosocialisme part de l'analyse que la logique de l'économie capitaliste est incompatible avec la préservation des écosystèmes. L'accumulation illimitée de biens et de services, au travers d'une ponction exponentielle des flux de matière et d'énergie, conduit inexorablement à une raréfaction croissante des ressources naturelles, à une dégradation majeure des principaux cycles de la biosphère, et à une inégalité amplifiée dans la distribution et dans l'exploitation de ces ressources. Les scientifiques ont établi les points de bascule et les seuils inversibles des différents composants du système Terre au-delà desquels les effets et les dommages, potentiels ou imminents, annihileraient toute perspective de développement, voire de poursuite, de la destinée humaine.

Les effets de ces mutations profondes, les risques d'effondrements systémiques, et la hausse des phénomènes climatiques extrêmes frappent d'abord les populations pauvres de la planète et poussent de plus en plus de citoyen-nes dans la précarité. Malgré certains des progrès dans la lutte contre l'extrême pauvreté et la faim, l'implacable logique de l'accumulation capitaliste et de la recherche du profit, accroît les inégalités par les effets systémiques d'une économie de marché de plus en plus dérégulée et d'une empreinte écologique de plus en plus dévastatrice.

Il est en effet minuit moins deux en regard de « l'horloge de la fin du monde ». Mais la logique dominante nous conduit à poursuivre une croissance démesurée, ce qui entre en contradiction flagrante avec la durabilité de la biosphère et les idéaux de justice sociale.

L'enjeu majeur du futur doit donc se traduire par des politiques qui concilient la résorption drastique des inégalités sociales et la soutenabilité bio-géo-physique du développement humain. Ce dernier passe par la réduction rapide de l'utilisation des ressources fossiles. L'écosocialisme pourrait s'imager tout

à la fois dans un humanisme de la biosphère, une économie plurielle et une démocratie pluraliste qui convergent vers un espace de justice écologique et sociale.

Cet espace pourrait, par exemple, s'illustrer par le schéma imaginé par Kate Raworth, sous forme de « bouée » ou de « donut », qui prévoit un plancher social (qui comprend notamment le droit à l'eau, l'éducation, le revenu, la santé, l'égalité des sexes, l'emploi, l'énergie, la protection sociale...) et un plafond environnemental (balisé notamment par le réchauffement climatique, les cycles de l'azote et du phosphore, l'acidification des océans, l'appauvrissement de la biodiversité, l'utilisation de l'eau douce, les pollutions chimiques...). Comme une bouée pour sauver l'humanité qui se noie.



Entre les dimensions du plancher social et les limites du plafond environnemental, s'ouvre un espace dynamique qui « protège contre les privations humaines critiques et qui permet d'éviter les dépassements des seuils naturels critiques », qui pourrait figurer sous une forme de boussole pour le XXI^e siècle, comme un idéal régulateur, sûr et juste pour l'humanité.

Cette logique des limites à des corridors de production et de consommation implique un relèvement du plancher pour un nombre très important de personnes et une interdiction de dépasser le plafond écologiquement soutenable pour une minorité privilégiée. Il s'agit donc de modifier le système même qui a conduit à cette situation catastrophique et non de pointer la diversité des responsabilités individuelles et collectives uniquement.

En effet, l'écosocialisme devrait élaborer une nouvelle narration du monde qui dessine un horizon désirable afin d'assurer sa légitimité par une adhésion citoyenne. Par le passé, le socialisme, au travers de la diversité de ses variantes, du marxisme à la social-démocratie, par l'effectivité de sa doctrine et par les combats du mouvement ouvrier, est devenu un puissant moteur de l'émancipation aboutissant à des résultats tragiques - le totalitarisme - comme bienfaiteurs - la construction d'une large protection sociale.

De même, le libéralisme, et son pendant économique, le capitalisme, a imposé, face aux ordres anciens, un récit novateur qui combinait le déploiement des droits et libertés fondamentales couplé à l'augmentation des richesses et à la glorification du profit et de l'intérêt, au prix d'insupportables injustices sociales et d'une prédation accélérée des ressources naturelles.

Une nouvelle narration du monde pourrait avoir comme horizon idéal, à terme, cette « bouée » pour l'humain et le monde. Elle implique que la totalité des activités, marchandes et non marchandes, exportatrices ou protégées, de l'ensemble de la

société préserve la biocapacité terrestre et soit solidairement répartie entre les humains.

L'écosocialisme se caractérise donc fondamentalement par la combinaison des idéaux d'égalité et de solidarité du socialisme et le respect de l'intégrité de la Terre. Il conjugue, parce qu'elles sont inextricablement liées et interdépendantes, la justice sociale et la justice climatique. Il présuppose une rupture avec les mécanismes de l'économie de marché et avec le système de production et de consommation qui dirige l'économie mondiale. Il se distingue donc radicalement du « capitalisme vert » ou de « l'écologie de marché » qui postulent la compatibilité entre une économie d'échanges dérégulés, la croissance et l'accumulation illimitées et le caractère fini et circulaire des écosystèmes.

L'écosocialisme sous-entend également une politique de civilisation au-delà de l'économie décarbonée et de la compétition entre des individualités atomisées. Face à la révolution néolibérale des années 1980, où la morale a remplacé la politique, où le souci du bien commun a été supplanté par la quête des droits individuels et où la loi de l'offre et de la demande s'est mondialisée, la gauche s'est privée d'un horizon de transformation sociale.

L'épuisement du logiciel social-démocrate face à la financiarisation croissante du capital et à l'accroissement des inégalités nécessite un nouveau paradigme de pilotage des sociétés fondé sur la durabilité de notre relation à la nature et sur une coexistence des modes et des genres de vie compatibles avec cette soutenabilité et répondant aux impératifs de la solidarité et de la justice redistributive.

Une transition vers l'écosocialisme

L'alternative proposée par l'écosocialisme implique une profonde transition sociale et écologique, par des croissances et des décroissances sélectives et solidaires, pour tendre graduellement vers la justice sociale et l'équilibre des écosystèmes, mesurés par une juste redistribution des ressources et par une empreinte écologique soutenable.

Ce projet repose aussi sur une mutation culturelle qui implique le rejet du productivisme, le transfert des critères quantitatifs vers le qualitatif, et le refus de définir sur le plan anthropologique, l'humain exclusivement par le travail et la consommation. Des valeurs, comme l'entraide, la gratuité, la sobriété se doivent d'infuser dans le corps social et s'adjoindre en complément des valeurs de solidarité, d'égalité et de liberté.

Il nécessite une refondation de la démocratie qui permettrait le contrôle par les citoyens et les citoyennes des grands facteurs de production en planifiant démocratiquement l'investissement et le développement technologique afin de servir à long terme le bien commun des sociétés et de la nature. Les services publics, qui seuls garantissent l'intérêt général, exerceront un rôle essentiel dans la préservation, la production et la redistribution des ressources naturelles et culturelles.

Le concept de limite, à l'exploitation excessive, à l'enrichissement abusif, ou à l'accélération des rythmes de vie, de mobilité, de travail ou de consommation, devra redevenir central et faire l'objet de débats collectifs permanents. La liberté et la créativité d'une activité, qu'elles appartiennent à la sphère publique, à la société civile, à l'entreprise privée ou à l'expérimentation sociétale, devront toujours être jugées en fonction de leur durabilité écologique et d'une juste redistribution des revenus, comme dans le cadre du modèle « donut ».

La transition vers l'écosocialisme pourrait être un dispositif pluriel, graduel et convergent, qui se déclinerait notamment

selon les principes suivants, en tendant fondamentalement vers une réduction de l'empreinte écologique (idéalement réduite à 1) et vers une échelle de revenus, qu'elles qu'en soient leurs sources, jugée légitime collectivement :

- > L'établissement, constitutionnel et légal, de limites à toute activité, matérielle ou immatérielle, afin que, globalement en regard de toutes les autres, cette activité tende vers la diminution de l'empreinte écologique et de l'inégalité dans la distribution des revenus, dans la perspective de planchers et de plafonds jugés socialement légitimes;
- > La reprise par les services publics des secteurs vitaux de la production, de la distribution et de l'énergie dans la perspective d'une programmation écologique et sociale et la sortie de la logique de marché des biens essentiels à la durabilité écologique;
- > Le basculement progressif de la fiscalité pesant sur le travail vers une imposition sur le capital et sur toute activité qui accroît l'empreinte écologique;
- > L'extension de la protection des mécanismes de la sécurité sociale à la couverture des risques environnementaux afin d'assurer la dignité, la sécurité et la santé de l'ensemble des citoyen·nes;
- > L'instauration d'une échelle des prix de l'ensemble des biens et des services (de la gratuité au prix maximal) en proportionnalité avec le revenu et avec l'empreinte carbone du produit;
- > L'approfondissement des processus démocratiques par l'intensification des mécanismes de participation citoyenne et par la transformation institutionnelle en regard des enjeux à long terme (le Sénat comme assemblée des défis du futur...);

- > La revalorisation de toutes les politiques culturelles (éducation, enseignement, formation, création artistique, éducation permanente, médias, réseaux d'informations et de communications), au travers de pratiques transdisciplinaires, afin de conserver la mémoire du passé, d'anticiper l'avenir et d'exercer un esprit critique citoyen permanent, cœur de la démocratie participative ;
- > La garantie et le respect de tous les droits et libertés fondamentales, des choix de vie et de non-discrimination, dans le cadre de l'exercice démocratique écosocialiste.

Au travers de ces quelques principes généraux et non exhaustifs, on peut dessiner des perspectives vers une transition sociale et écologique. Ecologiser la société et socialiser l'écologie. Assurer à chaque être humain sur la planète le respect et l'accès aux droits fondamentaux (alimentation, santé, éducation, logement, mobilité...) tout en préservant les équilibres de la biosphère selon un espace de planchers sociaux et de plafonds environnementaux.

Les freins, les obstacles et les dénis se démultiplient comme on a pu le constater au travers de l'approche psychologique, anthropologique, philosophique et socio-politique de la crise écologique. Il convient donc de radicalement modifier la perspective.

Cela suppose une transformation radicale des mécanismes du marché en soustrayant aux multinationales et aux organismes financiers une très large part de leur pouvoir au profit de l'ensemble des autorités publiques, du niveau municipal au niveau international, au profit de l'ensemble des expérimentations de la société civile et au profit de l'économie sociale et solidaire.

Cette perspective implique aussi une très large redistribution des revenus, notamment en regard de la responsabilité, profondément inégale, dans les dégradations écologiques. Seule la

puissance publique, au nom de l'intérêt général, en ce compris des générations futures, et de la préservation des biens communs de l'humanité, peut assurer cette fonction régulatrice de limitation des transformations de la nature et de la juste répartition des ressources.

La diversité des expériences solidaires citoyennes, les mobilisations populaires croissantes, les initiatives associatives et coopératives, les bienfaits de la relocalisation et de la démarchandisation, l'inventivité et la créativité dans les domaines les plus variés, témoignent de leur indispensable complémentarité avec l'autorité publique.

L'écosocialisme, dans la perspective d'un espace juste et sûr pour l'humanité, par des transitions plurielles et graduelles, par les convictions, les luttes et les expérimentations qu'il mobilise, peut profiler une nouvelle narration du monde, unissant un horizon de justice économique, sociale et culturelle à un rapport équilibré entre le développement humain et la préservation du non-humain. Face au « mal qui vient », il faut résolument « penser le changement plutôt que changer le pansement ».

BIBLIOGRAPHIE

- WEISMAN Alan, *Homo Disparitus*, Flammarion, 2007.
- KOLBERT Elisabeth, *La 6^e extinction, Comment l'homme détruit la vie*, La librairie Vuibert, 2015.
- DIAMOND Jared, *Effondrement, Comment les civilisations décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, 2006.
- SERVIGNE Pablo et STEVENS Raphaël, *Comment tout peut s'effondrer*, Seuil, 2015.
- CHABOT Pascal, *Global burn-out*, PUF, 2013.
- HARTMUT Rosa, *Aliénation et accélération*, La Découverte, 2014.
- AUDIER Serge, *L'âge productiviste, Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives biologiques*, La Découverte, 2019.
- DUPUY Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé, Quand l'impossible est certain*, Seuil, 2002.
- SERRES Michel, *Le contrat naturel*, François Bourin Éditeur, 1993.
- KAHNENAM Daniel, *Système 1 Système 2, Les deux vitesses de la pensée*, Flammarion, 2012.
- MARSHALL George, *Le syndrome de l'autruche. Pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique*, Actes Sud, 2017.
- COCHET Yves, *Antimanuel d'écologie*, Éditions Bréal, 2009.
- CITTON Yves, *Spinoza, L'éclairer de nos incertitudes*, Le Nouvel Observateur, Hors-Série, Juillet-Août 2009.
- DE DUVE Christian, *Génétique de péché originel*, Odile Jacob, 2009.
- CASTEL Pierre-Henri, *Le Mal qui vient, Essai hâtif sur la fin des temps*, Les Éditions du Cerf, 2019.
- DESCOLA Philippe, *La composition des mondes*, Flammarion, 2017.
- BOURG Dominique et FRAGNIÈRE Augustin, *La pensée écologique, Une anthologie*, PUF, 2014.
- DESCOLA Philippe, *Par-delà nature et culture*, Gallimard, 2005.
- MANCUSO Stefano et VIOLA Alessandra, *L'intelligence des plantes*, Albin Michel, 2018.
- DESPRET Vinciane, *Que diraient les animaux si on leur posait les bonnes questions*, La Découverte, 2014.
- LACROIX Alexandre, *Devant la beauté de la nature*, Allary Éditions, 2018.

SERRES Michel, *Le Mal propre, Polluer pour s'approprier*, Le Pommier, 2008.

LAGASSE Elisabeth, *Contre l'effondrement, pour une pensée radicale des mondes possibles*, Cridis Smag, 2018.

TANURO Daniel, *La plongée de « collapsologues » dans la régression archaïque*, Écosocialisme, 2019.

CRAVATE Jérémie, *L'effondrement, parlons-en... Les limites de la collapsologie*, Barricade, 2019.

BONNEUIL Christophe et FRESSOZ Jean-Baptiste, *L'événement anthropocène*, Éditions du Seuil, 2013.

VICTOR Jean-Christophe, *Les dessous des cartes, Itinéraires géopolitiques*, Arte Éditions, Tallandier, 2012.

BRUCKNER Pascal, *Le fanatisme de l'Apocalypse*, Grasset, 2011.

BONFOND Olivier, *Il faut tuer TINA*, Le Cerisier, 2017.

LATOUR Bruno, *Où atterrir? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, 2017.

VARGAS Fred, *L'humanité en péril*, Flammarion, 2019.

DE BODINAT Baudouin, *En attendant la fin du monde*, Éditions Fario, 2018.

RAWORTH Kate, *La théorie du donut*, Plon, 2018.

TANURO Daniel, *L'impossible capitalisme vert*, La Découverte, 2010.

STARQUIT Olivier, *Une éclipse et des lucioles*, Territoires de la mémoire, 2019.

LÖWY Michel, *Écosocialisme*, Mille et Une Nuits, 2011.

TÉMOIGNAGES

- ↳ Êtes-vous convaincu·e que nous sommes à un point crucial de l'épuisement de la planète? Si oui, quels en sont pour vous les éléments les plus significatifs? Si non, pourquoi?
- ↳ Pourquoi ce point de basculement et ces risques d'effondrements sont-ils si peu pris en compte par les autorités publiques malgré les mises en garde répétées du monde scientifique et des mouvements citoyens?

Paul Jorion

Anthropologue, sociologue
et essayiste belge

Vincent Burnand-Galpin

École Nationale de la Statistique et
de l'Administration
Economique Malakoff (ENSAE)

« Le déni de l'effondrement comme le déni de notre mort propre »

« On n'existe pas, puis l'on naît un jour, on vit, on meurt un autre jour et l'on cesse cette fois d'exister. Pour autant que l'on puisse savoir : néant au départ, néant à l'arrivée. Nous avons chacun droit en effet à une petite fenêtre, d'un siècle environ au maximum. Nous sommes une espèce animale, l'une des manifestations du vivant, pour lesquelles la question de l'immortalité n'a pas été résolue par la nature sur le mode d'une authentique réussite. »

Paul Jorion, *La misère de la pensée économique*, 2012

Ne serait-ce pas l'histoire d'une espèce ?

« Jean-Jacques Rousseau (1712-1768) a reconnu comme un événement éminemment tragique, justement, cette prise de conscience par l'animal que nous sommes, de notre finitude en tant qu'individu, et il considérait cette prise de conscience historique comme l'événement véritablement fondateur de ce qu'est l'espèce humaine. Le moins que l'on puisse dire, c'est que notre espèce a très mal réagi à cette prise de conscience de la mort individuelle. La toute première réponse, comme il était prévisible, a été celle du déni. Elle a consisté à prétendre : "Non, non, ce n'est pas vrai !". »

Paul Jorion, *La misère de la pensée économique*, 2012

Ne serait-ce pas l'histoire d'une espèce qui prend conscience de l'effondrement imminent ?

« Auguste Comte (1798-1857) a offert en son temps une interprétation de l'histoire humaine selon une progression semblable : du déni à l'acceptation, sous le nom de « loi des trois états ». La phase suivante, qui vient après le déni, c'est bien sûr celle de l'acceptation. La philosophie, qui naît véritablement en Grèce au V^e et au IV^e siècle avant Jésus-Christ, est l'un des courants de la pensée athée, affirmant que le monde qui nous est perceptible est le seul qui existe. Nous n'avons d'autre choix que de nous en accommoder en acceptant la mort telle qu'elle nous apparaît, à savoir comme la fin authentique, c'est-à-dire définitive, de notre histoire en tant que personne ou identité. »

Paul Jorion, *La misère de la pensée économique*, 2012

Ne serait-ce pas l'histoire d'une espèce paralysée, incapable de réagir et dont il ne lui reste plus qu'à faire son deuil ?

« Il coexiste ainsi dans les sociétés où nous vivons, des personnes entretenant des représentations extrêmement différentes du monde qui est le nôtre. Entre elles, le malentendu peut être total. Ainsi, de nombreux croyants vous affirmeront qu'ils ne comprennent pas comment celui qui ne croit ni à la récompense ni à la punition dans l'au-delà de ses actions ici-bas peut avoir un comportement véritablement moral. À l'inverse, un athée affirmera qu'un comportement motivé par la promesse de récompenses ou la menace de punitions est purement « utilitariste » et ne mérite pas d'être considéré à proprement parler « moral » : seul un comportement justifié par le souci pragmatique de permettre ou de faciliter la vie en société mérite cette appellation. »

Paul Jorion, *La misère de la pensée économique*, 2012

Ne serait-ce pas l'histoire tragique de ces oiseaux de mauvais augure toujours incompris par leurs contemporains ?

Ne serait-ce pas l'histoire de l'espèce humaine ?

« Des millénaires ont dû passer avant que tu ne viennes à la vie, et d'autres millénaires attendent en silence ce que tu vas faire de ta vie. »

Thomas Carlyle, « On Heroes, Hero-Worship and the Heroic » in *History*, 1840)

Conscients ou non de notre sort individuel ou collectif, peu importe, mais souvenons-nous que l'univers nous regarde.

Pascal Verhulst

Conseiller Culturel Ville de Charleroi
Cabinet du Bourgmestre Paul Magnette

- ↳ Êtes-vous convaincu·e que nous sommes à un point crucial de l'épuisement de la planète? Si oui, quels en sont pour vous les éléments les plus significatifs?

Si non, pourquoi?

Nous vivons une époque charnière. Nous avons la particularité de très bien imiter l'autruche. Chaque année, l'épuisement des ressources naturelles de la terre est de plus en plus précoce. Il y a aussi une usure psychologique à voir une majorité de la population (j'englobe le politique, les chefs d'entreprises, les fonds d'investissements, le quidam...) à prendre aussi peu en compte les enjeux écologiques. Il est de bon ton de manifester pour tout et pour rien sans changer ses comportements quotidiens. Même si la conscientisation progresse, qui se soucie de la disparition des abeilles, de certaines ressources naturelles, de la montée des eaux, des réfugiés climatiques pour ne citer que quelques exemples? Tant que ces soucis ne pénètrent pas directement notre zone de confort, nous vivons dans la banalisation de ces dérèglements irréversibles.

- ↳ Pourquoi ce point de basculement et ces risques d'effondrements sont-ils si peu pris en compte par les autorités publiques malgré les mises en garde répétées du monde scientifique et des mouvements citoyens?

Le courage politique est bridé par les enjeux économiques. Même si certains ne sont pas dans cette veine, la gestion publique se déploie souvent sur une vision à trop court terme. Notre monde ultra libéral ne peut se permettre d'attendre. Il faut amasser avant de se ramasser. Il fonctionne sur l'inertie d'une grande majorité de nos contemporains. Malgré les signaux toujours plus inquiétants, le monde n'a jamais été aussi pollué. Depuis 1992 et l'apparition des « COP », nous avons encore des difficultés à appliquer celle de Kyoto. C'est tout dire.

La force d'inertie de la course aux abysses ?

Jean-François Pontégnie

Membre du comité de rédaction
d'Agir par la culture

L'évidence du dérèglement climatique

Il n'est pas (ou plus) nécessaire de produire des dizaines de schémas plus ou moins abscons ou de relire l'intégralité des rapports du GIEC¹ pour s'en convaincre: le réchauffement climatique est une réalité qui devient chaque jour plus palpable. Des millions de gens, particulièrement les habitants des régions côtières et des îles peu émergées, pouvaient en témoigner depuis des années déjà: le niveau de l'eau monte et, détruisant leurs modes de vie, les jettent dans la misère. Ils étaient peu écoutés ou, au mieux, regardés avec commisération. À présent, le réchauffement et ses dérèglements frappent à notre porte, et parfois même, ils cognent fort.

L'année 2018²

Tendance générale

«*La tendance au réchauffement s'est poursuivie en 2018, l'année devant se situer au quatrième rang des températures les plus élevées depuis le début des relevés météorologiques à la fin du XIX^e siècle³* » [...] «*Les concentrations de gaz à effet de serre ont, encore une fois, atteint des niveaux record et si la tendance se poursuit, la température risque d'augmenter de 3-5 °C d'ici à la fin du siècle*», avance Petteri Taalas, secrétaire général de l'OMM⁴. »

En Belgique, la température moyenne s'est élevée à 11,9 °C à Uccle en 2018, ce qui égale le record absolu de 2014, selon le bilan climatologique annuel publié par l'Institut royal météorologique (IRM). La valeur normale de température moyenne à Uccle s'élève à 10,5 °C.

1. www.ipcc.ch/home_languages_main_french.shtml

2. D'après BARROUX Rémi, *Climat: 2018, l'année extrême* www.lemonde.fr/idees/article/2019/02/02/climat-2018-l-annee-extreme_5418417_3232.html *La température moyenne à un niveau record en 2018*, BELGA www.lalibre.be/actu/belgique/la-temperature-moyenne-a-un-niveau-record-en-2018-5c2b39df7b50a66d50df5df7

3. «*Si cette année n'est pas la plus chaude au niveau mondial, c'est dû notamment à un épisode La Niña durant les premiers mois de 2018, qui se caractérise par une température anormalement basse des eaux équatoriales de surface dans le centre et l'Est de l'océan Pacifique*». Ibid.

4. Organisation Météorologique Mondiale, <https://public.wmo.int/fr>

En France, la température moyenne sur l'année 2018 devrait être de 13,9 °C, soit (comme en Belgique) 1,4 °C au-dessus de la moyenne de référence de la période 1981-2000.

Conséquences : acidification des océans, fonte des glaces et montée des eaux, tempêtes cycloniques, incendies, inondations : 2,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

- > C'est notamment au niveau des océans que les changements sont les plus perceptibles... et les plus inquiétants. *« Les océans absorbent 90 % de l'énergie piégée par les gaz à effet de serre et 25 % des émissions anthropiques de CO₂, ce qui les réchauffe et augmente leur acidité »*, détaille l'OMM.
- > L'étendue de la banquise arctique a été bien inférieure à la normale. Conséquence : le niveau moyen de la mer, de janvier à juillet 2018, était supérieur d'environ 2 à 3 mm par rapport à la même période de l'année dernière.
- > En 2018, le nombre de tempêtes cycloniques s'est révélé supérieur dans les quatre bassins océaniques de l'hémisphère Nord : 70 ont été recensées (au 20 novembre), alors que la « moyenne », selon l'OMM, est de 53. La saison cyclonique 2018, dans l'océan Atlantique nord, a surtout été marquée par les ouragans Florence et Michael. De catégorie 4, avec des vents atteignant 250 km/h, Michael a fait une soixantaine de morts (le plus meurtrier de toute la saison), dont 45 aux États-Unis, et provoqué des dégâts atteignant les 13 milliards d'euros. Cuba, le Nicaragua, le Honduras, le Salvador et les États-Unis ont été touchés, du 6 au 15 octobre. Début septembre, Florence et les inondations causées par l'ouragan ont coûté la vie à plus d'une trentaine de personnes dans le sud-est des États-Unis.

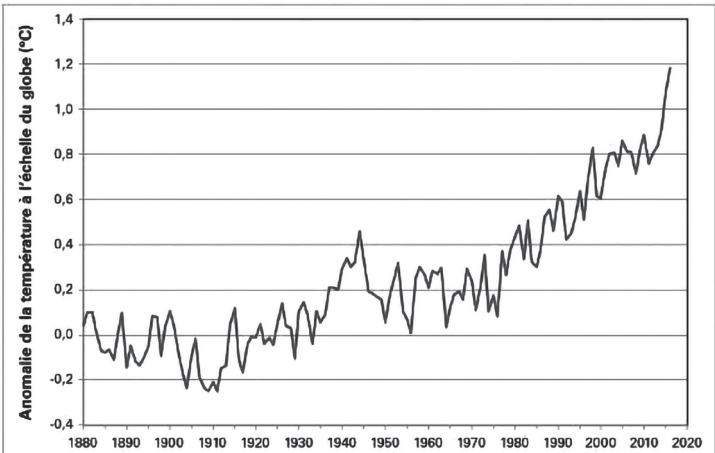
Au total, cette saison cyclonique, dans l'Atlantique nord, aurait tué plus de 150 personnes, entraînant des dégâts estimés à près de 47 milliards d'euros.

- > Les incendies ont été particulièrement meurtriers. Si, en Europe, le Portugal et l'Espagne ont été relativement

épargnés, en comparaison avec 2017, c'est en Grèce que les incendies ont été les plus catastrophiques, tuant près d'une centaine de personnes, en juillet. Les températures élevées et la sécheresse ont entraîné des incendies à l'ampleur inédite en Suède. En Colombie-Britannique (Canada), les feux ont brûlé une superficie record pour la deuxième année d'affilée. Aux États-Unis, en novembre, « Camp Fire » a été l'incendie le plus meurtrier qu'ait connu le pays depuis plus d'un siècle. Le feu a ravagé 620 km² de forêt.

- > Les inondations ont aussi été particulièrement virulentes et meurtrières. Plus de 200 personnes ont ainsi péri suite aux inondations et aux glissements de terrain dans l'ouest du Japon en juillet. L'État du Kerala, en Inde, a connu « les pires inondations depuis les années 1920 », selon l'OMM, entraînant, en août, l'évacuation de 1,4 million de personnes et faisant plus de 400 morts.

Anomalies de la température depuis la fin de l'ère pré-industrielle⁵



Données: NOAA, NASA, UK Met Office/CRU

5. <https://public.wmo.int/fr/medias/com-muniqu%C3%A9s-de-presse/d%C3%A9claration-provisoire-de-l%E2%80%99omm-sur-l%E2%80%99%C3%Agtat-du-climat-mondial-en-2016>

On ajoutera, pour reprendre le propos d'Aurélien Barrau⁶, astrophysicien à l'origine de l'Appel paru dans le Monde le 3 septembre 2018 (cf. ci-après), qu'en fait « *la situation [...] est dramatique à beaucoup de niveaux différents.*

Elle est dramatique, [...] pour ce qui concerne [...] le dérèglement climatique qui ne fait plus question, et dont l'origine anthropique, c'est-à-dire d'origine humaine, est actée.

Elle est aussi dramatique du point de vue de l'exploitation exponentiellement croissante des ressources dans un monde de taille finie, [...] cela n'est pas durablement possible. En physique, dans mon domaine, on appelle cela une instabilité, et un système instable c'est un système qui va crasher. Automatiquement. Nous sommes donc en train de mettre en œuvre le crash du système planétaire. Ce qui est un peu contrariant.

La situation est au moins aussi dramatique - on en parle moins en ce moment - du point de vue de la pollution de l'air, de l'eau, des sols et je dirais que les effets sur la biodiversité sont comparables, voire supérieurs, à ceux du réchauffement climatique.

Et enfin la situation est aussi dramatique - et on en parle beaucoup moins en ce moment - alors que c'est tout aussi grave - par l'étiollement, donc l'atrophie si vous voulez, de l'espace de vie: les animaux n'ont simplement plus de lieu pour vivre et par conséquent ils meurent.»

L'action citoyenne

Les Appels

Au cas où tout ceci aurait échappé aux plus distraits, on voit, pour les avertir, fleurir les « Appels ». On relèvera quelques exemples récents :

6. Re transcription personnelle de l'intervention d'Aurélien Barrau à l'atelier « *Quel nouveau contrat social avec le vivant ?* » du 8 septembre 2018, lors du « Climax Festival » de Bordeaux www.youtube.com/watch?v=8YsnzyFtbGg

- > En 2017, dans un long article⁷, 15 climatologues de renom rappellent que « *malgré la ratification par 145 États de l'Accord de Paris, malgré le serment fait au Bourget d'endiguer le réchauffement à 2°C, voire 1,5°C, malgré la publication de 189 politiques climatiques nationales (INDC): rien n'y fait. Nous continuons de réchauffer la planète à grande vitesse* ». Les scientifiques soulignent encore que « *les conséquences de cette insouciance climatique sont d'ores et déjà annoncées. Dès 2040, la température moyenne globale aura progressé de 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle. Les 2°C, tant honnis dans le discours des politiques, sont attendus vers 2060. À moins, bien sûr, que le lent réchauffement de couches profondes de l'océan ne déclenche plus vite que prévu les « boucles de rétroaction* ⁸ ».
- > La « **Mise en garde des scientifiques du monde à l'humanité: deuxième avertissement** ⁹ ». Paru 25 ans après l'« *Avertissement des scientifiques du monde à l'humanité* ¹⁰ », le 2^e avertissement a cette fois été signé par 15.364 scientifiques originaires de 184 pays. Un record. Le constat est implacable: « *Depuis 1992, hormis la stabilisation de l'amenuisement de la couche d'ozone stratosphérique, l'humanité a non seulement échoué à résoudre les principaux défis environnementaux énoncés mais, de façon alarmante, la plupart d'entre eux se sont*

7. Dont la version en anglais est disponible ici : www.earth-syst-dynam.net/8/577/2017/esd-8-577-2017.pdf

8. « *Interaction selon laquelle une perturbation touchant une variable climatique provoque, dans une seconde variable, des changements qui influent à leur tour sur la variable initiale. Une rétroaction positive renforce la perturbation initiale, alors qu'une rétroaction négative l'atténue.* » Par exemple, la fonte des calottes glaciaires a une rétroaction *positive* sur le réchauffement: l'étendue de glace diminuant, elle renvoie moins de rayonnement solaire (c'est l'effet albédo), ce qui contribue à augmenter le réchauffement, etc. Dans le cas de l'océan, son réchauffement le rend de moins en moins à même d'absorber la chaleur excédentaire. Glossaire in *Les éléments scientifiques*

(Résumé à l'intention des décideurs, résumé technique et foire aux questions) www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg1/WG1AR5_SummaryVolume_FINAL_FRENCH.pdf

9. Une traduction en français est disponible ici : www.researchgate.net/publication/322603153_Mise_en_garde_des_scientifiques_du_monde_a_l%27humanite_deuxieme_avertissement_french_translation_of_Ripple_et_al_2017_World_Scientists%27_Warning_to_Humanity_A_Second_Notice_BioScience_67_121026-1028

10. Conçu par l'Union of Concerned Scientists et plus de 1.700 scientifiques indépendants, dont une majorité de lauréats scientifiques du prix Nobel.

considérablement aggravés. La trajectoire actuelle du changement climatique est considérée comme potentiellement catastrophique en raison de la hausse des émissions de GES (gaz à effet de serre) liée à la combustion des ressources énergétiques d'origine fossile, la déforestation et la production agricole – en particulier l'élevage des ruminants pour la consommation humaine de viande. En outre, nous avons déclenché un nouvel épisode d'extinction de masse, le sixième en 540 millions d'années environ, à l'issue duquel de nombreuses espèces vivant actuellement pourraient être anéanties ou du moins vouées à l'extinction d'ici la fin du siècle».

- > Le 3 septembre 2018, une courte Tribune – « **Le plus grand défi de l'histoire de l'Humanité** » – paraît dans le Monde, signée par 200 personnalités (acteurs, metteurs en scène, artistes et scientifiques divers) qui affirment que « face au plus grand défi de l'histoire de l'humanité, le pouvoir politique doit agir fermement et immédiatement. Il est temps d'être sérieux¹¹ »
- > Le 8 septembre 2018, à la Une de Libération, « **700 scientifiques français** [chercheurs et professeurs d'écologie, de physique ou encore d'économie] lancent un appel aux dirigeants ». Ils expliquent entre autres que « les discours sont insuffisants, comme le montrent les récents chiffres d'émissions de gaz à effet de serre [...] Il est tout aussi crucial qu'urgent de sortir du champ de l'incantatoire et de traduire concrètement ces discours en choix politiques forts et clairs au service d'une transformation sociétale profonde¹² ».
- > Un Appel et une pétition belges sont actuellement en ligne¹³ pour « **Déclarer l'urgence climatique** ».

11. www.lemonde.fr/idees/article/2018/09/03/le-plus-grand-defi-de-l-histoire-de-l-humanite-l-appel-de-200-personnalites-pour-sauver-la-planete_5349380_3232.html

12. www.liberation.fr/societe/2018/09/07/climat-700-scientifiques-francais-lancent-un-appel-aux-dirigeants_1677391

13. Le site du mouvement : www.urgence-environnement.be/; voir

la Carte Blanche complète sur l'Écho : www.lecho.be/opinions/carte-blanche/declarons-l-etat-d-urgence-environnemental/10046843.html

La pétition : www.change.org/p/we-roepen-de-milieunoodtoestand-uit-d%C3%A9clarons-l-%C3%A9tat-d-urgence-environnemental?recruiter=898155028&utm_source=share_petition&utm_medium=email&utm_campaign=undefined&utm_term=share_petition

Les militants

On n'en finirait pas d'énumérer les groupes militants, parfois constitués en réseaux nationaux ou internationaux qui, partout dans le monde, alertent sans cesse, de multiples façons, sur la réalité et le danger du dérèglement climatique. L'année 2019, en particulier, est marquée par l'émergence d'un très large mouvement jeune, étudiant et citoyen¹⁴...

Pour dresser un tableau politique général, on peut ici reprendre les distinctions qu'opérait Christophe Aguiton¹⁵ en 2015.

Les points d'accord

a. *« L'objectif général a toujours été le même, pour l'ensemble des mouvements se mobilisant sur les questions climatiques : respecter les recommandations du GIEC, le groupe des experts du climat, lesquels considèrent qu'une augmentation de deux degrés des températures moyennes sur la planète est le maximum possible, un dépassement de ce seuil risquant de déclencher une série d'événements climatiques aux conséquences dramatiques ».*

b. *La seule façon d'y parvenir est un « accord international contraignant, basé sur le principe de la « responsabilité commune mais différenciée » ». C'est-à-dire qui prenne en compte « le fait que les premiers responsables du réchauffement climatique sont les pays dits industrialisés, Europe, Amérique du Nord et Japon, qui doivent faire les efforts les plus importants, alors que les pays en développement ont droit à augmenter leur consommation énergétique et doivent recevoir des compensations financières pour compenser les dégâts environnementaux et pour s'adapter au réchauffement climatique ».*

c. *« Un dernier domaine fait aussi accord, au moins sur un plan très général : un rejet des « fausses solutions », solutions*

14. Voir ici par exemple : Global Strike For Future: <https://globalstrikeforfuturebelgium.weebly.com/>

15. AGUITON Christophe, *Un mouvement pérenne*

www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2015/10/HL170-Dossier-9.-Un-mouvement-p%c3%a9grenne-pour-la-justice-climatique.pdf

présentées par certaines entreprises ou gouvernements comme le moyen de résoudre la crise climatique.» On résume ces solutions sous le terme de «géo-ingénierie»: il peut s'agir de déploiement d'un bouclier thermique dans l'espace, d'ensemencement des océans ou d'autres délires technologiques.

Les désaccords et points de friction

- > Les différences d'approche ont été particulièrement sensibles en 2009 à Copenhague. On retrouvait d'une part le «CAN» - «Climate Action Network», en fait «le réseau historique des grandes ONG comme Greenpeace ou WWF, et ses alliés, Oxfam et autres ONG de développement, qui s'étaient investis en priorité dans le lobbying auprès des différents gouvernements» et qui se «satisfaient des mécanismes de marché, marché pour les émissions de gaz à effet de serre ou la protection des forêts. [...] À Copenhague, CAN avait priorisé le travail de lobby interne à l'ONU, renforçant ainsi le poids des experts au détriment des équipes militantes.» D'autre part, il y avait «Climate Justice Now» (CJN), créé «par la Via Campesina, les Amis de la Terre et d'autres mouvements, et [qui avait] su s'allier à de nombreux mouvements sociaux et regroupements de peuples indigènes. CJN entendait construire un mouvement militant pour la justice climatique en s'appuyant sur ces mouvements sociaux et citoyens, [et] refusait les solutions du type marché du carbone¹⁶».

S'esquisse donc une ligne de fracture, somme toute très classique, entre:

- > un nombre important d'ONG et d'associations institutionnelles devenues parties prenantes aux diverses négociations

16. Un accord spécifique de compensation carbone, comme «Reducing emissions from deforestation and forest degradation» («REDD») pour les forêts a par exemple profondément divisé les mouvements impliqués sur le climat.

climatiques. Elles s'inscrivent dans une logique de participation et de compromis d'une part, de l'autre, dans ce cadre, elles tiennent *de facto* les militants écartés de leur action. Le résultat peut être, pour faire vite, qualifié de réformiste, au sens où « *le réformisme désigne des doctrines politiques visant à améliorer les structures existantes, économiques et sociales, par des modifications progressives des lois*¹⁷ » ;

- > et les structures, dont CJN est un bon exemple, qui sont basées sur l'action, selon un axe double. La protestation de masse (les manifestations) et l'organisation de et/ou le soutien aux luttes locales, parfois très déterminées, contre des projets jugés contraires aux valeurs et aux impératifs environnementaux que défend le réseau. On peut citer ici dans le désordre les luttes en lien avec les tribus indigènes contre les oléoducs censés amener les sables bitumineux du Canada vers les ports de la côte ouest, le soutien aux zadistes de Notre-Dame-des-Landes, la lutte contre la création d'un centre de données biométriques en Inde ou le soutien aux luttes des peuples indigènes en Bolivie, etc. Il s'agit d'une stratégie de rupture et de luttes directes.

On ajoutera que, depuis Copenhague, des mouvements tels de 350.org¹⁸ se sont largement développés, qui basent leur stratégie sur Internet et sa viralité. Il arrive que diverses organisations de ce type mènent des actions communes (350.org avec Avaaz, par exemple). Il est probable que ces campagnes touchent un public différent, plus jeune et moins familier des pratiques militantes « classiques ». Les mobilisations climatiques des « jeunes » (« Youth for Climate¹⁹ ») ressortissent à cette logique.

17. <https://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%Agformisme>

18. « Nous sommes opposé-es à l'industrie des combustibles fossiles et exigeons l'arrêt de tous les nouveaux projets d'exploitation du charbon, du pétrole et du gaz et le développement d'une énergie propre pour tous et pour toutes. » <https://350.org/fr/>

19. www.facebook.com/Youth-For-Climate-Brussel-369294200565867/

Élargissement des coalitions

Par ailleurs, on constate qu'en même temps que se rapprochent des mouvements a priori hétérogènes (et/ou autrefois en désaccord²⁰) – syndicats, mouvements pour les droits humains, associations environnementalistes, etc. – se produit « une évolution dans les thématiques abordées, les syndicats exigeant une « fair transition », une transition juste qui ne pénalise pas les travailleurs ; en même temps, le thème des droits humains s'est imposé dans les négociations, pour protéger les populations autochtones, premières victimes des changements climatiques, et pour garantir les droits des déplacés climatiques, ces populations contraintes à l'émigration à cause de la transformation de leur environnement. On a donc des mouvements aux objectifs plus larges, mais souvent plus concrets que l'exigence un peu abstraite de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est donc autour de la nécessité de mobiliser les opinions publiques et les réseaux militants que se sont regroupées ces coalitions.²¹ »

C'est dans cette logique que la Grève mondiale pour le Climat a réuni 30.000 personnes à Bruxelles le 15 mars 2019 et quelques milliers d'autres dans 25 villes belges environ. À Bruxelles, on comptait, outre les jeunes mobilisés, des représentations d'ONG importantes (CNCD - 11.11.11, Greenpeace, Natagora, Amnesty International...), des syndicats (essentiellement la CSC et la FGTB), des représentants de partis politiques...

Inanité de l'action internationale

Après le grand cirque parisien...

Après que Laurent Fabius a, dans un tonnerre d'applaudissements, abattu son petit marteau²² pour déclarer close la

20. Les « réformistes » et les partisans de la rupture collaborent, selon Christophe Aguiton, notamment parce que l'échec de Copenhague, et les suivants, ont « convaincu tous les mouvements et toutes les ONG, même les plus modérées, que rien ne serait possible sans mobilisations ».

21. *Un mouvement pérenne*, op. cit.

22. Ici par exemple, www.youtube.com/watch?v=dXM_PqMRGlg, aux environs de 2'40".

session parisienne de la COP 21 (Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques), il s'est rapidement avéré que la joie manifestée par les négociateurs tenait plus de l'autocongratulation (ou du bonheur de pouvoir se reposer un peu) que de la célébration d'un succès quelconque.

C'est qu'on en était arrivé à déterminer une nouvelle marche à suivre censée remplacer le (désastreux) protocole de Kyoto par des « engagements volontaires » : les INDC (*Intended Nationally Determined Contributions*), les « engagements de réduction des GES proposés par les États et censés s'appliquer de 2020 à 2030 ».

Or, tous calculs faits, le total de ces intentions d'engagements (dont le non-respect n'entraîne aucune sanction) est absolument insuffisant : « Une semaine avant le début de la COP 23 [Bonn, du 6 au 17 novembre 2017], une [...] synthèse, supervisée cette fois par le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE), jugeait insuffisants les engagements nationaux pris fin 2015 pour contenir le réchauffement sous le seuil des 2 °C. À supposer que les 195 États signataires de l'accord de Paris respectent l'intégralité de leurs promesses, la planète s'achemine vers une hausse du thermomètre d'au moins 3 °C à la fin du siècle, alertent les experts onusiens.²³ »

On notera en outre que, si après la crise de 2007-2008, les émissions ont stagné, « selon les projections du GCP²⁴, l'année [2017] devrait se clôturer sur un total d'environ 41 milliards de tonnes de CO₂ (gigatonnes, ou GtCO₂) émises par la combustion de ressources fossiles, les activités industrielles et l'utilisation des terres – essentiellement la déforestation. Soit un bilan en hausse de quelque 2 % par rapport à l'année précédente.²⁵ »

23. ROGER Simon et FOUICART Stéphane, *Les émissions mondiales de CO₂ repartent à la hausse* www.lemonde.fr/planete/article/2017/11/13/apres-un-plateau-de-trois-ans-les-emissions-mondiales-de-co2-repartent-a-la-hausse_5214002_3244.html
Nous soulignons.

24. Ibid.

25. Ibid.

La COP 23 (Bonn, 2017): que de bla-bla...

Pour donner une idée de ce qu'est une COP, on s'inspirera ici du compte-rendu de Véronique Rigot (CNCD - 11.11.11)²⁶: « *De la stratégie, une bonne dose de lobbying multidirectionnel, de la langue de bois, un peu de mauvaise foi et un soupçon de dramaturgie, tel est le bon cocktail d'une COP. [...] L'enceinte des Nations Unies est un théâtre où, derrière les expressions policées et les principes de dialogue international, l'essentiel se joue en coulisses. Dans ce contexte, le plus gros, le plus grand, le plus fort, celui qui a la voix qui porte le plus ou le plus d'argent et de faveurs à proposer, s'impose de facto au plus petit.* »

À bien lire les données, à Bonn en 2017, les quelques avancées (comme les appellent les plus optimistes) ont porté sur la mise en place de divers processus de dialogue destinés à... préparer au mieux la COP 2018²⁷ (Katowice, Pologne, du 3 au 14 décembre 2018). Comme l'écrit en conclusion Véronique Rigot: « *Les négociations climat ne sont pas [près] de s'arrêter, heureusement pour le processus international mais malheureusement pour le climat. Les rendez-vous sont pris pour les années à venir.* » Comme toujours, est-on tenté d'ajouter.

Le mystère... et des (tentatives) d'explications

Malgré l'évidence de la gravité de la situation²⁸ et, par ailleurs, la mobilisation de la sphère associative, malgré le fait que 90 % des Européens « *considèrent que le changement climatique est un*

26. *Climat: que retenir de la COP 23?*, Véronique Rigot - www.cncd.be/ Climat-que-retenir-de-la-COP23

27. « *Les agendas de travail sur différents dossiers jugés cruciaux pour lutter contre le réchauffement (concrétisation de l'Accord de Paris par un texte de mise en œuvre, révision des ambitions, définition du financement climat...) convergent vers 2018, ce qui fait fatalement de la COP 23 une conférence peu politique* », *ibid.*

28. En somme les rapports du GIEC sont irréfutables et les tentatives de les invalider n'ont pourtant pas manqué. Par exemple, « *Richard Muller, professeur à la prestigieuse université de Berkeley (Californie), enseigne la physique théorique. Il n'est pas climatologue, mais il est profondément climato-sceptique. Il pense avoir trouvé des failles dans des études sur le climat. Alors de 2008 à 2012 et avec une douzaine de scientifiques, il mène des recherches*

problème sérieux»²⁹, on ne peut que constater l'impuissance des instances internationales.

Rien ne change, rien ne s'améliore et, même, le drame va s'aggravant: comment est-ce possible? Nous ne sommes évidemment pas les seuls à nous poser la question. Et même, peut-on dire, les «explications» se multiplient, qui vont un peu dans tous les sens.

Psychologie

Cerveau rationnel et cerveau émotionnel³⁰?

Les contributions sont nombreuses³¹ qui se réfèrent à la «psychologie humaine»; les approches sont variées (parfois même très peu sérieuses), on retiendra ici à titre d'exemple l'article d'Alexandra d'Imperio (à quoi, du reste, elle est loin de limiter son texte: on y reviendra). Elle explique: «Notre cerveau a deux modes de fonctionnement très différents: un cerveau "rationnel" et un cerveau "émotionnel" [...]. Dans le cas du changement climatique, on nous montre des graphiques et des chiffres, qui parlent à notre cerveau "rationnel". Mais le problème, c'est que nous percevons les risques surtout avec le "cerveau émotionnel".» Par exemple, «les

intensives dans le but de réfuter les conclusions du GIEC. Peine perdue. Il finit par reconnaître publiquement que le réchauffement climatique est réel, et que la responsabilité humaine est... extrêmement probable.»

Pourquoi tout le monde se fiche du climat - Alexandra d'IMPERIO
<https://troisiemebaobab.com/pourquoi-tout-le-monde-s-en-fiche-du-climat-foo610c8c3da>

29. Sondage de l'Union européenne réalisé en 2014. http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/archives/ebs/ebs_409_en.pdf

30. *Pourquoi tout le monde se fiche du climat*, op. cit.

31. Pour information, on citera ici quelques articles qui relèvent du même domaine, quoique d'explications différentes:

BLUTEAU Mariel, *Psycho: comment expliquer le déni face au réchauffement*

climatique? www.franceinter.fr/societe/nous-sommes-face-a-un-danger-comparable-a-celui-d-une-guerre-mondiale-sans-doute-meme-plus-grave-cyril-dion; STEFFAN Loïc, *Barrières psychologiques pour agir pour le climat*, <https://loic-steffan.fr/WordPress3/barrieres-psychologiques-pour-agir-pour-le-climat/>; SOCQUET Samuel (Reporterre), *L'éco-psychologie veut renouer le lien entre les humains et la nature* <https://reporterre.net/L-ecopsychologie-veut-renouer-le-lien-entre-les-humains-et-la-nature>; LECOCQ Noé, *Les ressorts du déni climatique*, www.iew.be/les-ressorts-du-deni-climatique
 Un livre aussi: MARSHALL George, *Le Syndrome de l'autruche. Pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique*, Éditions Actes Sud, octobre 2017.

risques associés au changement climatique concernent beaucoup plus de monde que les risques d'attentats terroristes. Mais notre cerveau est fait pour s'intéresser au terrorisme et pas au changement climatique [et] les attentats font carton plein dans notre cerveau émotionnel» parce qu'il s'appuie «sur nos expériences personnelles, sur la proximité du danger, et il gère plus facilement des histoires qui parlent à nos valeurs». Dès lors, même si «les gens sont, individuellement, tout autant démunis face au terrorisme que face au changement climatique [ça] ne les empêche pas d'exiger des actions politiques immédiates et radicales contre le terrorisme.» C'est que «dans le cas des attentats, l'histoire est claire, proche géographiquement et la menace reste imminente. [Mais que] dans le cas du changement climatique, c'est beaucoup plus flou. L'ennemi n'est pas facilement identifiable, ses motivations ne sont pas claires et les impacts sont diffus. Notre cerveau émotionnel ne reçoit aucun signal clair de menace.» Et ce parce que l'approche du dérèglement s'appuie sur l'information («notre cerveau rationnel est déjà saturé par l'information sur le changement climatique. Il sait déjà ce qu'il y a à savoir»). Cette stratégie s'inscrit dans la «valorisation de la rationalité» qui vaut depuis les Lumières dans les sociétés occidentales et qui a conduit à une nette «tendance à mépriser les émotions». Or, «selon Tony Leiserowitz, directeur du Yale Project on Climate Change Communication, c'est là une «longue erreur culturelle» parce que «sans ressentir d'émotions, nous ne pouvons pas prendre de bonnes décisions»».

Dissonance cognitive³² ?

«D'après le psychologue Léon Festinger, lorsque nous apprenons une très mauvaise nouvelle, et que nos certitudes s'effondrent devant l'inimaginable, nous entrons dans un phénomène qu'il a appelé la dissonance cognitive. Nous ne voyons de la réalité que les détails qui sont acceptables, ceux qui renforcent nos convictions. Tous les

32. CALESTRÉMÉ Natacha, *Ouvrir les yeux devant les évidences*
www.inrees.com/articles/ouvrir-yeux-devant-evidence-rechauffement-climatique/

autres éléments sont occultés. Nous côtoyons uniquement les personnes qui pensent comme nous, et rejetons les autres. Un peu comme devant les nombreux signaux qui annonçaient avec certitude l'holocauste d'Hitler, [...]. Parce que la situation est si grave qu'elle devient impensable. En termes de réchauffement climatique, nous sommes aujourd'hui dans cette situation où l'impensable se produit.»

Médias: approximations et vulgate néolibérale

De nombreux auteurs soulignent encore l'importance du traitement médiatique.

- > L'approche scientifique est marquée par le principe de « réfutabilité », c'est-à-dire de mise à l'épreuve des théories. Les climatologues du GIEC recourent donc à des expressions standardisées qui tiennent compte dudit principe. Ainsi, dans leur dernier rapport disponible qualifient-ils d'« *extrêmement probable* » l'origine anthropique du réchauffement. Cette formule ne ressortit pas au langage courant, mais elle est pourtant utilisée sans précaution et donne dès lors à penser qu'il y aurait encore des doutes (plus ou moins importants) sur l'origine du réchauffement. Il conviendrait donc que, dans tous les médias, elle fût replacée dans son contexte et dans son sens d'origine: ces termes expriment en réalité une confiance dans l'affirmation de 95 à 100 %³³.
- > Mais: il faut bien dire qu'un taux de confiance aussi élevé rend pratiquement impossible le « débat » tant prisé des chaînes de télévision, notamment des chaînes d'information continue (« *Les débats [pratiquement toujours organisés selon le modèle des débats politiques] sont très peu chers à organiser, beaucoup moins chers que des reportages de fond.*³⁴ »). En outre, la climatologie, maîtrisée par un petit nombre de gens, est une science éminemment complexe

33. *Changements climatiques 2014. Rapport de synthèse. Résumé à l'attention des décideurs* www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/AR5_SYR_FINAL_SPM_fr.pdf

34. *Pourquoi tout le monde se fiche du climat*, op. cit.

et qui n'a rien d'évident à transmettre. C'est pourquoi, le plus souvent, *« au lieu d'organiser un débat scientifique portant sur des faits scientifiques, on organise un débat qui porte sur des valeurs et des croyances », ce qui n'a plus rien de scientifique³⁵ »* et achève de brouiller les repères.

- > Dans la mesure où, pour l'essentiel des médias, *« l'écologie est donnée à voir comme une affaire de conscience et de valeurs qui sont beaucoup plus partagées par les classes moyennes et supérieures³⁶ », les émissions « ont tendance à manquer une grande partie de la cible ». Le phénomène s'explique par la nature-même du champ journalistique : « ces classes moyennes et supérieures sont largement plus représentées dans les médias que les classes populaires. Elles ont beaucoup plus la parole et elles s'adressent à des gens qui leur ressemblent, en parlant de préoccupations éloignées de celles des classes populaires. Du coup, le message sur le changement climatique diffusé par les grands médias continue d'exclure, malgré lui, les classes populaires³⁷ ». Et, pour couronner le tout, immédiatement après l'intervention d'un climatologue, la « pub » tentera de « vendre un gadget dernier cri dont on n'a pas besoin, qui a été fabriqué à l'autre bout de la planète dans des conditions environnementales et humaines déplorable, qui tombera en panne trop rapidement et qui ne pourra pas être réparé³⁸ ».*
- > Enfin, ce qui précède s'inscrit dans un contexte où l'essentiel du champ médiatique³⁹ est plus ou moins nettement

35. Nous soulignons.
« Invité sur le plateau d'iTélé à l'automne 2015, le chercheur en sciences politiques François Gemenne en perd son sang-froid. François Gemenne mène des recherches depuis plusieurs années sur la géopolitique du changement climatique et les politiques environnementales. Excédé par les arguments fumeux du climato-sceptique Serge Galam, sociophysicien qui n'y connaît pas grand-chose en climatologie, il s'en prend aux journalistes : "Et vous, Olivier Galzi (le journaliste), comment

est-ce que vous osez encore inviter des climato-sceptiques sur votre antenne? Sérieusement? SERIEUSEMENT? Qu'est-ce qui vous passe par la tête?" », Ibid.

36. Jean-Baptiste Comby, cité par Alexandra d'Imperio, op. cit.

37. Ibid.

38. Ibid.

39. Dont on exclut ici les médias dits alternatifs, essentiellement accessibles par Internet.

marqué par « un attachement viscéral à une vision idéologique du monde, souvent centrée sur une idéalisation du capitalisme et de la croissance » [qui conduit] à raconter une histoire qui permet de continuer à vivre « comme avant »⁴⁰.

Les lobbies

On ne détaillera guère ici le rôle des lobbies qu'on connaît trop bien : après avoir retardé autant que possible l'acceptation générale de la réalité scientifique du réchauffement, les grands groupes s'emploient à présent, notamment, à faire du « greenwashing⁴¹ » (ou écoblanchiment en français). Le groupe Total, par exemple, affirme dans une de ses publicités⁴² : « Il nous faut aussi limiter l'impact de nos activités et de nos produits sur l'environnement, réduire les émissions de CO₂. Nous y travaillons, c'est une priorité », tandis que ses torchères⁴³ continuent de brûler les gaz générés par ses activités pétrolières...

Les lobbies s'activent en amont pour peser autant qu'ils peuvent sur les réglementations. C'est le cas de l'aviation et du transport maritime qui, grâce à leurs immenses réseaux d'influence, continuent d'échapper à l'essentiel des mesures de contrôle et de réduction (le transport maritime et l'aviation ne sont pas directement inclus dans l'Accord de Paris) et décident jusqu'ici par eux-mêmes des « efforts » qu'ils veulent bien consentir. On notera que leurs engagements volontaires consentis en 2016 (pour l'aviation) et 2018 (pour la marine) font l'objet de fortes dissensions internes aux secteurs et ne sont pas réellement d'application⁴⁴.

40. *Les ressorts du déni climatique*, op. cit.

41. « Désigne les efforts de communication des entreprises sur leurs avancées en termes de développement durable, avancées qui ne s'accompagnent pas de véritables actions pour l'environnement. » <https://communicationcorporate.wordpress.com/tag/greenwashing/>
42. Analyse ici : *Avec Total, tout va bien* <http://observatoiredepublicite.fr/2009/02/01/total/>

43. « Le torchage ou « brûlage des gaz » est l'action de brûler, par des torchères,

des rejets de gaz naturel à différentes étapes de l'exploitation du pétrole et du gaz naturel [...] 150 milliards de m³ de gaz naturel sont brûlés à la torche ou rejetés chaque année, soit 30 % de la consommation annuelle européenne ou 25 % de la consommation annuelle des États-Unis. Les seuls 40 milliards de m³ torchés en Afrique suffiraient à la moitié de la consommation d'énergie de ce continent. » - https://fr.wikipedia.org/wiki/Torchage_et_rejet_de_gaz_naturel
44. <https://unfccc.int/fr/news/transport-maritime-aviation-paris>

Les considérations sur la « nature humaine »

Dans son intervention au « Climax Festival » de Bordeaux, Aurélien Barrau tient le propos suivant: *« Oui, nous sommes faibles, nous sommes ainsi faits, si nous sommes en retard et au volant d'une grosse voiture, on roulerait presque tous à 200 km/h si c'était autorisé. Mais, en même temps, nous sommes quand même suffisamment sages pour savoir que l'existence de lois qui nous empêchent de le faire – parce qu'on met notre vie et celle des autres en danger – est nécessaire. Donc, on peut simultanément, si vous voulez, être incapables de se raisonner à l'échelle individuelle – ce qui est notre cas globalement – mais être capables de comprendre que nous avons besoin d'être raisonnés à l'échelle collective ».*

L'explication avancée est de type essentialiste et mène à une conséquence plutôt dangereuse. Selon Aurélien Barrau (qu'on ne cite ici qu'à titre d'exemple – rappelons que nous rejoignons son constat global), l'être humain serait « faible », en d'autres termes « incapable de se raisonner à l'échelle individuelle ». La faiblesse, en ce sens précis, est donc une essence, une sorte de qualité invariable existant (on ne sait trop où) indépendamment des Humains mais s'incarnant en chaque individu dont elle est fondamentalement constitutive⁴⁵. On pourrait discuter longtemps du concept de « faiblesse » en lui-même et plus encore de son caractère d'« essence ». Mais ce qui nous intéresse ici c'est la conséquence qu'en tirent Aurélien Barrau et les signataires de la Tribune « Le plus grand défi de l'histoire de l'Humanité »: « *Nous avons souhaité souligner [...] qu'il faut des mesures politiques concrètes, coercitives, impopulaires, s'opposant à nos libertés individuelles* ».

On voit immédiatement en quoi cette affirmation – peu développée⁴⁶, il est vrai – est dangereuse et comporte, pour tout dire, un vrai risque totalitaire.

45. *Essence: nature propre à une chose, à un être, ce qui les constitue fondamentalement*
www.larousse.fr/dictionnaires/francais/essence/31094?q=essence#31016

46. Les auteurs, explique Aurélien Barrau, ont voulu un Appel « percutant », c'est pourquoi, ajoute-t-il, « il est très court [...] mais il dit quand même quelques petites choses pas totalement négligeables ».

La question de la responsabilité⁴⁷

Nous esquissons ici quelques-unes des questions que pose celle de l'attribution de la « responsabilité » de la catastrophe en cours. Pierre-Yves Néron souligne que, pour attribuer des responsabilités, le principe de la reconstitution d'une chaîne « causale et historique » des événements est « séduisant » dans la mesure où il « dérive de nos modes de raisonnements légaux sur la faute et le blâme, mais aussi parce qu'il correspond à notre conception intuitive de la responsabilité ».

Mais, ajoute Pierre-Yves Néron, le principe de causalité ne va pas sans poser de problèmes :

- > « dans des systèmes socio-économiques à l'intérieur desquels la plupart des interactions se font par le biais d'institutions complexes, il peut être très difficile de faire un récit crédible de la chaîne causale des événements ayant conduit à un état de fait regrettable » ;
- > « une bonne partie des dommages environnementaux résulte des politiques de générations passées. Il est généralement admis que les niveaux très élevés d'émissions de dioxyde de carbone depuis la révolution industrielle ont causé des torts importants à l'environnement. Ce qui nous laisse devant un problème de taille : qui doit payer lorsque le pollueur n'existe plus ? » ;
- > de nombreux auteurs tendent à attribuer la responsabilité de ces actes passés aux États (qui « sont des entités qui ont pour caractéristique de se perpétuer dans le temps »). Même si Pierre-Yves Néron ne le précise pas, cela revient à faire peser sur les citoyen·nes les responsabilités privées (et souvent lucratives) passées. Certains auteurs proposent donc d'évaluer « les différences de jugements moraux concernant les responsabilités de toute une gamme d'acteurs : États,

47. Ces quelques considérations sur les difficultés de penser la question de la responsabilité sont inspirées d'une partie de l'article : NÉRON Pierre-Yves, *Penser la justice climatique* <https://journals.openedition.org/ethiquepublique/937>, dont sont extraites les citations.

individus, entreprises, institutions internationales, etc.». Ce qui ne simplifie guère la tâche non plus puisqu'alors « le défi n'est [plus] de montrer que ces responsabilités existent, mais bien d'imaginer une juste distribution de celles-ci. Plus précisément, le défi est de trouver des principes moraux⁴⁸ qui nous permettent de justifier une telle distribution ».

Par ailleurs, le « modèle des responsabilités “communes et différenciées⁴⁹” repose en partie sur le critère des capacités des États », ce qui fait entrer une nouvelle dimension dans la question des responsabilités : ce principe onusien tient compte non seulement de la responsabilité passée mais encore de la capacité actuelle des États à atténuer les émissions et à favoriser l'adaptation des pays et régions qui souffrent. Ce qui à nouveau pose toute une série de problèmes pratiques et suscite nombre de conflits interétatiques et de blocages...

Quelques réflexions sur les approches standards

Puisque la question de l'effondrement écologique de notre Planète (dérèglement climatique, pollutions, extraction insensée, 6^e extinction de masse des espèces...) ne fait plus guère de doute, l'inefficacité de la réaction mondiale demeure quant à elle un mystère : s'expliquerait-elle par la conformation de notre cerveau, par des mécanismes de défense psychologique, par les approximations médiatiques (au service des classes supérieures), par l'action des lobbies (au service de l'industrie) ou encore par la « faiblesse » constitutive de l'être humain et par le manque de poigne de nos « dirigeants » ? Ou, encore et enfin, par l'impossibilité de désigner des responsables ?

48. ... ou politiques, ajouterions-nous.

49. Principe 7 de la Déclaration de Rio : « Étant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les États ont des responsabilités communes mais différenciées. Les pays développés admettent la

responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en matière de développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent. »

Il nous semble que, si aucune de ces approches ne doit être *a priori* totalement écartée, elles passent toutes à côté de l'essentiel. Il est remarquable de noter que les diverses tentatives d'explication n'abordent la question que sous des angles fort individualisés ou, alors, de comportements très comparimentés (habitat, alimentation, etc.): on ne replace guère la question de l'effondrement dans le cadre global de l'organisation mondiale des rapports économiques et humains.

Il n'est donc pas incohérent qu'aucun des Appels récents que nous avons cités (parus dans *Libération*, dans le *Monde*, dans l'*Écho* et, pour l'Appel des 15.000 scientifiques, dans la revue *Bioscience* de décembre 2017⁵⁰) n'utilise le mot « capitalisme » (bien que la question des « inégalités » ou de la « justice » puisse parfois être abordée...).

Enfin, la question démocratique - au sens de la « démocratie libérale » qu'on nous présente comme un modèle indépassable - n'est guère questionnée (à la notable exception de l'Appel des 200 du *Monde*, dont on a vu le caractère potentiellement dangereux ou, en l'état, à tout le moins complètement insuffisant...).

La construction d'un problème public

L'ensemble de ces approches est le résultat de la construction initiale du dérèglement climatique comme *problème public*, qu'elles contribuent en outre à renforcer. On rappellera brièvement que tout « *problème public apparaît comme une construction sociale. Les problèmes ne s'imposent pas d'eux-mêmes, mais résultent d'un travail social* » dans lequel « *il importe de prendre en compte la participation des associations et des partis politiques, mais aussi des médias, des experts ou de personnalités.* » La mise à l'agenda du problème par les autorités publiques n'est donc pas « *une simple inscription à l'ordre du jour: il existe un effet de cadrage [...] lié à la manière dont le problème [...] a été construit [et qui] a une influence [...] sur son mode de traitement.* »⁵¹

50. <https://academic.oup.com/bioscience/article/67/12/1026/4605229>

51. *Problèmes publics et mise sur agenda* www.le-politiste.com/problemes-publics-et-mise-sur-agenda/

1. La construction sociale du problème climatique: une entreprise néolibérale

Nous reprendrons ici une large part de la réflexion qu'a menée Jean-Baptiste Comby qui, dans son ouvrage *La Question climatique*⁵², s'est intéressé à la façon dont « *les cadrages dominants de la question climatique servent certains intérêts sociaux plus que d'autres*⁵³ ». Nous tâchons ainsi d'une part de mettre en perspective le caractère critiquable de l'approche individualiste des « explications » que nous avons exposées et, d'autre part, de montrer comment et pourquoi est mise en œuvre une neutralisation politique de la question climatique.

Dépolitiser pour « sensibiliser »

Jean-Baptiste Comby explique que la présentation du problème climatique a correspondu à ce qu'étaient « *politiquement [ses] promoteurs [...] au cours des années 2000: conformistes et disposés à proposer des lectures des enjeux climatiques compatibles avec l'ordre établi. Ces experts, hauts fonctionnaires ou militants d'associations environnementales [n'étaient] pas dans une perspective de critique sociale: ils [voulaient] avant tout en faire un problème important, quitte à le nettoyer de ses aspérités idéologiques...* ».

Ainsi, par exemple, on peut constater à la lecture de la presse de l'époque, que « *plus on va parler des changements climatiques dans les médias, moins on va expliquer leurs causes et plus on va parler de leurs conséquences. Or, quand on traite des causes, on peut en venir assez vite à des explications structurelles relevant de l'ordre social, et donc politique – ce qui n'est pas le cas avec les conséquences du problème* ». Cette approche a été et continue d'être dictée par ce que Jean-Baptiste Comby appelle

52. COMBY Jean-Baptiste, *La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Raisons d'Agir, 2015

53. Les propos cités sont extraits de: Jean-Baptiste Comby: « *La lutte écologique est avant tout une lutte sociale* », Ballast, www.revue-ballast.fr/jean-baptiste-comby/ et de la retranscription que nous avons faite de l'*Interview de*

Jean-Baptiste Comby sur « *La question climatique* », La Boîte à idées, Médiapart: www.youtube.com/watch?v=rYaQKxul2OA

« *l'impératif de sensibilisation* » (ou « *la doxa sensibilisatrice* ») au nom de quoi « *il fallait prioritairement rendre sensible pour faire prendre conscience.* » En d'autres termes, ce traitement des informations « *est censé "concerner", en entrant immédiatement en résonance avec le quotidien des individus. [Or], c'est là une logique [...] profondément dépolitisante, puisqu'on invite ces derniers à rapporter les problèmes à leur quotidien et non à l'organisation sociale au sein de laquelle ils évoluent.* »

Naissance de l'écocitoyenneté : « *Le problème climatique est passé à la moulinette des préceptes néolibéraux, qui centrent l'action sur les individus* »

Jean-Baptiste Comby démontre encore que le travail de construction sociale du dérèglement climatique est étroitement lié à la mise à l'agenda politique du problème, à savoir l'instauration « *des politiques d'incitation avec des crédits d'impôt, des prêts à taux zéro, donc d'incitation fiscale essentiellement* ». Pour ce faire, il fallait que le public soit bien informé afin « *qu'il se saisisse de ces aides fiscales* ». Il a donc fallu, « *d'une certaine façon, que les journalistes participent à cet effort de sensibilisation, d'incitation en appui d'une campagne de communication publique qui a été exceptionnelle, qui a duré 9 ans avec la même signature*⁵⁴ ».

Il a encore fallu légitimer ces choix individualisants. « *Des spécialistes de la communication ou des chercheurs en psychosociologie de l'engagement* » ont donc expliqué que les citoyen-nes étaient « *au moins pour 50 % responsables des émissions de GES* » et ont dans le même temps soutenu « *qu'on [pouvait] changer les comportements par la "sensibilisation", l'information, la pédagogie – donc par la communication, les médias, l'école ou les productions culturelles* » pour créer les « *écocitoyen-nes* ».

Cette approche est à nouveau venue « *détourner l'attention des causes structurelles* ». L'écocitoyen-ne relève en fait d'« *une*

54. Une durée jamais vue en France du slogan : « *Économies d'énergie, faisons vite, ça chauffe* »

vision néolibérale et post-moderne de l'individu qui serait autonome, car en apesanteur du social, responsable de ses actes car doué d'une réflexivité sans faille, disposé à avoir des raisonnements compréhensibles car rationnels⁵⁵ ».

« L'orientation sociale de l'écocitoyenneté apparaît plus nettement encore quand on met en perspective sa consécration au sein des franges privilégiées de la population, avec la lecture qu'en font les membres des classes populaires. Pour ces derniers, ce qui saute aux yeux, ce sont d'abord les coûts matériels de ces prescriptions morales.⁵⁶ » C'est – entre autres – « pourquoi, au sein des classes populaires, la morale écocitoyenne et les discours dominants sur le climat sont perçus comme relevant d'une écologie de "bonne conscience" ou "de riches" ».

2. Inadéquation de l'échelle nationale

Jean-Baptiste Comby souligne aussi qu'en ce qui concerne les « pollutions », « il y a un discours assez établi au niveau des pays ». C'est que le modèle des négociations internationales (dont les COP sont la partie émergée) est entièrement basé sur le principe onusien des États-Nations : c'est à leurs divers représentants qu'il revient de négocier, c'est à cette échelle que les actions doivent être entreprises (rappelons que l'Union européenne ne siège pas en tant que telle à l'ONU), etc.

Cette dimension nationale tend, elle aussi, à occulter le fait que le problème climatique, tel qu'il se présente actuellement, est la conséquence de l'organisation mondialisée du capitalisme.

Par exemple, quand les émissions de 2017 ont marqué un net retour à la hausse, les médias se sont montrés unanimes, « c'est la faute à la Chine » :

- > « La tendance [...] est principalement due à la croissance économique de la Chine, premier pollueur mondial. [...] Pékin demeure, plus que jamais, le premier émetteur de CO₂⁵⁷ »
- > « La croissance des émissions mondiales de dioxyde de carbone

55. Voir par exemple les notes sur l'individualisme méthodologique in *L'économie de marché : une vision du monde* www.pac-g.be/docs/analyses2016/analyse_10.pdf

56. Qu'on songe au coût du « bio », ou de l'installation de panneaux photovoltaïques, etc.

57. *Les émissions mondiales de CO₂ repartent à la hausse*, op.cit

en 2017 est surtout liée à la Chine (+3,5 %) qui contribue pour plus d'un quart au total (28 %). C'est la reprise de la production industrielle en Chine cette année qui est la cause première de la remontée⁵⁸ »

Or deux paramètres doivent largement relativiser ces affirmations :

- > d'une part, selon les données fournies par la Banque Mondiale⁵⁹ – pour des raisons méthodologiques, uniquement relatives au CO₂ – en 2014 (dernière série disponible), en termes d'**émissions de CO₂ par habitant**, la Chine se classait aux alentours de la 45^e place mondiale avec 7,54 tonnes métriques par habitant, loin derrière les États producteurs de pétrole (le Qatar, alors en tête, atteignait 45,42 tonnes métriques) ou même d'autres, tels que le Luxembourg (17,36), les USA (16,49)... et la Belgique (8,32);
- > d'autre part, si en termes de volume global la Chine trône dans les hauteurs des classements, c'est essentiellement en raison du fait qu'elle est devenue l'usine du Monde : en d'autres termes, le CO₂ qu'elle émet est « consommé » ailleurs. On considère par exemple que 75 % de l'énergie consommée par les ménages français est produite en dehors de leur pays, c'est ce qu'on appelle l'« énergie grise »⁶⁰. Ainsi, « la fabrication d'un ordinateur pourrait nécessiter une énergie quatre fois plus élevée que celle correspondant à son alimentation électrique sur une période de trois années⁶¹ ». On ne manquera pas de remarquer combien ces chiffres contredisent la propagande écocitoyenne !

3. Pour un examen par secteur d'émissions

Si l'énergie grise et le rapport émissions/habitants sont des

58. *Les émissions mondiales de CO₂ repartent à la hausse en 2017*. CHERKI Marc. www.lefigaro.fr/sciences/2017/11/13/01008-20171113ART-FIG00055-reprise-des-emissions-mondiales-de-co2-en-2017.php

59. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/en.atm.co2e.pc>

60. www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/propositions/lenergie-grise-la-face-cachee-de-nos-consommations-denergie

61. https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89nergie_grise

données rarement évoquées, c'est que les sources médiatiques traditionnelles sont intimement liées aux classes dominantes des pays dont le niveau de vie fait de leurs habitants de gros émetteurs. En raison, donc, des énergies grises, des différences parfois vertigineuses de niveaux de vie entre les régions et des particularités économiques de certaines zones géographiques⁶², il convient d'éviter de stigmatiser tel ou tel pays, et (tous) leurs habitants, mais plutôt d'examiner les émissions de GES par secteur au niveau mondial, c'est-à-dire : au niveau auquel s'est déployée la production économique.

L'examen du graphique de la page suivante fait clairement apparaître le fait que le premier émetteur de GES est l'industrie : $18 + 10,6 = 28,6\%$ du total. C'est un chiffre minimal, parce qu'il ne tient pas compte du développement exponentiel du transport que nécessite l'éclatement de la production aux 4 coins du monde. Que l'on songe à la fabrication d'un Iphone, par exemple : de la conception aux USA, à l'extraction des matières premières (en autres, en Afrique, en Mongolie et en Chine pour les métaux et les terres rares ou au Chili pour le cuivre⁶³) en passant par la fabrication puis l'assemblage des différentes pièces (Corée du Sud, Japon, Taïwan, France, Allemagne, Brésil...), pour aboutir à la post-production et au marketing aux USA et enfin à la distribution du produit par avions cargos, par bateaux, puis par camions...

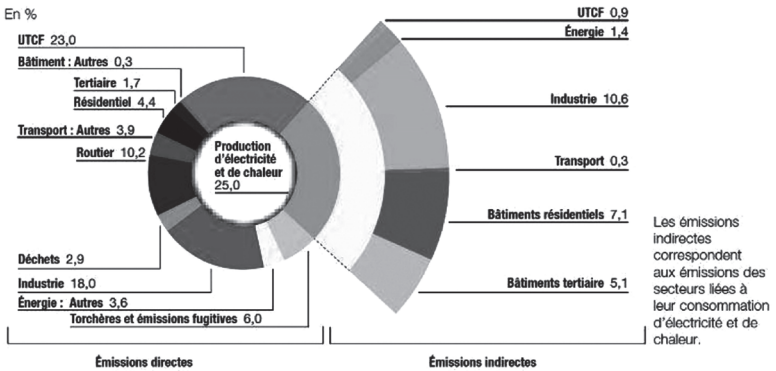
L'UTCF (Utilisation des Terres et leur Changement + Forêt) vient en seconde position avec 23,9 % des émissions. Les bâtiments atteignent 18,6 % du total.

62. On retrouve aux premières places du classement des émissions / habitant, les pays producteurs de pétrole et de gaz (1^{er} Qatar, 5^e Koweït, 6^e Bahreïn, 7^e Émirats arabes unis, 8^e Brunéi Darussalam, 9^e Arabie saoudite), ce qui s'explique par la nature de l'industrie pétrochimique très intensive en énergie - outre le brûlage des gaz, etc.) rapporté au faible nombre d'habitants qui font de surcroît un usage immodéré de ces sources d'énergie presque gratuites...

63. On n'énumère pas ici l'ensemble des très nombreux éléments chimiques entrant dans la composition d'un smartphone. On pourra s'en faire une idée en lisant l'article suivant : Chimie : de quoi est fait votre iPhone?, BOEHLY Audrey : www.sciencesetavenir.fr/high-tech/chimie-de-quoi-est-fait-votre-iphone_35674

Le transport présente la particularité de ne pas tenir compte de l'aviation et de la navigation maritime – deux secteurs qui continuent d'échapper pour une très large part aux normes et aux comptabilisations. Dans ces conditions totalement faussées, la part du transport atteint 14,4 % des émissions de CO₂, alors qu'on sait que « d'ici 2050, l'aviation et le transport maritime mondiaux devraient représenter ensemble près de 40 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone, à moins que des mesures supplémentaires d'atténuation ne soient prises.⁶⁴ »

Répartition des émissions par secteur d'activité dans le monde
(Source : GIEC, 3^e groupe de travail, 2014)



L'on voit que, l'industrie, l'agriculture et le transport génèrent ensemble au minimum (en tenant un compte très minoré de l'aviation et du transport maritime) 70 % des émissions de GES. Il faudrait à ce stade procéder à une revue détaillée de ce que représentent exactement l'industrie, l'UTCTF et le transport ou même les bâtiments, ainsi du reste que les modes de production d'électricité et de chaleur nécessaires à leur fonctionnement. Il est évidemment impossible de procéder à un tel inventaire dans le cadre de la présente contribution...

64. *Pleins feux sur les émissions de l'aviation et du transport maritime*
www.eea.europa.eu/fr/articles/pleins-feux-sur-les-emissions

Mais, de façon générale :

- > on sait tout simplement que l'industrie produit trop et mal : on parle ici des produits finis - voitures, matériel informatique et de communication, électro-ménager, etc. - souvent « atteints » d'obsolescence programmée et très, très vite « démodés » ;
- > le transport est, on l'a vu ci-avant, lié à l'industrie et, ensuite, aux nécessités commerciales d'écouler les voitures, de rentabiliser les avions - par exemple, le tourisme dans sa phase mondialisée était responsable en 2013 de plus 8 % des émissions de GES et la tendance est à l'incessante croissance du secteur⁶⁵ ;
- > on sait que l'utilisation des terres est de plus en plus centrée sur les monocultures (pour la production fourragère destinée au bétail, pour la production d'oléagineux qui entrent dans la composition des carburants, ou pour les arbres à croissance rapide dont on tirera des pellets, etc.) qui, tout en détruisant les cultures vivrières et en jetant dans la misère des peuples entiers, appauvrissent les sols et nécessitent l'usage massif de pesticides variés. On sait encore que la déforestation (notamment liée à ces usages agricoles) est une catastrophe planétaire, en termes de perte de biodiversité, de déficit d'absorption du CO₂, et, à nouveau, de destruction des modes de vie de peuples autochtones et de communautés locales.

Ce petit tour d'horizon, extrêmement schématique, démontre que, si l'on veut bien examiner la question des émissions de GES par secteurs émetteurs, plutôt que par pays, on en vient à interroger, et à remettre en cause, absolument tout le système dans lequel nous vivons. Ce qui nous amène, inéluctablement, aux conclusions qui suivent.

65. *Le tourisme, 8 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde selon une étude* – REUTERS www.challenges.fr/monde/le-tourisme-8-des-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-dans-le-monde-selon-une-etude_585673

Fin du capitalisme et refondation de la démocratie

1. Il est impératif de mettre fin au rêve éveillé (pour ne pas dire hallucinatoire) de la possibilité d'une réforme du capitalisme, illusion qui est, au minimum, le signe de la méconnaissance tant de l'histoire que de la nature dudit capitalisme.

a. Pour ce qui est de la nature du capitalisme, dans le cadre de notre problématique, il faut garder à l'esprit que la croissance *« est l'état normal du mode de production capitaliste »*. Le capitaliste est, en quelque sorte, *« un fonctionnaire du capital »* : *« son devoir est de toujours le faire croître »,* sans quoi, il disparaît sous *« l'aiguillon de la concurrence »*. Bref : *« un capitalisme à « croissance zéro » (comme celui que proposait le Club de Rome au début des années 70) est tout simplement impossible⁶⁶ »*.

b. En matière d'histoire, disons simplement que seules les luttes sociales, parfois sanglantes, ont permis d'arracher des concessions⁶⁷ à l'exploitation sans vergogne de la Nature et de la force de travail – de la vie – des Humains et que les conquêtes sociales sont toujours susceptibles d'être rognées, amputées, supprimées... Ambroise Croizat, *« le père du régime général de la sécurité sociale »* français disait fort justement : *« Ne parlez pas d'acquis sociaux, parlez de conquits sociaux, parce que le patronat ne désarme jamais⁶⁸ »*.

c. L'histoire du capitalisme a encore démontré sa formidable plasticité. À l'époque contemporaine, on peut en prendre pour exemple la géo-ingénierie⁶⁹, piège

66. *Après le capitalisme? Remarques sur la croissance, la décroissance et quelques questions de bon sens (point de vue de Denis Collin, philosophe)* – <http://la-sociale.viabloga.com/news/apres-le-capitalisme>

67. Par exemple l'abolition – très progressive – du travail des enfants, la journée de 8 heures ou les congés payés.

68. *Le 11 février 1951, Ambroise Croizat décédait* – Valentin ASTIER – <https://blogs.mediapart.fr/astier-valentin/>

blog/110218/le-11-fevrier-1951-ambroise-croizat-decedait

69. Les extraits qui suivent sont extraits du Manifeste contre la géo-ingénierie : www.geoengineeringmonitor.org/wp-content/uploads/2018/10/HOME_manifesto-FR.pdf

Le site militant est ici : *Organisations et mouvements demandent l'arrêt de la géo-ingénierie* - www.etcgroup.org/fr/content/organisations-et-mouvements-demandent-larret-de-la-geo-ingenierie.

technologique dans lequel il ne faut absolument pas tomber. *« Le terme géo-ingénierie fait référence à toute une série de technologies qui ont été proposées pour manipuler et altérer délibérément les systèmes terrestres à [...] échelle planétaire. [...] il existe tout d'abord une série de technologies visant à réduire la quantité de rayons solaires qui atteignent l'atmosphère terrestre dans le but de refroidir artificiellement le climat : [...] épandre des aérosols dans la stratosphère pour imiter les effets d'une éruption volcanique, éclaircir les nuages ou la surface des océans afin de les rendre plus réfléchissants. La deuxième catégorie concerne l'absorption et la séquestration du dioxyde de carbone ou encore l'élimination des gaz à effet de serre ; elles prétendent absorber à grande échelle le CO₂ présent dans l'atmosphère et le stocker dans de vastes monocultures d'arbres ou encore l'enfouir sous terre, dans les océans. [...] Les techniques de la géo-ingénierie peuvent comprendre des interventions terrestres, marines, ou encore atmosphériques, qui impliquent des risques et des effets néfastes pour les communautés humaines, les écosystèmes et les processus naturels, ainsi que pour la paix et la sécurité internationales. »*

2. Il apparaît que seule la décroissance⁷⁰ de la production économique est à même :

- > de réduire les émissions de GES. Le rapport du GIEC, d'octobre 2018, est formel : *« Pour rester à 1,5 °C, il faut faire décliner les émissions de CO₂ bien avant 2030 et fortement (-45 % d'ici 2030 par rapport à leur niveau de 2010), pour*

70. Ce terme est ici employé sans connotation politique, en d'autres termes, il ne renvoie pas aux « mouvements de la décroissance » ou « de l'objection de croissance », mais simplement à la diminution quantitative de la production de marchandises telle qu'elle est inscrite dans la logique des « chaînes de valeur mondiale », que Michel Husson définit de la façon suivante : *« nouvelle organisation de la production dont les différents segments sont répartis sur*

plusieurs pays, du stade de la conception à celui de la production et de la livraison au consommateur final [...] sous l'égide des firmes multinationales qui tissent une véritable toile enserrant l'économie mondiale »
Crise économique et désordres mondiaux – Michel HUSSON - <http://www.cadtm.org/Crise-economique-et-desordres-mondiaux>).

ensuite arriver, vers 2050, à une «neutralité carbone» : c'est-à-dire cesser de mettre dans l'atmosphère plus de CO₂ que l'on ne peut en retirer.⁷¹ »

- > d'enrayer les nuisances écologiques dans leur ensemble
- > d'ouvrir la voie à une nouvelle organisation du travail et des rapports économiques qui soit respectueuse des Humains.

3. Mais, par ailleurs, on ne peut en aucun cas faire l'impasse sur la question des populations des pays pauvres ou des populations pauvres des pays plus riches – qui, pour les premières, manquent des biens et équipements les plus élémentaires : d'eau, de nourriture de soins médicaux, etc. et, pour les secondes, ne peuvent qu'à peine accéder (quand elles le peuvent) aux minima vitaux – et pour qui en conséquence la croissance et la redistribution de ces ressources est un impératif absolu. C'est pourquoi il ne saurait être question d'une décroissance prise absolument, c'est-à-dire qui demeurerait aveugle aux besoins élémentaires d'une grande partie de la population mondiale et ignorerait la nécessité d'assurer une transition vers une production entièrement décarbonée. Production sobre certes, mais nécessitant pourtant la fabrication des nouveaux moyens de production énergétique ou de biens utiles.

71. Selon ce même rapport, le seuil d'1,5 °C sera atteint en 2030, toutes choses restant égales par ailleurs. À 1,5 °C, les risques sont déjà innombrables, mais « les différences sont nettes » entre [...], 1,5 et 2 °C : +2 °C signifierait des vagues de chaleur dans la plupart des régions. Le niveau des mers, si l'on s'en tient à +1,5 °C, aura gagné 26 à 77 cm d'ici à 2100, selon les projections. À +2 °C ce serait 10 cm de plus, soit jusqu'à 10 millions de personnes supplémentaires affectées. À long terme, l'instabilité de la calotte Antarctique et/ou la perte de celle du Groenland pourraient être déclenchées vers +1,5/2 °C, faisant grimper les mers de plusieurs mètres sur les siècles ou millénaires à venir.

L'impact sur les espèces sera moindre à 1,5 °C : moins de feux de forêts, de perte de territoires, d'espèces invasives... À +1 °C, 4 % de la surface terrestre change d'écosystème, à +2 °C ce sera 13 %. La baisse de productivité du maïs, du riz ou du blé sera plus limitée à +1,5 °C qu'à 2, de l'Asie du sud-est à l'Amérique latine, dit encore le rapport, qui décrit aussi des risques accrus pour la ressource en eau, la sécurité alimentaire, la santé.»

Le réchauffement climatique pourrait atteindre 1,5 °C dès 2030. Quels sont les risques ?
www.lecho.be/economie-politique/International-general/Le-rechauffement-climatique-pourrait-atteindre-1-5-des-2030-Quels-sont-les-risques/10056713

4. La conséquence de ces constats est inévitable : il faut mettre fin au capitalisme et à ses « solutions » technologiques d'une part *en tant qu'accumulation basée sur la recherche insensée du profit* si l'on veut sauver la Planète comme biosphère adaptée aux millions d'espèces qui l'habitent, dont les Humains et, d'autre part, *en tant que confiscation des « richesses⁷² » au profit d'une minorité.*

5. On divergera ici complètement de l'Appel « Le plus grand défi de l'histoire de l'Humanité », en rejetant catégoriquement l'Appel aux « politiques », tel qu'il est formulé : « *Le pouvoir politique doit agir fermement et immédiatement* » et même, ajoute Aurélien Barrau, prendre « *des mesures politiques concrètes, coercitives, impopulaires, s'opposant à nos libertés individuelles* ».

a. On l'a vu, on y a insisté, depuis les premières affirmations étayées relatives à l'influence déterminante de l'homme sur le dérèglement climatique (au cours des années 80⁷³) le personnel politique s'est montré incapable de prendre la moindre mesure globale qui ait pu enrayer aucun des aspects de l'effondrement en cours.

b. La remise d'une sorte de blanc-seing pour l'adoption de mesures « *coercitives, s'opposant à nos libertés individuelles* »

72. Nous n'entrons pas ici dans la discussion (à peu près interminable) sur le sens qu'il faut accorder aux mots « valeur », « richesse », etc. Il faut donc entendre notre référence à la richesse dans un sens volontairement très limité de « quantité monétaire », telles qu'estimée, par exemple, par le magazine Forbes (www.forbes.fr/classements/classement-forbes-2018-top-20-des-milliardaires-mondiaux/?cn-reloaded=1).

73. Par exemple, « le 23 juin 1988. Pour la première fois, l'influence des activités humaines sur le changement climatique est évoquée publiquement [...] par le scientifique américain, James E. Hansen, climatologue de la NASA » – 23 juin 1988. La 1^{ère} évocation du réchauffement climatique et du phénomène de l'effet

de serre – www.europe1.fr/emissions/aujourd'hui-dans-l-histoire/23-juin-1988-la-1ere-evocation-du-rechauffement-climatique-et-du-phenomene-de-leffet-de-serre-3369446

On retiendra que le phénomène même du réchauffement était connu depuis longtemps : « Svante Arrhenius (1859-1927), un scientifique Suédois, fut le premier à clamer en 1896 que la combustion des combustibles fossiles pouvait avoir comme conséquence une augmentation du réchauffement global. Il proposa une relation entre la concentration en dioxyde de carbone dans l'atmosphère et la température. » – www.lenntech.fr/effet-de-serre/histoire-rechauffement-global.htm#ixzz5TETGWMWM

n'offre aucune espèce de garantie que les mesures adéquates seraient prises : un gouvernement néo-libéral pourrait ainsi décider de quotas d'émissions individuels, procéder à la surveillance renforcée de chacun-e de ses citoyen-nes et réprimer sévèrement toute entorse aux règlements – étant entendu qu'il serait toujours possible d'acheter des quotas de dépassement⁷⁴. Le développement de cette société orwellienne n'est pas le moins du monde exclu... qui laisserait le champ libre aux principaux pollueurs et aux plus fortunés.

6. Le refus catégorique et non-négociable de l'instauration d'une société autoritaire (parfois appelée « écofascisme ») couplé à l'affirmation de l'absolue nécessité d'une décroissance raisonnée de la production, c'est-à-dire de l'abolition du capitalisme, fait surgir un ensemble très complexe de questions pratiques, auquel seule une refonte totale de la démocratie serait à même de répondre. On a, par exemple, écrit ci-avant qu'il fallait envisager une transition permettant la production de « biens utiles », c'est-à-dire fondés sur leur valeur d'usage. Seule la délibération démocratique, collective, est à même de définir les priorités sociales, c'est-à-dire de préciser ce que seront les biens présentant cette valeur d'usage. C'est sans doute là la seule façon de répondre à l'objection que formule Serge Latouche : « *Prenons le nécessaire démantèlement des sociétés géantes. Immédiatement surgissent une infinité de questions : jusqu'à quelle taille ? Mesurée en chiffre d'affaires, en nombre d'employés ? Comment assumer les macrosystèmes techniques avec des unités de petites dimensions ? Faut-il d'emblée exclure certains types d'activités, certaines modalités ?* »⁷⁵... On rejoint donc ici la position non-idéaliste de Michael Löwy⁷⁶ lorsqu'il écrit : « *Une telle*

74. Mesure d'ores et déjà en œuvre dans le domaine industriel, avec le SCEQE (pour de plus amples développements sur le Système Communautaire d'Échange de Quotas d'Émission, voir par exemple *Climat en souffrance*,

Planète en sursis – www.pac-g.be/index.php/item/561-climat-en-souffrance-plan%C3%A8te-en-sursis

démocratie, commune et participative, est le seul moyen non pas d'éviter de faire des erreurs, mais de les corriger par la collectivité sociale elle-même ».

7. Une démocratie refondée est encore nécessaire à la « planification ». Précisons d'emblée – puisque le terme est fortement connoté – que nous ne parlons pas ici du modèle soviétique, dont on connaît du reste le désastre écologique (et humain, bien sûr) qu'il a constitué. La délibération démocratique déterminerait « un plan qui fixerait les grands principes qui doivent prévaloir en matière de politique économique. Ainsi entendue, la planification n'entre pas en contradiction avec l'autogestion démocratique des entreprises au niveau local : « la décision de transformer, par exemple, une usine de voiture en unité de production de bus ou de tramway reviendrait à l'ensemble de la société, l'organisation et le fonctionnement internes de l'usine seraient gérés démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes »⁷⁷ ».

OUI, MAIS ENCORE : QUELQUES PISTES D'ACTION

On objectera à fort juste titre que, quelques soient les constats et les conclusions qu'on en tire, dans la mesure où, sauf épisode révolutionnaire géographiquement très étendu – mais dont on ne voit guère se dessiner le surgissement – la sortie subite du capitalisme n'est pas une perspective de court terme, aussi dramatique que cela puisse être pour l'avenir de la Planète.

Pour le coup, on touche du doigt les émotions que vivent, parfois fort difficilement, les climatologues : « *La frustration, la colère, mais aussi la tristesse et par moments des sentiments de*

75. *Écofascisme ou écodémocratie*. LATOUCHE Serge. www.monde-diplomatique.fr/2005/11/LATOUCHE/12900

76. Cité dans : POYAU Pierre-Louis, *L'écosocialisme : qu'est-ce donc ?*, www.revue-ballast.fr/lecosocialisme/

Nous soulignons : une société démocratique refondée continuera de commettre des erreurs. Pas d'idéalisme, donc.

77. Ibid.

découragement et d'impuissance⁷⁸». Mais, pour pouvoir soutenir que rien ne motive quelque abandon que ce soit, on reprendra l'image forte d'Aurélien Barrau⁷⁹ : « *La dernière guerre mondiale a fait 60 millions de morts, c'est une tragédie absolue, mais enfin, s'il y en avait eu 400 millions, ça aurait été encore pire. Donc, [...] il est trop tard pour éviter le drame, mais il n'est pas trop tard pour éviter une amplitude, une ampleur et, je dirais, un déversement du désastre encore plus conséquent que celui-ci.* »

Il nous semble qu'il est possible d'envisager des pistes, des tactiques et/ou des actions concrètes qui puissent, sinon faire tomber les murs qui nous enserrent, au moins contribuer à les fissurer. Jusqu'au point critique où ils s'effondreraient ?

1. Repolitiser le débat

On suivra ici le raisonnement de Jean-Baptiste Comby⁸⁰, qui souligne que « *la question climatique porte en elle de puissants germes de remise en cause des intérêts (des) dominants* ». C'est pourquoi il faut rejeter le consensus sur quoi a été construite la question climatique, notamment **en repolitisant** les contradictions entre les consommations/émissions de GES des différentes classes sociales. Car, en effet, « *c'est la double peine pour les milieux populaires. Ceux-ci, dont les modes de vie contribuent le moins à la détérioration des écosystèmes, sont non seulement les premières victimes des nuisances environnementales, mais sont aussi tenus à distance de ces enjeux sur lesquels ils ont pourtant bien des choses à dire.* » En d'autres termes, il faut abandonner le « *registre moral* » - qui stigmatise l'« *incivique* », le plus souvent issu des classes populaires, pour lui préférer le-la bon-bonne « *écocitoyen-ne* » des classes supérieures (économiques et/ou culturelles) - pour « *générer davantage de contestation de l'ordre*

78. BERTHAUD Cécile, *Les climatologues, en pleine étuve émotionnelle* - www.lecho.be/economie-politique/international/general/les-climatologues-en-pleine-etuve-emotionnelle/10047444.html

79. *Quel nouveau contrat social avec le vivant?*, op. cit.

80. *La lutte écologique est avant tout une lutte sociale*, op. cit.

établi ». Cette politisation permettrait d'aborder la « *transformation des structures sociales: marché du travail, modes de déplacement, aménagement du territoire, répartition des richesses, etc.* »

2. Convergence des luttes

2.1. Si le thème de l'écocitoyenneté a fait florès, c'est aussi en partie grâce aux mouvements écologistes dont la philosophie est marquée par le « *personnalisme*⁸¹ » – c'est assez typiquement la piste empruntée par le mouvement des Colibris, né autour de Pierre Rabhi et pour qui « *le changement intérieur est un préalable au changement sociétal auquel nous aspirons: la violence de notre société est d'abord le reflet de notre propre violence intérieure. La vraie (R)évolution est celle qui nous amène à nous transformer individuellement pour transformer le monde et ainsi incarner au quotidien une relation harmonieuse à soi, aux autres et à la nature.*⁸² »

C'est là, précise Jean-Baptiste Comby, un « *discours dont l'idéologie capitaliste se délecte* » et c'est pourquoi l'on assiste, pour faire pièce à ces approches, à des **mouvements de rupture**: « *Ceux qui cherchent réellement [la] cohérence sont contraints de sortir des jeux sociaux conventionnels en allant dans des éco-villages ou en s'organisant collectivement "en marge"* ».

Cette démarche s'incarne dans des organisations diverses: des ZAD (à Notre-Dame-des-Landes, par exemple) aux écovillages⁸³ en passant par différentes formes d'organisations, anarchisante comme dans le quartier Exarcheia au centre d'Athènes⁸⁴ ou de type révolutionnaire⁸⁵ au Chiapas mexicain...

81. « *Le personnalisme est un courant d'idées spiritualiste fondé par Emmanuel Mounier autour de la revue Esprit [...] recherchant une troisième voie humaniste entre le capitalisme libéral, le marxisme et l'anarchisme. Le personnalisme « post-mounier » est une philosophie éthique dont la valeur fondamentale est le respect de la personne [et qui] perd sa dimension spirituelle et privilégie la dimension éthique.* »

– <https://fr.wikipedia.org/wiki/Personnalisme>

Note. Le personnalisme appliqué à la sphère écologiste est *idéologiquement* différent de l'individualisme méthodologique néolibéral et il convient de ne pas confondre les deux.

82. www.colibris-lemouvement.org/mouvement/lethique-colibri
Nous soulignons.

83. www.habitat-groupe.be/habitat-alternatif/habitat-culturel/eco-village-de-la-paix-de-dieu/

Ici, quelle que soit l'expérience, elle donne toujours à voir qu'« il faut s'organiser collectivement pour s'extraire durablement des logiques sociales dominantes. Cela montre bien que c'est quelque chose qui relève d'abord du collectif, donc du politique et du vivre-ensemble, pour ensuite permettre des changements individuels »... et non l'inverse.

2.2. Contre l'axe écologiste assez largement réformiste – en ses visées et/ou en ses méthodes – le second axe ouvre une voie vers des luttes qui puissent, et doivent, articuler étroitement :

- > l'analyse idéologique de cet ordre social capitaliste « qui détruit la Planète autant que les classes subalternes »
- > et la convergence des luttes concrètes : « Il faut que le langage des luttes sociales imprègne beaucoup plus le langage écologiste », dit Jean-Baptiste Comby. Et vice-versa, ajouterons-nous.

3. Une logique communarde

Serge Latouche, pour sa part, plaide pour « la revitalisation du local⁸⁶ ». Il précise que « la démocratie ne peut probablement fonctionner que si la polis est de petite dimension et fortement ancrée dans ses valeurs propres » et, citant Takis Fotopoulos, il ajoute que « la démocratie généralisée », quant à elle, « suppose une confédération de [...] petites unités homogènes de 30.000 habitants environ. Ce chiffre permet, d'après [Takis Fotopoulos], de satisfaire localement la plupart des besoins essentiels. » Pour ce qui concerne les grandes cités « on aurait en quelque sorte de petites "républiques de quartiers"⁸⁷ ».

84. Voir le film « *Ne vivons plus comme des esclaves* » de Yannis Youlountas – <http://nevivonspluscommeedesesclaves.net/spip.php?rubrique16&lang=fr>

85. *Au Chiapas, la révolution s'obstine*. CUSSET François. www.monde-diplomatique.fr/2017/06/CUSSET/57569

86. Car, précise Serge Latouche, « le rêve d'une humanité unifiée comme condition d'un fonctionnement harmonieux de la planète provient [...] de la panoplie des fausses bonnes idées véhiculées par l'ethnocentrisme occidental ordinaire ». Cette affirmation

demanderait une plus ample discussion, on notera dans le cadre de la présente contribution que la coordination des initiatives locales (qui nous paraît indispensable) n'est pas pour autant exclue puisque il est bien question d'« une démocratie généralisée » sous la forme d'une « confédération ».

Écofascisme ou écodémocratie, op. cit.

Ce qui nous intéresse dans la proposition de Serge Latouche c'est qu'il nous semble en effet que la « repolitisation » (en termes de lutte des classes, pour le dire vite) des débats écologiques passe (au moins dans un premier temps) par le local qui permet l'articulation des actions citoyennes concrètes avec le discours politique. Reste qu'en l'état actuel des initiatives l'on peut s'interroger sur leur portée critique réelle. Il nous paraît que la ZAD de Haren⁸⁸, qui, au départ de la défense d'une zone verte et d'un biotope riche contre la construction d'une méga-prison, a développé un puissant discours contre la politique carcérale en général, est plus proche des nécessités politiques contemporaines que certaines initiatives, qui, pour utiles et de bonne volonté qu'elles soient, s'inscrivent peu ou prou dans le système économique dominant. En l'absence d'une analyse plus poussée et détaillée, on ne citera ici aucune initiative particulière. Il n'est pas question de jeter l'opprobre sur des citoyen·nes engagé·es et plein·es d'une indiscutable bonne volonté. Nous invitons néanmoins les personnes intéressées à examiner les projets au moins sous l'angle de leur potentiel (ou non) de rupture radicale avec les modèles économiques marchands dominants, bref: sous l'angle de leur radicalité politique. La question essentielle étant probablement: *« En quoi ce projet répond-t-il à l'urgence contemporaine et est-il articulé avec l'indispensable sortie du capitalisme? »*⁸⁹

87. Dans l'attente d'un réaménagement du territoire « souhaité par Alberto Magnaghi. Ce dernier suppose "une phase complexe et longue (cinquante ou cent ans) d'"assainissement", au cours de laquelle il ne s'agira plus de créer de nouvelles zones cultivables et de construire de nouvelles voies de communication en les arrachant aux friches et aux marécages, mais bien d'assainir et de reconstruire des systèmes environnementaux et territoriaux dévastés [...]

et, par là même, de créer une nouvelle géographie"».

Écofasclisme ou écodémocratie, op. cit.

88. <http://haren.luttespaysannes.be/>

89. On pourrait procéder à cet examen au départ des initiatives aussi diverses que nombreuses prises dans le cadre des « villes en transition » (www.reseautransition.be), par exemple.

CONCLUSIONS

On retiendra de tout ceci, en guise de conclusion, qu'il ne peut plus échapper à personne que le réchauffement - et en conséquence le dérèglement - climatique est une réalité, dont les conséquences, de plus en plus désastreuses, sont palpables, ressenties, vécues aux 4 coins de la Planète.

Il apparaît tout aussi clairement que le « personnel politique » - des instances internationales aux élus nationaux - s'est montré jusqu'ici parfaitement incapable de prendre le moindre train de mesures qui se soit montré à hauteur de l'enjeu, ou même tout simplement quelque peu efficace.

La « société civile » - les ONG, les collectifs de scientifiques, les groupes de pression, etc. - se mobilisent sans cesse, sans que tout cet engagement ne paraisse mobiliser massivement la population, ni les politiques censés la représenter.

On s'interroge beaucoup sur cette inertie semble-t-il universelle. Des raisons psychologiques aux considérations sur la « nature humaine » en passant par le rôle des lobbies ou des médias, des « explications » sont avancées, par un peu tous les médias, dans un ordre fort dispersé et toujours fragmentaire. Jean-Baptiste Comby soutient pour sa part, et nous le suivons dans cette voie, qu'une bonne partie de la problématique inertielle tient à la « construction sociale » de la question climatique, qui en a fait un problème individualisé auquel l'écocitoyenneté, subventionnée, serait la solution. Or, cette approche est néo-libérale (notamment en ce qu'elle fait appel à l'individu rationnel, calculateur, maximisateur, etc. inventé par la théorie) et fait à ce titre partie même du problème, or, *« on ne résout pas un problème avec les modes de pensées qui l'ont engendré »*, disait Einstein. Les caractéristiques économiques et culturelles de la construction de la problématique climatique excluent en outre les classes populaires dont les préoccupations sont différentes de celles des classes aisées (pour le dire vite : il s'agit plus de se loger et de se nourrir que d'installer des panneaux photovoltaïques, fussent-ils subventionnés). Et

surtout, elle masque la nature profonde, l'origine des choses : le capitalisme comme système d'accumulation basé sur une croissance qui, en raison de la nature même de ce régime, ne peut pas prendre fin.

Les deux questions, dans le fond, se rejoignent : comment est-il possible que survive un système aussi mortifère - on parle autant de l'environnement que des vies humaines - que le capitalisme et pourquoi le dérèglement climatique ne suscite-t-il pas non plus une réaction radicale à l'échelle mondiale ? Les réponses sont multiples, c'est pourquoi nous ne considérons pas que les différentes approches (psychologiques, etc.) que nous avons survolées doivent être balayées d'un revers de la main : elles s'entrecroisent probablement pour fournir des embryons de compréhension.

Il nous paraît cependant que le fond du problème réside plutôt dans l'hégémonie culturelle qu'exerce le capitalisme mondialisé contemporain et dont témoigne à merveille la construction des problèmes sociaux, dont la question climatique (entre autres très nombreux exemples, la question agricole, celle de la dette, etc.). Dans cet état de choses, nous proposons donc de repolitiser les questions sociales en général, climatiques en particulier : de faire apparaître leur caractère de classes.

Les luttes concrètes quant à elles doivent être suivies, encouragées et soutenues dans le même sens politique d'opposition à un ordre globalisé. Il importe encore que l'on cesse de penser en termes de luttes sociales *ou* de luttes environnementales : l'objet de leur contestation étant le même, elles se doivent de converger.

Enfin, il apparaît que l'échelon local, dans l'état actuel de l'action, est le mieux à même de voir se structurer de façon durable les convergences, pour autant qu'elles ne se perdent pas dans un réformisme qui n'est plus de mise.

TÉMOIGNAGES

Nabil Sheikh Hassan

Économiste, Permanent au Service d'études
et de formation ACV-CSC

- ↳ Êtes-vous convaincu·e que nous sommes à un point crucial de l'épuisement de la planète? Si oui, quels en sont pour vous les éléments les plus significatifs? Si non, pourquoi?

Nous sommes à un moment charnière de l'Histoire : les injonctions scientifiques à prendre au sérieux le problème du réchauffement climatique causé par l'être humain se multiplient. Qu'est-ce que nous devons faire? Nous devons radicalement changer nos modes de consommation et de production pour laisser à l'humanité une chance sur une planète vivable. Cette incitation à la rupture par rapport à l'organisation actuelle de la société n'est pas neuve. Ce qui l'est, c'est son caractère de plus en plus massivement accepté. Les conséquences de plus en plus visibles et importantes du réchauffement climatique y sont pour quelque chose et trouvent un écho auprès des jeunes générations. Le principal problème est le suivant : collectivement, nous avons beau comprendre et voir que le mur se rapproche, l'ensemble de nos discours ou actions ne modifie pas d'un millimètre la trajectoire. Pourquoi le monde politique fait toujours trop peu et trop tard? Pourquoi les pouvoirs économiques ne prennent pas conscience que c'est la finalité et les modes d'organisation de l'économie capitaliste qui sont au final contestés? Pourquoi les jeunes et moins jeunes qui défilent dans la rue pour le climat trouvent les réponses actuelles insatisfaisantes? Une partie de la réponse semble évidente : trouver une réponse progressiste aux revendications de la rue n'est pas le projet politique de tout le monde. L'écologie, la réduction des inégalités, la survie de l'humanité leur importent assez peu. Mais et les autres alors? Et bien, pour eux, l'ampleur des changements à apporter est telle que c'est le bouleversement total de nos sociétés qui se profile et l'ampleur de la tâche immobilise.



- ↳ Pourquoi ce point de basculement et ces risques d'effondrements sont-ils si peu pris en compte par les autorités publiques malgré les mises en garde répétées du monde scientifique et des mouvements citoyens?

Le courage politique est bridé par les enjeux économiques. Même si certains ne sont pas dans cette veine, la gestion publique se déploie souvent sur une vision à trop court terme. Notre monde ultra libéral ne peut se permettre d'attendre. Il faut amasser avant de se ramasser. Il fonctionne sur l'inertie d'une grande majorité de nos contemporains. Malgré les signaux toujours plus inquiétants, le monde n'a jamais été aussi pollué. Depuis 1992 et l'apparition des « COP », nous avons encore des difficultés à appliquer celle de Kyoto. C'est tout dire.

Avons-nous les mots pour reparler le langage de la Terre ?

Marc Sinnaeve

Administrateur de PAC et membre du Comité
de rédaction du magazine Agir par la culture

« Ils étaient aveugles. Ils n'ont pas voulu voir. Ils ont tiré sur l'élastique. Et ils se disaient : "Tant que ça tient" ». Propos d'un délégué syndical CFDT à propos de la vague de suicides chez France Télécom lors de l'été 2009 suite à la stratégie managériale d'hypermobilité du personnel mise en œuvre par la direction "pour sauver l'emploi". Recueilli par Serge Moati dans un documentaire qui, commande de France Télécom, ne sortira pas finalement, mais dont une copie a été diffusée, au printemps 2019, lors du procès des responsables de l'entreprise inculpés. »

(In ROBERT-DIARD Pascale, « France Télécom : On n'a rien vu venir », *Le Monde*, 23-24 juin 2019).

La complexité extrême, inédite, d'un changement de l'ordre de fonctionnement du monde et des individus pour répondre au dérèglement du système Terre semble nous anesthésier. Le changement s'avère difficile, très aléatoire. Il est parfois jugé impossible même. Moins sur le plan technologique qu'en matière humaine, sociale, collective et individuelle, cognitive et affective, conceptuelle et culturelle, civilisationnelle en fait. Mais le changement est nécessaire, indispensable. De quels équipements disposons-nous pour aborder le système Terre qu'homo economicus a fait sortir de son lit? Aurons-nous les mots pour convaincre Gaïa de ne pas nous en chasser prématurément? Trouverons-nous les pas justes pour réapprendre à danser avec elle? Même en étant profondément malades, elle et nous? Après tout, nous ne formons qu'un corps. L'aurions-nous oublié?

Les signes selon lesquels on a commencé à changer de monde se multiplient, ceux envoyés par la Terre en premier lieu. Mais aussi la dynamique du mouvement social initiée par l'urgence climatique : les marches et les grèves pour le climat ont réussi à produire un clivage structurant depuis le début de l'année 2019, y compris pendant le mouvement des Gilets jaunes en France. Cela a placé le climat, pour un temps au moins, dans les priorités apparentes des agendas politiques.

Il y a aussi le fourmillement de réflexions et d'expériences autour de modes d'organisation de vie alternatifs et mis en œuvre par des collectifs citoyens, locaux ou régionaux, jouant la carte de la coopération pour produire des biens communs, plutôt que celle de la start-up compétitive productrice de biens privés¹. Leur popularisation via des livres, des films et des documentaires participe à la prise de conscience, encore insuffisante mais en nette progression, que l'on pourrait, si pas « résoudre » la question climatique, au moins la traiter avec davantage d'engagement, à la fois individuel, collectif et politique.

De ce point de vue, nous pensons, avec l'économiste Jean Gadrey², qu'il ne faut pas privilégier une de ces modalités d'action, au risque de se priver de l'effet dynamique de leur système de renforcement mutuel quand elles avancent de concert. Car c'est bien tout un système dont le fonctionnement doit être modifié, « *des modes de vie individuels aux modes de production* ». Ce qui suppose à la fois la nécessité d'un changement d'échelle des actions³, mais aussi la *capacité* de changement des citoyen·nes – et des décideurs – qui corresponde aux ordres de grandeur des bouleversements à opérer. Du moins si l'on veut être encore un tant soit peu efficace dans la poursuite de l'objectif consistant à rendre la terre habitable le plus longtemps possible.

Pour autant, ce qui passe pour « *l'événement peut-être le plus fondamental de l'histoire humaine* »⁴, bien que validé par 97 à 98 % des climatologues ayant étudié le sujet en profondeur, reste entouré d'une épaisse couche gazeuse d'incertitude et

1. GADREY Jean, « Climat: il sera bientôt trop tard, alors qu'est-ce qu'on attend? », mis en ligne le 14 décembre 2017. <https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2017/12/14/climat-il-sera-bientot-trop-tard-alors-qu-est-ce-qu-on-attend-2>

2. *Adieu à la croissance*, Les petits matins / Alternatives Economiques, 2010 (dernière édition, avec postface originale en 2015).

3. JANCOVICI Jean-Marc, « Effectuer sa "BA" pour agir contre le changement climatique : quelques ordres de grandeur ». <https://jancovici.com/changement-climatique/agir-individuellement/effectuer-sa-ba-pour-agir-contre-le-changement-climatique-quelques-ordres-de-grandeur/>

4. LINDGAARD Jade, « Clive Hamilton : "L'anthropocène est l'événement le plus fondamental de l'histoire humaine" », Mediapart, 6 novembre 2015.

d'inertie, d'avancées à reculons pour les uns, et de fuites « hors-sol » pour d'autres, de déni social et de conviction intime que « tout ça finira bien par s'arranger » et que, de toute façon, il n'y a « pas d'autre modèle ». Prévaut un sentiment déstabilisant d'entre-deux plutôt que l'expérience stimulante d'une transition.

Même les contours de la transition, énergétique et/ou écologique, semblent flous, alors que l'idée d'un mouvement vers un nouveau système énergétique, supposé plus économe et plus renouvelable, s'est imposée comme objectif relativement consensuel. C'est que, malgré son succès, l'expression suscite peu de discussions sur les réalités complexes qu'elle recoupe : *« Ce qui est en jeu, c'est une transformation continue de tous les secteurs d'activité, et non pas seulement d'aller d'un point A vers un point B »*, analyse Raphaël Billé, expert pour l'Iddri, un think tank français⁵.

Nous serions en somme dans un entre-deux-mondes, un entre-deux-régimes climatiques, une entre-deux-connaissances aussi, peut-être. Difficile, déjà, depuis une telle position, de se projeter dans l'avenir, a fortiori quand la planète se dégrade sous nos yeux, et en l'absence d'une action politique globale proportionnée.

Deux réflexions en découlent. La première : de quel problème s'agit-il ? La seconde : quels moyens pour le changement ?

L'anthropocène : un autre mot ne fera pas le printemps climatique

L'anthropocène, on le sait, désigne le changement de l'évolution géologique de la Terre causé par la puissance de la volonté humaine et des technologies utilisées à cet effet. On comprend, sans devoir utiliser un autre mot, que les pays riches et, plus

5. Cité par Jade Lindgaard, « La transition énergétique est un mirage », Mediapart, 16 juin 2012. www.mediapart.fr/journal/economie/150612/la-transition-energetique-e

encore, les riches des pays riches sont les principaux responsables du problème. Les inventeurs et les premiers propagateurs du concept reconnaissent le rôle primordial du capitalisme et des révolutions industrielles.

C'est pourquoi il paraît futile et dépassé d'accorder trop d'espace et de temps au débat polémique sur la dénomination de la nouvelle ère, en fonction des responsabilités des uns et des autres, ici et là, hier et aujourd'hui. La responsabilité centrale du crime d'écocide incombe, à des degrés certes différents, aux pays et aux économies de la zone OCDE dans sa composition d'avant 1990 ou d'avant 2000. Cela ne veut pas dire qu'il faille oublier les responsabilités, mais il semble avisé de repenser leur direction ou leur exploitation dans le cadre d'une nouvelle histoire, désormais partagée, entre Nord et Sud⁶. Et d'y intégrer une logique de justice dans les investissements à consentir, qui soit fondée sur la répartition du poids, jusqu'ici, des profits comme des coûts, des privations et des pertes.

L'essentiel, estime le philosophe et économiste australien Clive Hamilton, est de se rappeler le sens qu'a voulu donner au terme d'anthropocène le prix Nobel de Chimie 1995, Paul Crutzen, qui en a eu l'intuition, lors d'une rencontre internationale, pour désigner « ce qui nous arrive » : les humains n'ont pas fait qu'étendre la portée de leur destruction de l'écosystème ; ils ont causé la perturbation, le dérèglement irréversible avant longtemps du système dynamique et intégré de la Terre. Dans cette optique, estime l'historien des sciences Christophe Bonneuil⁷, ce qu'il appelle « *l'événement anthropocène* » a à voir, principalement, « avec la révolution industrielle et l'histoire des techniques, tout en étant très lié aux enjeux géopolitiques »⁸. Et le changement climatique, en particulier le réchauffement et

6. *Enquête sur les modes d'existence. Une anthropologie des modernes*, La Découverte.

7. Co-auteur avec Jean-Baptiste Fressoz de *L'événement anthropocène*, Seuil, 2013.

8. Cité par Jade Lindgaard, « Comment penser la révolution climatique », Mediapart, le 1er novembre 2013. www.mediapart.fr/journal/culture-idees/231013/la-planete-la-modernite-et-nous-14-comment-penser-la-revolution-climatique

l'acidification des océans, en est le facteur le plus important, à côté, par exemple, de la réduction de la couche d'ozone ou de la sixième extinction de masse des espèces.

Au total, il apparaît que l'enjeu écologique et le bouleversement climatique sont tels que *« ce qui aurait pu être une crise passagère s'est transformée en une profonde altération de notre rapport au monde »*⁹. Clive Hamilton renchérit : *« Cela aura des effets pendant des dizaines ou même des centaines de milliers d'années [...] Cela va nous prendre au moins un siècle pour comprendre les implications de l'anthropocène »*¹⁰. Pareille configuration, au vu de ses mensurations aussi gigantesques qu'inédites, n'est pas qualifiée pour rien, par le philosophe Bruno Latour, de *« situation révolutionnaire et apocalyptique »*¹¹.

Au sortir de la guerre 1939-1945, une « association merveilleuse » s'était forgée entre l'outil, vite devenu finalité, de la croissance, la confiance dans la science et dans la technique comme socle du Progrès, et le concept de modernisation, qui incarne le tout. Elle est en train de voler en éclats avec l'épuisement de la modernité elle-même, pour faire place à ce que le penseur d'inspiration chrétienne Bruno Latour appelle « l'apocalypse ». Pour lui, cela ne veut pas dire catastrophe : *« L'apocalypse signifie la certitude que le futur a changé de forme, et qu'on peut faire quelque chose. C'est comme si la forme du temps avait changé et que l'on pouvait donc maintenant enfin faire quelque chose. C'est une pensée pour l'action contre la sidération et la panique. »*

Penser l'apocalypse ou l'effondrement possible de notre société, ce serait, par conséquent, se donner les moyens de

9. LATOUR Bruno, *Face à Gaïa. Huit Conférences sur le nouveau régime climatique*, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2015.

10. LINDGAARD Jade, « Clive Hamilton : "L'anthropocène est l'événement le plus fondamental de l'histoire humaine" », Mediapart, le 6 novembre 2015.

11. « L'apocalypse est notre chance », entretien avec Nicolas Weill, *Le Monde*, 22-23 septembre 2013.

s'ouvrir à la compréhension que quelque chose est en train d'arriver et que les possibilités qui s'offrent à nous, surtout en Europe, sont plus ouvertes que jamais. Dans le courant de pensée du catastrophisme éclairé, il n'y aurait là rien de tragique, au sens de la fatalité ou du destin de l'humanité.

Comment, alors, faire entrer l'anthropocène davantage dans l'arène politique ? Car, aujourd'hui, constate, lucide, Eloi Laurent¹², tout le monde souhaite « sauver la planète », mais personne ne veut le changement. C'est ce qui nous amène à notre seconde et principale interrogation : de quels moyens, de quels équipements, autres que technologiques, disposons-nous pour redevenir des interlocuteurs fiables de la Terre ?

Ce que nous ne savions pas : la Terre est vraiment ronde

Il est essentiel de comprendre qu'une course contre la montre s'est engagée entre deux forces de transformation. D'une part, on est confronté à la puissance de perturbation, encore mal cernée, du système hypercomplexe de la Terre. Laquelle, depuis que son cours a été perturbé, est devenue un acteur dynamique à part entière qui est en train de rendre les coups qu'elle a reçus. D'autre part, on mise beaucoup sur la puissance de réactivité technique et d'innovation créative de l'être humain, largement éprouvée, elle. Mais il faut composer, aussi, en contrepoint, avec sa faible capacité d'organisation et d'anticipation politique et individuelle, sur le plan tant cognitif qu'émotionnel.

Pourtant, les connaissances, nous les avons. Nous *savons*. Mais quoi ? « *La Terre est enfin ronde* », a écrit malicieusement, à ce propos, le philosophe Peter Sloterdijk¹³. La Terre est ronde : on le savait, non ? Non, pas vraiment. On ne l'a longtemps su, et

12. L'impasse collaborative. Pour une véritable économie de la coopération, Les Liens qui libèrent, 2018.

13. *Le Palais de cristal*, Maren Sell, 2006.

c'est encore le cas pour beaucoup, que d'un savoir diffus, abstrait, lointain, en regardant les globes de nos salles de classe, en contemplant les photos de la planète bleue¹⁴. Sa rotondité signifie que l'homme peut ressentir désormais l'unité et l'unicité de la Terre dans sa texture, depuis que les conséquences de nos actions nous reviennent en pleine figure, physiquement, par effet boomerang. La Terre est devenue une, dit Sloterdijk, il n'y en a pas de rechange.

De manière plus prosaïque, ce qu'on sait, en fait, c'est ce que les sciences concernées nous disent sur le dérèglement climatique, sur les causes à la fois industrielles, productivistes, consuméristes de la destruction de la biosphère, sur la probabilité d'un effondrement du niveau de bien-être humain tel que, dans sa norme occidentale du moins, il s'est diffusé au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. Nous savons aussi quoi faire : nous devons changer « nos » comportements, « notre » modèle d'économie basé sur l'accumulation de la valeur marchande et sur la capture des richesses par la finance, et aussi, par conséquent, le logiciel du système global.

Mais nous en savons beaucoup moins, estime l'économiste Eloi Laurent¹⁵, sur les moyens pratiques d'opérer cette révolution aux implications multiples et enchevêtrées. Alors que la science du changement climatique s'est cristallisée en grande partie il y a trente ans et qu'elle a avancé à pas de géants depuis, les progrès de la science du changement humain, de la transition économique, sociale, culturelle, politique... sont beaucoup plus mesurés. Or, il s'agit bien de cela : non pas préserver, protéger ni sauver la planète, mais transformer l'humain, provoquer un changement culturel dans différents domaines, l'alimentation, l'énergie, la mobilité, les conditions d'habitation...

14. LATOUR Bruno, « La terre est enfin ronde », *Libération*, 1er février 2007.

15. « Après la science du climat, il faut maintenant apprendre la science de l'humain », *Le Monde*, 22 mai 2019.

Certains estiment que la société n'est pas mûre. D'autres que le système techno-économique néolibéral dresse les gens les uns contre les autres. Ce qui rend d'autant plus aléatoire tout projet commun de transformation.

Ajoutons-y le paramètre espace-temps. Les usages les plus prisés et encouragés des technologies numériques, d'une part, une économie consumériste pulsionnelle, d'autre part, ont mené à la double contraction de notre rapport au temps et à l'espace dans la vie privée quotidienne, comme dans la vie professionnelle et dans l'action politique. Dans le même temps, le nouvel esprit du capitalisme¹⁶ a conduit, de son côté, à la fragmentation du monde du travail et de la société, ainsi qu'à l'atomisation d'une conscience commune autre que l'horizon capitaliste de la croissance, du productivisme, du libre-échange généralisé, de la dérégulation structurelle, de la mise en concurrence globale et de la liberté individuelle de s'offrir tout, tout de suite.

Un tel cadre cognitif, culturel et affectif est de toute évidence peu compatible avec la nécessité d'un minimum, voire d'un maximum, de sens de la limitation, de la planification et de la coopération pour organiser les réponses coordonnées à apporter au dérèglement climatique. Par exemple, une politique qui consisterait en un grand plan d'isolation des logements pour réduire l'empreinte du chauffage domestique ne produirait des effets tangibles pour les citoyen·nes/électeurs·trices qu'au-delà du temps de la législature au cours de laquelle elle serait adoptée et mise en œuvre. Un problème apparemment aussi distant et abstrait que le changement climatique est difficile à cibler en termes d'action politique à mettre en œuvre et de bénéfices politiques à court terme.

D'un autre point de vue, on peut se dire que la nouvelle conscience écologique en train de se constituer à une échelle de

16. Selon la formule de Luc Boltanski et Eve Chiapello dans leur ouvrage au titre éponyme.

plus en plus large est ce qui permet, malgré tout, de maintenir l'idée d'un possible changement global.

Encore faut-il pouvoir avoir accès à son désir. Pour cela, déjà, il faut savoir que... savoir n'est pas suffisant pour agir. La science seule même avec ses preuves, ses calculs, ses démonstrations, ne suffit pas à forger la détermination et à libérer les énergies nécessaires à l'action. La science peut nous alerter, mais pour se résoudre à entrer dans la phase du changement, les humains ont besoin de croire, de donner du sens à leurs connaissances, de ressentir aussi. De rêver, enfin. De rêver le changement, si pas du changement.

La question qui se pose, en somme, est la suivante: «*Comment va-t-on s'y prendre pour que le monde continue?*»¹⁷ Car le changement de paradigme individuel et collectif recommandé suppose non seulement d'autres politiques, explique le philosophe français Bruno Latour dans son ouvrage *Où atterrir?*¹⁸, mais aussi «*un autre équipement psychologique*», un autre imaginaire, un autre récit commun.

Que faire et comment le faire quand on sait que la vaste transformation de l'aménagement territorial, de la mobilité, de la consommation, des services publics, des modes de vie en somme, suppose un engagement humain et social total? De même qu'elle passera, préalablement ou concomitamment, par une inévitable évolution égalitaire de la société. Car la transition écologique doit être populaire. C'est la raison aussi pour laquelle il est sans doute primordial d'investir d'abord dans des politiques qui, faute de résultats immédiatement perceptibles pour le climat et pour les populations, produisent au moins des effets sociaux visibles importants, en matière de création d'emplois et de valorisation de leur statut, par exemple.

Ces mutations sont à la fois la condition et l'implication de la nécessité de modifier les (dés)équilibres en place. Toutes les

17. LATOUR Bruno, «L'apocalypse, c'est enthousiasmant», entretien avec Jean Birnbaum, *Le Monde*, 1^{er} juin 2019.

18. *Où atterrir? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, 2017

questions politiques, on ne le perçoit pas encore assez, sont conditionnées par le changement climatique et par la violence, encore largement sous-estimée, avec laquelle il agit déjà. Cela veut dire aussi que la façon de le traiter doit devenir l'axe central autour duquel toutes les autres politiques doivent se décliner en interne et se conjuguer au plan international.

Quels moyens pour connaître et expérimenter ce que veulent les gens ?

L'État lui-même, ses représentants et les élus, pour peu qu'on estime la sphère publique la plus apte à jouer ce rôle, s'avèrent pourtant mal équipés, seuls, pour piloter une opération d'une telle ambition en lien avec la collectivité. Si du moins, on est convaincu qu'il appartient aux sociétés d'agir collectivement et politiquement. Les causes premières de la révolte des Gilets jaunes démontrent à suffisance les limites de cet équipement... En tant que « *grande machine à distiller de la volonté générale* », s'interroge Bruno Latour, sur quels instruments de connaissance l'État peut-il s'appuyer pour « *expérimenter et produire la volonté générale* », et non simplement la présupposer¹⁹ ?

Représenter l'intérêt ou la volonté « du peuple » ou de « la nation », a fortiori dans le rapport à l'avenir, est pourtant ce qu'imaginent pouvoir faire aujourd'hui nombre de mandataires en vertu du simple fait qu'ils sont élus. Or, en cédant à la tentation de « ceux qui savent », ils sont d'autant moins incités à se demander de quoi la volonté générale est faite en réalité. Sur ce plan, les marchés disposent de moyens infiniment plus nombreux et efficaces pour capter les volontés ou les envies des consommateurs, et pour se financer et investir en conséquence. « *Où est l'équivalent pour des sujets beaucoup plus importants qui concernent la volonté générale ?* », s'interroge Bruno

19. « L'apocalypse est notre chance », entretien avec Nicolas Weill, *Le Monde*, 22-23 septembre 2013.

Latour. Les moyens publics sont dérisoires par rapport à ce que les outils du marketing permettent d'apprendre sur le rapport des gens à de simples marchandises.

S'il en est ainsi, c'est peut-être parce que les détenteurs du pouvoir public, à l'instar des candidates à ce pouvoir qu'ils-elles ont tous-tes été, tendent à confondre les sciences sociales, qui permettent d'accéder à une connaissance plus fine des composantes de la société, avec les techniques de marketing électoral que leur imposent leurs conseillers en communication. À force de faire reposer, à tout propos, leurs décisions sur les secondes, ils-elles en sont arrivé-es à se persuader de l'efficacité supérieure des sondages d'opinion et des enquêtes de comportement, plus réactives et plus maniables, comme sources d'information sur « ce que veulent les gens ». Du même coup, l'apport des sciences sociales s'est trouvé marginalisé, déconsidéré, déclassé au rang d'occupation pour intellectuels, toujours réputés se tenir « au balcon » ou, c'est selon la météo, « en chambre ».

Il ne faut pas s'y tromper pour autant : l'équation est des plus complexes. A fortiori quand on doit la conjuguer au pluriel. Il faut pouvoir imaginer, non pas un seul, mais des États capables, simultanément, de s'occuper des humains, du climat, du climat des autres, pas simplement du leur, et ce en dehors des frontières nationales. Or, souligne judicieusement le même Bruno Latour, « nous n'avons aucun paradigme de ce que peut être une action politique commune ». C'est là une des explications de la paralysie qui règne dans les négociations internationales pour le climat.

D'une manière générale, il semble que les changements vraiment efficaces ne parviennent jamais à faire consensus, parce qu'on n'a toujours pas pris conscience – ou qu'on ne veut pas prendre conscience – que de telles mesures sont urgentes, et parce que ce sont des mesures que l'on perçoit comme trop difficiles à mettre en œuvre.

En auraient-ils la volonté ferme et déterminée que les gouvernements et les institutions de décision publique se heurteraient, pour un temps au moins, aux restrictions qu'ils

ont imposées à leur propre marge de manœuvre, à la faveur de la grande fièvre « modernisatrice » des quarante dernières années. En témoignent la « nouvelle gouvernance économique européenne » de 2011 et le verrouillage budgétaire des investissements publics par les règles ordolibérales du Semestre européen²⁰, que le président de la Commission européenne de l'époque José Manuel Barroso a lui-même qualifiés de « révolution silencieuse » dans une interview passée relativement inaperçue au *Wall Street Journal* en 2010.

Non seulement, ils se sont auto-contraints, mais, durant les mêmes folles années 1980 de la dérégulation et de la libéralisation à tout-va, ils ont bien imprudemment confié un double du jeu de clés du poste de commande aux fondés de pouvoir des intérêts privés et autres commis-voyageurs de la mondialisation néolibérale sur le point d'éclore. Résultat, trois décennies et quelques mois plus tard ? Toute politique, désormais, doit, au minimum, composer avec les contraintes d'un pilotage des affaires publiques à quatre mains, à la fois en concurrence et en connivence. Il suffit pour s'en rendre compte de considérer l'incroyable difficulté qu'ont les autorités nationales et européennes pour légiférer en matière de régulation des secteurs de la finance, de l'automobile, des pesticides... Pression des lobbies oblige.

Ceux-ci, on le sait, travaillent pour les grandes industries liées aux énergies fossiles (la pétrochimie, l'automobile...), le secteur de l'élevage et de l'agriculture industriels, les multinationales, la finance spéculative qui sont les principaux responsables des émissions de gaz réchauffantes. Ils se battent bec et ongles depuis plus de trente ans pour préserver le statu quo et leurs rentes de situation. Soit depuis l'époque où un climatologue de la NASA, James Hansen, qui était auditionné

20. SINNAEVE Marc, « les règles de foi très fermées de l'Euroclub », Agir par la culture, n°41, printemps 2015. www.agirparlaculture.be/les-regles-de-foi-tres-fermees-de-l-euroclub/?_sft_post_tag=austerite&_sf_s=Marc+Sinnaeve .

par le Congrès des États-Unis, a mis les décideurs politique en demeure au sujet du changement climatique. C'est à ce moment-là que les campagnes de déni climatique financées par les grandes compagnies pétrolières ont débuté. Ce qui confère une solide avance en matière d'action aux semeurs de doute dont la stratégie a été, et est toujours, de mettre l'accent sur les facteurs d'incertitude liés au dérèglement du climat (quand, où, comment, avec quels enchaînements...). Aujourd'hui, avec la meilleure compréhension des mécanismes du changement climatique et l'abaissement de la norme de l'acceptable parmi la population, leurs stratégies se font plus sophistiquées, plus prudentes plus insidieuses, mais pas moins efficaces...²¹

Alors, oui, l'État, les institutions ont un rôle décisif à jouer. Que ce soit à l'impulsion, à la facilitation, à l'encadrement, à la coordination, au financement, à la planification ou à la co-construction de la Transition et de ses conditions de réussite. Mais il ne faut pas tout attendre d'eux, au risque de voir la dynamique des changements véritables toujours remise à plus tard. Les pouvoirs publics sont exposés, jusqu'ici, à l'emprise des intérêts privés du marché qui vont à rebours de la volonté de beaucoup de gens de réinterroger les modes de vie, un gisement de transformation largement inexploité, souligne Olivier De Schutter du laboratoire de la Transition de l'UCL²². En outre, aucune grande réforme politique, a fortiori une révolution de cette nature, n'a jamais réussi sans qu'il n'y ait à l'origine un mouvement social pour la réclamer. Tout pouvoir étant, par essence, plus ou moins conservateur. En démocratie, l'État n'agit que poussé dans le dos par les électeurs... ou par les lobbies.

21. SUPRAN Geoffrey (chercheur à Harvard et au MIT), « La stratégie climatique devient plus sophistiquée », entretien avec ROHART Frédéric, *L'Echo*, 23 avril 2019.

22. « La Transition se bâtit aussi autour d'un récit collectif », entretien avec DORZÉE Hugues, *Imagine*, n°123, septembre-octobre 2017.

Pourquoi le changement climatique ne fait toujours pas peur ?

Ce n'est pas un hasard si un des mouvements « Climat » les plus combatifs, *Extinction Rebellion*²³, a pour exigence première et pour mot d'ordre que les gouvernements « disent la vérité ». Il est significatif aussi d'entendre régulièrement un chercheur ou l'autre qui pousse ici un cri d'alarme sur le CO₂ toujours en hausse, là, sur la poursuite de la déforestation de l'Amazonie, et qui se désole de devoir encore le faire parce que la vérité climatologique terriblement inquiétante tarde à se muer en vérité publique exprimée officiellement et relayée médiatiquement.

On ne peut que constater que l'interprétation minimaliste ou rassurante représente l'option choisie par les autorités et les responsables publics de l'information des citoyen·nes. Médias publics d'information compris. Bien que conscients des enjeux (si ce n'est pas le cas, c'est pire encore), ils dissimulent l'ampleur et la gravité de ce que la population devrait - et aurait déjà depuis longtemps dû - savoir, pour ne pas continuer à vivre de la même façon, aveugle, inconsciente et crédule²⁴ : « Si c'était vraiment grave, "ils" le diraient, non ? » Non.

De fait, on se retrouve avec une communication et une information publiques qui sous-estiment les périls considérables encourus par le monde vivant dans un proche avenir, si pas déjà aujourd'hui. Pédagogie oblige - c'est le nouveau mantra de l'information télé de service public -, on présente bien des faits, des phénomènes et des courbes. Mais sans aucune alerte sur les effets des projections les plus pessimistes du GIEC. Sans lien avec des causes plus structurelles ou, alors, avec des liens toujours présentés comme hypothétiques, distance journalistique oblige. Dans ce cas précis, en tout cas. Les questions auxquelles il est répondu à l'écran sont celles que le public est supposé se poser. Merci pour lui. Mais sur base de quel questionnement un tant soit peu politique ?

23. <https://xrebellion.org/>

24. VARGAS Fred, *L'humanité en péril. Virens de bord, toute !*, Flammarion, 2019.

En la matière, on entend souvent dire qu'il vaut mieux se montrer optimiste ou volontariste dans la communication. Qu'il ne faut pas dramatiser. Qu'il est préférable de ne pas mentionner les conséquences désastreuses du changement climatique en cours. Au risque de démotiver la population. De la plonger dans un état de panique, d'impuissance et de fatalisme. Il est fondé de penser que les citoyen-nés n'aient pas envie d'entendre ou de voir des choses « trop démoralisantes » qui pourraient les détourner de la problématique climatique. Faut-il pour autant les faire avancer vers l'abîme les yeux fermés, comme des enfants qu'on préfère sacrifier, le cas échéant, pour ne pas avoir à leur dire la terrible vérité? Le philosophe Dominique Bourg s'indigne de ce qu'une « pseudo-élite politique » maintienne la population dans « *une ignorance crasse et un égoïsme radical* » à partir d'une logique de compétition pour la survie qui consiste à dire « *soit vous êtes tondeurs, soit vous êtes tondus* »²⁵.

Que retenir de ceci? Peut-être cet enseignement de Paul Slovic, professeur de psychologie à l'université de l'Oregon: la perception du risque est *socialement construite*, en fonction de différents facteurs, critères ou évolutions. La résistance de populations à un danger, analyse-t-il, ne se fait jour que lorsque quelque chose est sur le point de changer, par exemple, lorsqu'une centrale nucléaire ou un centre d'accueil pour réfugiés va être installé dans les environs. Mais une fois que ces éléments sont intégrés au quotidien des gens, il faut que le niveau de menace augmente considérablement avant qu'on ne songe à mettre leur présence en question.

Or, dans le cas du changement climatique, les voitures, les avions, les climatiseurs, les aérosols, l'élevage industriel, la déforestation, et même les ouragans et les incendies de forêts, font partie d'un mode de vie assimilé faute d'être pleinement consenti. Si bien que nous sommes enclins à accepter ces objets et ces phénomènes plutôt qu'à y résister. Familiers, ils sont

25. « COP21: pourquoi tout le monde se fiche de l'écologie », entretien avec France TV Info, 11 septembre 2015.

considérés comme gérables : « *Même lorsque c'est à nous que ça arrive, la tempête finit toujours par s'apaiser* », constate Slovic. On est d'abord traumatisé par l'inondation de sa maison, mais on relève plus ou moins vite la tête, et on se concentre sur la reconstruction de l'avenir, sans songer que d'autres effets du risque climatique puissent à nouveau nous frapper...

Cela revient à dire que le dérèglement climatique ne donne pas un sentiment de danger structurel. La difficulté de se le représenter, la proximité ressentie à l'égard de ses causes, et l'incertitude ou la sous-information concernant ses effets ne sont pas de nature à imprégner en nous un sentiment de crainte. D'une certaine manière, dit Slovic, « *il donne la marge de manœuvre nécessaire pour vous laissez croire ce que vous avez envie de croire* »²⁶. Ce qui revient à dire que la perception du danger climatique est déterminée par l'angle social sous lequel il est observé. Ce qui est de nature à diviser l'opinion publique plus qu'à la fédérer.

L'optimisme est mauvais conseiller

C'est une raison suffisante, à notre sens, pour en finir avec le *biais d'optimisme*. Les avancées récentes en psychologie sociale et en science climatique tendent d'ailleurs à montrer qu'il vaut mieux être pessimiste²⁷.

D'abord, parce que l'optimisme, l'espoir, le bonheur sont des notions récentes et trompeuses. De faux amis, si l'on veut. Ainsi a-t-il été démontré que l'optimisme nous empêche de prendre les bonnes décisions : dans la mesure où nous sous-estimons la gravité d'une situation, nous surestimons en même temps nos chances de réussir à la surmonter. Tant que

26. Cité par George Marshall, op. cit., p. 103.

27. FOURNIER Clément, « Pourquoi il vaut mieux être pessimiste à propos du changement climatique », E-RSE, 4 janvier 2017. <https://e-rse.net/pessimiste-optimiste-changement-climatique-rechauffement-23724/#gs.lD98I2>

l'on croit qu'on va bien s'en sortir, que l'on va toujours pouvoir retrouver un degré de croissance à 1 %, aucune action efficace contre le changement climatique n'est envisageable. Des études ont montré que la pensée positive peut conduire des personnes à prendre des décisions irrationnelles sur le plan financier²⁸. D'autres indiquent qu'avoir une vision optimiste du futur a tendance à diminuer l'énergie ou la motivation des individus pour surmonter un problème²⁹.

Par ailleurs aucune communication, aussi alarmiste soit-elle, ne peut rendre compte de la dangerosité de la situation que nous vivons. Mais comme nos sociétés n'ont pas encore pris la mesure de la gravité du problème, tant les individus que les autorités publiques et les instances internationales continuent à se focaliser sur des changements « à la marge » : réduire et trier ses déchets, réduire de quelques pourcents les émissions de CO₂ des véhicules, réduire « un peu » sa consommation d'énergie en éteignant le mode veille des appareils électroménagers, prendre moins souvent l'avion.

Certes, tous ces « écogestes » compartimentés font sens. Mis bout à bout, ils peuvent avoir un impact relatif. Il faut les donner à voir, ne serait-ce que parce qu'ils existent aussi. Il importe en tout cas de ne pas les mésestimer, car ils constituent souvent la porte d'entrée de la conscience écologique active et de l'engagement des individus et des sociétés dans le nouveau régime climatique. Ils sont susceptibles de provoquer un effet d'entraînement : on peut agir en pariant sur le fait que d'autres suivront, plutôt que s'imaginer qu'on sera seul à agir et, donc, que ça n'en vaut pas la peine. Mais il ne faut pas pour autant verser dans l'angélisme ou dans l'écologie « *feel good* »... Ni perdre de vue que, pour l'heure, l'implication à petits gestes permet surtout de conserver le même mode de vie et les mêmes structures sociales qui orientent les choix

28. www.fuqua.duke.edu/duke-fuqua-insights/puri-positive-thinking#.WGU1orbhDsE

29. www.sciencedirect.com/science/article/pii/S002210311100031X et www.scientificamerican.com/article/the-pitfalls-of-positive-thinking/?redirect=1

individuels, compatibles avec les attentes... des classes supérieures avant tout.

De fait, jusqu'ici, les décisions qui permettraient de diminuer *vraiment* les émissions de CO₂ (réduire drastiquement la dépendance au transport individuel, réduire de façon importante la consommation d'énergie de manière à pouvoir se contenter d'énergies renouvelables, réduire la production industrielle et la consommation de ressources) demeurent absentes. La logique dite des petits pas, en l'absence de focus sur le caractère indispensable et conjoint de véritables transformations structurelles, tend bel et bien, alors, à faire écran. La promotion de l'écoresponsabilité citoyenne et morale, dans cette perspective, peut alors être lue, avec Étienne Verhaegen de l'UCL, comme une « *manière de contourner la difficulté de tracer les contours d'une société postcapitaliste* »³⁰. Elle nourrit, délibérément ou pas, une approche apolitique ou dépolitisée, comme le montre également, ailleurs, Jean-Baptiste Comby³¹, qui permet d'éviter les confrontations ainsi que la question des rapports de force et des rapports de classe, de ne pas avoir à désigner d'ennemi à combattre et de s'appuyer sur une vision toujours optimiste du futur. Celle-ci s'appuyant sur l'idée que l'effet cumulatif des petits pas et des initiatives communautaires doit pouvoir créer les conditions d'un changement structurel de plus grande ampleur... demain.

Les gestes individuels ont le mérite de faire prendre conscience qu'il faudra apprendre, avant demain de préférence, à vivre - ou à survivre - autrement. Ils permettent, en somme, de penser *au* monde de demain, mais pas de *le* penser. Le grand piège étant de laisser se diffuser l'idée que tout est d'abord une question de motivation personnelle et de sensibilisation des individus. En ce sens, Erik Sywngedouw³² soutient que « *la question environnementale en général, et l'argument du changement climatique et comment il est mis en scène en particulier, ont*

30. VERHAEGEN Étienne, « La question climatique entre universalisation et territorialisation », *Démocratie*, avril 2019.

31. *La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Raisons d'agir, 2015.

été et continuent d'être un des principaux canaux par lesquels la post-politisation est construite»³³.

Ceci alors que le changement climatique, la compréhension de ses causes et les politiques à déployer pour l'affronter représentent un cadre à la fois approprié et primordial pour asseoir la remise en cause du modèle néolibéral tel qu'il déploie ses rapports de pouvoir, de domination et d'injustice sociale à tous les niveaux.

La question n'est donc pas tant de savoir s'il vaut mieux se montrer optimiste et « espérer », c'est-à-dire attendre, étymologiquement, ou, au contraire, sombrer dans le pessimisme jusqu'à s'en pétrifier d'effroi. L'important est de (commencer à) lutter en connaissance de cause. Et de développer d'urgence la résilience des sociétés et des individus face aux chocs qui vont se multiplier dans les années à venir. Plutôt que de prôner une réduction générale du train de vie de la société, c'est-à-dire la décroissance, un concept connoté trop négativement pour susciter l'adhésion, il paraît plus approprié de tenter de faire comprendre aux citoyen-nes que leur mode de vie est menacé par les tempêtes, les inondations, les canicules et autres « épisodes » climatiques qui vont se multiplier, s'intensifier et s'enchaîner les uns aux autres dans les années à venir.

Pourtant, inconsciemment, tant les décideurs que la majorité de la population préfèrent ignorer les « mauvaises nouvelles ». C'est une forme de déni, un cas de dissonance cognitive. Pour tous ceux et celles qui fondent leur approche de l'existence sur les Lumières et leur héritage, le changement climatique, ça veut dire que tout ce qu'ils défendent - le Progrès, la Science, la Technique, l'Homme - est en train de détruire plus que de construire la Terre, l'Humanité, le Vivant. Le déni est aussi un facteur à la fois psychologique et biologique...

32. Auteur de *Promises of the Political. Insurgent Cities in a Post-Political Environment*, Colin Hay/Sciences Po, 2018.

33. Cité par Étienne Verhaegen, op. cit.

Un cerveau de l'âge de pierre peu adapté aux problèmes XXL

Les fondateurs de la psychologie évolutionniste moderne Leda Cosmides et John Tooby³⁴ se plaisent à dire que « *notre crâne moderne abrite un cerveau de l'âge de pierre* », qui s'est construit en faisant face à des situations spécifiques de survie. Ainsi, d'après eux, nous sommes relativement mal équipés pour répondre aux problèmes de grande envergure, comme le changement climatique. Nous le traitons avec des outils psychologiques forgés pour faire face à des défis beaucoup plus anciens, et dès lors relativement inadaptés à cette nouvelle menace XXL. De même, notre cerveau, dans le parcours de la sélection génétique et culturelle, n'a pas été créé pour nous permettre d'anticiper les événements sur plusieurs générations. C'est une raison probable de notre capacité à négliger l'importance réelle du changement climatique et de penser que nous n'aurons pas à subir ses conséquences.

Par ailleurs, les recherches montrent que nous avons développé, au fil de l'évolution, « deux types de cerveau », pour le dire simplement : un cerveau *analytique*, qui traduit la réalité en symboles abstraits, en mots et en chiffres, et un cerveau *émotionnel*³⁵, davantage orienté par les émotions, par les images, par l'intuition, par l'expérience et... par l'action chimique de la dopamine, la « molécule de bonheur ». Le système analytique est lent et minutieux, il sert à décrire et à définir, à inventer et innover. Le système émotionnel est impulsif, automatique, plus approximatif, il sert à communiquer du sens. Il joue un rôle très important dans le comportement et dans la formation de la mémoire.

34. Cités par George Marshall, Le syndrome de l'autruche. Pourquoi notre cerveau veut ignorer le changement climatique, Actes Sud, 2017, p. 93. L'ouvrage est une source majeure de cette contribution, même si nous prenons une certaine distance avec le positionnement politique général qui en découle.

35. On parle aussi de cerveau « reptilien » ou limbique, et, de façon moins obsolète, de la partie neuro-anatomique du cerveau.

C'est lui, grâce à sa capacité à évaluer (plus) rapidement les menaces, qui a pu imposer sa domination dans notre processus décisionnel. Même si les deux systèmes, loin d'être distincts et séparés, fonctionnent en symbiose. Surtout, cette partie de notre cerveau abrite le striatum, dont l'énergie de transmission est la dopamine. Laquelle intervient dans diverses fonctions importantes telles que le comportement, la cognition, les fonctions motrices, la motivation, les récompenses, le sommeil ou la mémorisation. On dit d'elle qu'elle est l'hormone du bonheur, dans la mesure où elle est stimulée, surtout, par la nourriture et par le plaisir sexuel, ainsi que par des éléments plus abstraits comme la reconnaissance d'un statut social (plus) élevé. Ce qui a pour effet d'induire en nous la recherche plus ou moins accentuée de toujours plus de satisfactions d'ordre pulsionnel, mais aussi de diverses formes de pouvoir.

Mis ensemble, ces éléments de comportement liés à notre «vieux» cerveau ressemblent aux composantes basiques du capitalisme... La démocratisation, au 20^e siècle, de l'enseignement, de l'éducation, de la culture, jusque-là apanage des classes supérieures, a pu, un temps, corseter la puissance de ces pulsions via leur «sublimation», leur transformation en désir. Le philosophe Bernard Stiegler montre dans toute son œuvre comment l'utilisation des technologies à des fins d'exploitation de la main d'œuvre, puis de la subjectivité humaine vient court-circuiter les processus de sublimation ou de transcendance des pulsions, de manière à rendre à celles-ci toute leur marge de manœuvre consumériste. De ce point de vue, le système moderne de la propagande, dont le père est Edward Bernays, le neveu de Freud, est aujourd'hui, avec la publicité commerciale, le marketing, la bulle à filtres des algorithmes, une des technologies comportementales les plus toxiques...

Non seulement notre perception du risque, donc, mais aussi celle du plaisir (parmi d'autres émotions) est donc fortement conditionnée par notre cerveau émotionnel, qui privilégie la proximité, l'expérience personnelle, les histoires familières et qui aime reconnaître les sensations agréables.

Ceci explique qu'il soit réticent à toute modification de ses habitudes. Sylvie Granon, chercheuse française en neurosciences comportementales l'explique bien: « *Le changement est extrêmement énergivore et stressant pour l'organisme, qui va essayer de diminuer l'impact de ce stress en adoptant les comportements les plus automatiques et les plus rassurants possibles* »³⁶. C'est pour cette raison, selon elle, que les lobbies ont été plus forts que l'ex-ministre français de la Transition écologique, Nicolas Hulot. Ils sont rassurants, ils défendent des intérêts de court terme bien connus, avec des gains visibles immédiatement: « *Quelqu'un qui propose de continuer comme d'habitude aura toujours raison face à quelqu'un qui appelle à changer* ».

Cela permet de comprendre que ce système émotionnel de traitement de l'information n'est guère adapté pour réagir aux menaces incertaines, inédites et/ou lointaines dans le temps, soit ce qui caractérise la perception générale du changement climatique.

La question qui se pose, alors, est de savoir comment impliquer davantage le cerveau émotionnel dans la question du dérèglement climatique... tout en essayant de maîtriser les effets addictifs du striatum. Il ne suffit pas d'avoir une représentation claire de la situation et de son comportement pour pouvoir changer celui-ci, encore moins celle-là. Le changement climatique demeure un enjeu multivalent, diffus, abstrait, déjà en termes d'appréhension et de compréhension. Quand on sort de chez soi, on n'a aucune idée qu'il y a plus de 400 ppm (parties par million) de dioxyde de carbone dans les basses couches de l'atmosphère. Si, en prenant sa voiture chaque matin, on voyait les morts alignés dans le sillage du pot d'échappement, cela provoquerait un temps d'arrêt...

La leçon, c'est qu'il y a lieu de changer l'imaginaire impersonnel, global, déterritorialisé, technologique et distant que véhicule la lutte contre le changement climatique. Il faut

36. Interviewée par Émilie Massemin, « Pourquoi le drame écologique mobilise-t-il si peu ? », *Reporterre*, 6 septembre 2018.

pouvoir parler aux deux cerveaux, suggère George Marshall, le fondateur du *Climate Outreach and Information* à Oxford. D'une part, accumuler suffisamment de données et de preuves pour montrer au cerveau rationnel qu'on est une source crédible. D'autre part, les transformer « pour leur donner une forme qui soit attrayante et stimulante pour le cerveau émotionnel, à l'aide d'outils d'immédiateté, de proximité, de sens social, de narration et de métaphores qui puisent dans notre expérience »³⁷.

Sur un mode plus fin, le défi consiste, en fait, à peser sur la norme socioculturelle et sur les codes sociaux des différents groupes ou catégories de population. Ce qui suppose d'abord d'en connaître l'existence et le « profil ». Leur fonctionnement ne relève pas d'un choix ou d'options disponibles. Il correspond à un ancien mécanisme de défense, apparu à un moment où la survie de l'homme dépendait entièrement de son groupe social et de la sécurité qu'il lui apportait : quand nous prenons conscience d'un danger, nous ne réagissons pas immédiatement, sauf urgence ; nous cherchons à voir ce que les autres font, ce qu'ils disent, mais aussi ce qu'ils ne font pas et ne disent pas.

Cette quête des codes sociaux, qui vont dicter notre réponse neuf fois sur dix, correspond au poids de la conformité sociale qui nous fait adopter les comportements appropriés pour être en phase avec le groupe, pour ne pas risquer l'ostracisme ou l'exclusion. Les implications d'un tel risque ne sont plus aussi décisives qu'elles pouvaient l'être à une époque. Mais, sur un plan plus psychologique, notre cerveau demeure pourtant programmé pour donner plus de poids à ce risque qu'à d'autres menaces, même plus directes.

Ce qui en découle, montre l'auteur du bien nommé *Syndrome de l'autruche*, c'est que si les opinions d'un individu sur le changement climatique diffèrent des opinions socialement admises, il va se retrouver à « mesurer deux risques : celui, vague et hasardeux, du changement climatique et celui, certain et très personnel, de la transgression de la norme »³⁸. Souvent, il choisira le silence.

37. Op. cit. p.96.

La cohésion sociale est un tout. Il est vain de dire à des gens qui peinent à gagner leur vie qu'ils doivent changer leur mode de vie pour continuer à faire partie de la société au sens large. Car les valeurs défendues collectivement, montre Sylvie Granon, ne sont intégrées par le cerveau social que si l'individu se sent partie prenante de la société. S'il se sent ostracisé, il ne respectera pas les (nouvelles) règles. A fortiori, si le chef du groupe, à qui échoit normalement la responsabilité de la prise en charge du problème climatique donne l'impression de se défausser sur les autres. Des personnes déjà vulnérables par ailleurs que l'on veut responsabiliser écologiquement dans une telle donne, ne peuvent que se retrouver dans l'impuissance, le déni, l'inaction et la défiance.

L'information n'est pas à la hauteur des enjeux

Journalistes et médias n'échappent pas au fonctionnement du cerveau, ni au réflexe du plus connu, du familier, du déjà-là, de l'idée reçue... A fortiori, comme c'est souvent le cas, quand on est obligé de « produire » de l'information dans des conditions de temps resserrées à l'extrême.

C'est là qu'on comprend mieux, soudain, pourquoi l'information d'actualité s'obstine à confondre météo et climat. Pourquoi, dans ses cadrages du changement climatique, elle continue à privilégier les manifestations météorologiques, comme les canicules ou les records de température, alors que le réchauffement n'est qu'une des expressions du dérèglement climatique. Pour les journalistes et les éditeurs, a fortiori ceux chez qui font défaut des connaissances de base en la matière, les fluctuations et les « phénomènes » de la météo constituent un terrain connu ou, du moins, plus facilement reconnaissable et interprétable. Comme tout le monde, ils en ont la connaissance émotionnelle et souvent l'expérience professionnelle, directe ou par images et récits interposés.

Le résultat, c'est que le traitement médiatique du changement climatique n'est pas à la hauteur des enjeux qu'il porte. Il reste le parent pauvre de l'information générale en regard de l'intérêt public majeur qu'il constitue. Même dans un quotidien comme *Le Monde*, réputé pour son traitement sérieux de l'actualité, y compris « environnementale », la rubrique *Climat du site web* comporte six fois moins de pages d'archives d'articles que la rubrique... *Football*³⁹. On va traiter la problématique abondamment lors des COP, à la faveur de la sortie d'une étude scientifique ou de la diffusion d'un énième appel à la mobilisation politique. Mais ce n'est pas encore un sujet quotidien prioritaire pour beaucoup de médias. Les équipes de journalistes dédiés à cette question sont en général restreintes, elles disposent de moins de moyens que ceux qui sont consacrés à d'autres rubriques pourtant moins essentielles, et le temps alloué à ces sujets dans les rédactions est encore trop faible pour tenir le rythme de l'évolution accélérée des connaissances scientifiques sur le sujet.

Plus fondamentalement, il faut pointer l'incapacité des médias d'actualité en général, à quelques exceptions près, à faire les liens entre les phénomènes qu'ils décrivent (inondations, avalanches, canicules, coups de froid...) et les tendances plus structurelles du dérèglement climatique. Ainsi, une étude menée par l'association américaine Public Citizen⁴⁰ montre que seuls 9 % des articles traitant des événements climatiques et météorologiques extrêmes (tempêtes, inondations, incendies) dans les grands médias du pays reconnaissent le réchauffement climatique comme l'une des causes possibles des phénomènes décrits et mettent en évidence les liens entre ces deux réalités. Il n'y a bien que pour les épisodes de canicule que le chiffre

39. Clément Fournier, « La plupart des grands médias sont à côté de la plaque sur le réchauffement climatique », E-RSE, 16 janvier 2018. <https://e-rse.net/media-rechauffement-climatique-traitement-269219/#gs.le1hm9>

s'améliore, et encore, sans dépasser les 33 %. Si, de ce côté de l'Atlantique, les chiffres sont sans doute un peu meilleurs, le constat reste pour le moins accablant, constate le journaliste spécialisé Jérôme Fournier : sur les 130.000 articles affichés entre le 1er et le 9 janvier 2018 par l'outil d'actualité de Google sur la tempête Eleanor, un peu moins de 700 comportent les mots « réchauffement climatique ».

Il existe pourtant, on le sait, un consensus large au sein de la communauté scientifique sur le lien qui existe entre le réchauffement climatique et ce type de phénomènes (notamment sur leur intensité et leur fréquence accrues). Simplement, la causalité statistique sur les événements actuels est difficile à établir. Il est impossible de dire avec certitude et exactitude ce qui relève ou non du réchauffement climatique. Cela incite le peu de médias qui évoquent le changement climatique sur ces sujets à le faire sous l'angle explicite de la prudence. Mais sur le fond, ces marques de précaution contribuent-elles à mieux refléter ou, au contraire, à pondérer la réalité du risque climatique ?

On ne peut pas lier formellement un événement ponctuel avec un phénomène global, mais on peut au moins pointer les liens plutôt qu'en interroger le bienfondé. D'ailleurs, sur d'autres sujets, le discours médiatique semble moins enclin à la prudence et au relativisme. Il est remarquable de pointer, comme le fait Jérôme Fournier, que, « *parmi toutes les problématiques écologiques et sanitaires qui agitent l'information, le réchauffement climatique soit celle qui suscite le plus de mise à distance, de mise en doute, de relativisme* ». Or, poursuit-il, il y a aujourd'hui tout lieu d'être alarmiste sur la question du réchauffement climatique, plutôt que d'être relativiste. D'autant que sur des sujets

comme le glyphosate ou les pesticides, on a vu que l'alarmisme avait parfois fait bouger les lignes un peu moins lentement. Les grands médias devraient donc être alarmistes. C'est-à-dire tirer la sonnette d'alarme, autant que possible. On pourrait croire que « tout le monde sait » l'ampleur des périls, note de son côté le philosophe de l'écologie politique Serge Audier⁴¹. Et pourtant il faut bien constater avec lui que, outre le déni, les individus sont infiniment plus exposés aux manipulations publicitaires et aux « fake news » qu'aux prévisions de la communauté scientifique. On vit sous l'emprise d'injonctions contradictoires qui nous somment en même temps de laisser tomber la voiture et d'acheter le dernier modèle en vogue à la faveur du salon de l'auto en janvier, d'arrêter de prendre l'avion et de s'envoler vers les îles une fois le mois de juin arrivé.

L'autre déficience majeure de beaucoup de rédactions réside dans le traitement des sources. Au nom de la règle journalistique qui veut que l'on donne la parole à toutes les parties, il est fréquent de voir les uns et les autres mis sur un pied d'égalité : ONG de l'écologie contre porte-parole de l'industrie fossile, aux compétences et aux méthodologies rarement validées, d'un côté ou, plus souvent, de l'autre ; climatologue contre expert scientifique rémunéré par l'une ou l'autre grande firme bien établie ; candidat sur les listes écologistes contre climatologue notoire mais « bon client »... En cause aussi : la stratégie médiatique de la polarisation, le souci du buzz, des clics, des chocs et des claques en direct⁴². Dans (presque) tous les cas, la course à la facilité et à l'audience, l'argument du « faire simple » quand il s'agit d'évoquer une étude, la préférence pour les positions claires et tranchées dominent les séquences sur le changement climatique à l'écran. Avec un effet de contagion

41. Auteur de la récente somme *L'Âge productiviste. Hégémonie pro-méthéenne, brèches et alternatives écologiques*, La Découverte, 2019, et de *La société écologique et ses ennemis*, La Découverte, 2017.

plus ou moins présent sur d'autres productions éditoriales, selon les cas.

Enfin, et c'est ce qui nous conduit au point suivant, le monde médiatique fait preuve d'une idolâtrie technophile qui semble relever de l'envoûtement. La sortie de chaque nouveau joujou connecté de la firme à la pomme croquée donne lieu à un déversement mondial de publications plus enthousiastes les unes que les autres dans les pages d'information. Pas dans les espaces publicitaires payants réservés que la marque aurait grand tort d'acheter vu le tapis rouge planétaire qu'on déroule systématiquement sous ses pieds. De là à établir un lien avec la prédilection, ou la foi, éditoriale affichée, consciemment ou pas, pour une transition écologique de nature avant tout technologique, il n'y a qu'un pas...

Impératif technologique et impérieuse inconscience

On pourrait y voir une manifestation de l'emprise qu'exercent sur les consciences et dans les imaginaires *l'impératif technologique* et la norme régulatrice qui s'est soumise à lui. C'est ce que développe l'historien du climat Jean-Baptiste Fressoz dans l'ouvrage *L'Apocalypse joyeuse*⁴³. Il y dénonce le prométhéisme technologique, la fascination pour le machinisme, la méfiance pour la « nature » qui, à la suite des Lumières, va se trouver désencastrée des rapports sociaux et de l'industrie humaine. Ce faisant, il enfonce (plus qu') un coin dans l'armature théorique de penseurs comme Ulrich Beck et Anthony Giddens, pour qui, à la modernité polluante s'opposent la modernité réflexive et sa conscience du risque, sources d'espoir : « *L'histoire du risque technologique [...], rétorque Fressoz au travers de son stimulant voyage dans le temps, n'est pas l'histoire d'une prise de conscience, mais l'histoire de la production scientifique et politique d'une certaine*

42. SALMON Christian, *L'ère du clash*, Fayard, 2019.

inconscience modernisatrice»⁴⁴.

La thèse de l'auteur est que, contrairement aux idées reçues, l'innovation technologique, que ce soit la vaccination, la vapeur, l'aviation, l'industrie chimique, le nucléaire ou les OGM, s'est constamment heurtée à des résistances sociales (critiques scientifiques, méfiance de la presse, réactions citoyennes...), elles-mêmes mues par le souci de la qualité de l'air, de la sauvegarde de la nature et de la santé publique ou de la protection de la population contre les risques d'accident. Or, ces oppositions au progrès des techniques, qu'elles soient fondées ou pas, ont été systématiquement balayées par des entreprises de disqualification symbolique renvoyant à la « bêtise », aux peurs irrationnelles (la technophobie), au conservatisme atavique des contestataires.

On retrouve cette sorte de discrédit notamment dans l'éternel reproche adressé aux écologistes de vouloir en revenir « à la bougie ». C'est chaque fois la même rengaine qui permet de valoriser les tenants d'une innovation « contrôlée » et donc inévitable en caricaturant les opposants en réactionnaires émotifs : « *Il n'est pas le temps de revenir à l'époque du Moyen Âge, des peurs moyenâgeuses où l'on se méfiait du progrès. On ne va pas retourner à l'époque de la bougie!* »⁴⁵, lançait Nicolas Sarkozy, en 2011 encore, en soutien de l'industrie nucléaire.

Ce type de discours d'autorité progressiste (« On ne peut pas aller contre le progrès ») a permis de faire accepter des dispositifs administratifs d'encadrement, ou de « précaution », qui, à leur tour, ont autorisé et rendu légitimes des pollutions et des activités à risque pour leur environnement. Les « modernisateurs » ont réussi de la sorte à passer outre les oppositions, les dangers,

43. *L'Apocalypse Joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Seuil, 2012.

44. Nous empruntons ici à la lecture que Jade Lindgaard fait de l'ouvrage dans son article « Aux racines de l'inconscience écologique », Mediapart, 28 avril 2012.

et la conscience aigue que l'on avait de ces dangers en contournant, peu ou prou, l'indispensable débat public à leur égard.

Cette histoire démontre que la norme, ou la régulation, s'est adaptée à la technique, et non l'inverse. Autrement dit, il y a eu inversion du rapport de force entre la règle commune censée protéger tout un chacun et les besoins de l'industrie, parce que celle-ci incarnait à la fois le progrès civilisationnel et la promesse d'un enrichissement pour l'élite. *« La modernité n'est pas ce mouvement majestueux et spirituel dont nous parlent les philosophes, estime Jean-Baptiste Fressoz. Je voudrais au contraire la penser comme une somme de petits coups de force, de situations imposées, d'exceptions normalisées. »*

La victoire des facteurs de risque sur ceux qui voulaient s'en prémunir a eu pour conséquence ultérieure de banaliser le risque technologique en tant que « rançon du progrès », jusqu'à son intériorisation socioculturelle, voire anthropologique, quasi-totale. Jean-Baptiste Fressoz évoque à ce sujet une « *désinhibition moderne* » : au fil des ans, les réglementations environnementales nous ont rassurés, malgré toutes leurs limites. La modernité a ainsi fabriqué en nous de l'inconscience, voire de l'ignorance. C'est ainsi que nous avons laissé le monde s'ajuster à l'impératif technologique, tout en nous imaginant l'inverse, le cœur léger ou « joyeux ». D'où le titre du livre...

Comment, dans ce contexte, repenser, aujourd'hui, le rapport aux technologies, aux promesses qu'elles portent ? Par exemple, aujourd'hui, la voiture électrique, l'intelligence artificielle, le numérique, le captage et le stockage du carbone ? Même si une forme nouvelle de conscience écologique et numérique semble poindre, la visibilité naissante des controverses sur l'usage des technologies dites intelligentes et sur leur potentiel de perturbation des équilibres anthropologiques ne permet pas de

45. « La centrale ou la bougie », Mediapart, 1^{er} décembre 2011.

conclure que nos sociétés seraient devenues plus réflexives. Elles fétichisent encore très largement l'innovation technique : à propos du climat ou de l'économie, elle semble devoir être le seul recours pensable. Ceci, pointe Olivier De Schutter, au moment même où l'on prend conscience de notre incapacité à anticiper toutes les conséquences de nos choix technologiques, et des impacts impossibles à maîtriser que peuvent avoir de telles « solutions ».

Une crise du rapport à l'avenir sans précédent, ni mode d'emploi

D'une certaine manière, c'est contre cette dérive du modernisme, qui consiste à aller de l'avant en ignorant les conséquences des actions menées, que se dresse une partie de la jeune génération lorsqu'elle exige de ses aînés de rendre des comptes et de prendre les responsabilités qu'ils ont, selon elle, longtemps fuies. De ce point de vue, le désarroi de la « génération climat » traduit bien plus que la conscience d'une simple « crise écologique ». Parce qu'évoquer une crise, est une façon de se rassurer en se disant qu'elle va passer, qu'elle sera bientôt derrière nous, que la fin du tunnel sera tôt ou tard visible. Quant au mot « *écologique* » ou « *environnemental* », il a surtout pour effet d'enfermer la réalité globale de l'anthropocène dans un enclos spécifique, distant et comme extérieur au cœur de nos sociétés. Encore parler de « l'environnement » ou de « la nature », aujourd'hui, c'est faire mine d'ignorer que ce qui est en jeu n'est pas une simple question d'enveloppe plus ou moins abîmée. Ce qui est en jeu, c'est la Terre, le terrestre, Gaïa, qui n'est pas la nature mais le symbole des phénomènes imbriqués qui modifient le système Terre.

Et au fondement même de ce système, justement, il y a le principe de *dépendance* dynamique entre les agents, entre les « *animés* », humains comme non humains, qui fondent le terrestre. Dans l'interprétation qu'en livre Latour dans *Face à Gaïa*, ce principe charpente ce qu'il appelle le *système d'engendrement*.

Il l'oppose au *système de production*. Celui-ci est fondé sur le principe de la *liberté* pour les humains de produire des biens à partir des ressources de la nature, sur une division entre les acteurs humains et leurs ressources, sur un rôle central donné à l'humain, ainsi que sur une conception à la fois extérieure et assujettie de la « nature » ramenée à une fonction d'environnement, de réservoir... largement non agissante.

Pour Latour, un des enjeux de la grande transformation à mettre en route réside, précisément, dans la volonté et dans les moyens que nous nous donnerons de renouer avec la capacité d'*engendrement* et avec la conscience de la dépendance terrestre, dont nous a privés la modernisation en imposant une lecture du monde en termes de *production*.

N'est-ce pas là, en fin de compte, le sens du rapport à l'avenir que les jeunes mobilisés renvoient à leurs aînés? Ils le font non plus en leur disant « Quand allez-vous nous laisser la place? », mais en leur demandant, en tant qu'enfants, « *s'il faut encore faire, des enfants* »⁴⁶. Ce qui est bien l'indicateur ultime que l'on a affaire à une crise de civilisation, de l'engendrement, et non à une crise du système de production ou à une crise de la planète vécue comme entité aliénée.

Voilà pourquoi il est si difficile d'opérer le changement structurel tant attendu avant qu'il ne soit définitivement trop tard. Il n'y a ni précédent, ni référent disponibles. Aucun mode d'emploi existant n'est utilisable. Aucune civilisation ne s'est encore trouvée confrontée à une mutation écologique aussi profonde, ni à la nécessité d'une adaptation anthropologique consciente aussi radicale et aussi urgente. Aujourd'hui, on le sait, il faudrait plusieurs planètes pour continuer à vivre comme nous le faisons dans les pays les plus riches. C'est toute la différence entre « *le monde dont nous vivons et le monde où nous vivons* », note Latour: nous en prenons conscience brutalement. Ou pas. Le déni, tant individuel que social et politique,

46. « L'apocalypse, c'est enthousiasmant », op. cit.

étant l'alternative la plus prisée à une tâche qui semble insurmontable de prime abord.

En fin de compte, se préparer à refaire de la politique

« C'est parce que le caractère évident de la menace ne nous fera pas changer d'avis, conclut Bruno Latour, qu'il faut se préparer à refaire de la politique »⁴⁷. Cela ne signifie pas qu'il faille tout attendre du personnel politique... ou du monde des affaires. Au contraire. Même s'il faut aller dans le sens d'une mobilisation plus large et plus décisive de nos mandataires dirigeants, il faut se rendre compte qu'il est impossible de réduire les émissions de carbone, par exemple, par un simple décret politique, tant l'ampleur et l'interconnexion des efforts à mettre en œuvre sont immenses. Ce qui amène d'ailleurs certains, comme le physicien Dennis Meadows, qui est l'un des auteurs du rapport de référence commandé par le Club de Rome en 1972, *Limites à la croissance*, à constater qu'il n'y a plus assez de temps pour cela. À ses yeux, « nous ne choisirons donc pas le changement : il nous sera imposé, plus ou moins brutalement, par la hausse du prix des énergies fossiles et la limitation des ressources »⁴⁸. L'ancien ministre français de l'Environnement Yves Cochet ne dit pas autre chose. Pour lui, la croyance dans le libéral-technoproduktivisme est si profonde qu'aucune croyance alternative ne parviendra à l'évincer. Du moins pas avant « l'événement exceptionnel que sera l'effondrement mondial dû au triple crunch énergétique, climatique et alimentaire »⁴⁹.

Quoi qu'on puisse penser de ces prédictions, c'est précisément pour cela qu'il incombe aujourd'hui à chacun-e de

47. CONFAVREUX Joseph et LINDGAARD Jade, « Bruno Latour : "Sur le climat, nous devons comprendre qui est l'ennemi de qui" », Mediapart, 14 octobre 2015. www.mediapart.fr/journal/culture-idees/141015/bruno-latour-sur-le-climat-nous-devons-comprendre-qui-est-lennemi-de-qui

« redevenir politique » : la Transition ou la reconstruction après un changement imposé ne pourra être neutre qu'en carbone. Une telle aventure n'aboutira que si elle est profondément politique et socialement juste, que si elle part d'une cartographie des choix effectués et appliqués sous l'ancien régime climatique et qu'elle ouvre à d'autres choix possibles.

En ce sens, elle a partie liée, aussi, avec la façon dont la question climatique s'est construite dans le débat public, ainsi qu'avec les conditions sociales d'une telle construction. Mais également avec celles de son appropriation par les différents publics...

La plupart du temps, la question écologique est donnée à voir et à penser dans des termes « conformes à l'éthos des classes moyennes (et) supérieures » : nous rejoignons ici le questionnement du sociologue Jean-Baptiste Comby quand il évoque la *construction* bourgeoise de la rhétorique écologique, sorte d'écologisme « des riches »⁴⁹. Ce qui est susceptible d'expliquer, au moins en partie, la relative méfiance qu'entretiennent les membres des classes populaires avec les récits écologiques dominants, ou leur appropriation contrariée de l'écocitoyenneté. L'une comme l'autre sont souvent confondues, dans le débat public, avec une absence de préoccupation écologique manifeste de leur part. Dire, comme le fait Carole⁵⁰, « Moi, je ne suis pas écolo, je pense plus à ma propre vie et à ce qu'elle va devenir, qu'à la Terre » traduit moins un égoïsme anti-écologique, avance Comby, qu'un rapport éloigné de la vertu écologique avec les « *modes de vie économiquement contraints* » et avec les « *préceptes moraux valorisés* » dans les milieux populaires : jugée trop onéreuse, elle y est « *perçue comme un attribut d'autres*

48. MEADOWS Dennis, « La démocratie a échoué à traiter le problème environnemental », entretien avec *Le Monde*, 2-3 décembre 2018.

49. « Yves Cochet décrit notre avenir », Mediapart, 26 août 2017.

50. « À propos de la dépossession écologique des classes populaires », *Savoir/Agir* n°33, 2015/3, pp. 23-30.

groupes sociaux », vus eux-mêmes comme les premiers à diffuser la morale écologique, mais aussi « *les premiers à polluer* ». La polarisation sociale autour de la problématique écologique met ainsi en exergue un clivage peu discuté entre une représentation méprisante des pauvres⁵², réputés « vulgaires et sales », responsables des formes les plus visibles de pollution, dans les forêts, sur les plages, avec leurs vieilles voitures... et les pollutions, moins visibles mais nettement plus nuisibles, qui sont inhérentes aux styles de vie caractéristiques des classes sociales supérieures.

Dans un ouvrage édifiant déjà cité⁵³, Comby montre également comment les disparités sociales de causalité et de pouvoir d'action sont sous-éclairées dans l'écologie officielle. Et ce au profit d'approches qui se focalisent sur les seules conséquences et qui tendent à assigner responsabilité et devoir d'agir à tous-tes ou à chacun-e⁵⁴, de façon à la fois indifférenciée et dépolitisée, en se drapant dans un discours de morale ou de conscience individuelle, de l'autre : « *Dépolitiser, explique-t-il, c'est passer sous silence les causes collectives et structurelles [...]. La politique, c'est l'organisation de la vie collective, le choix de nos valeurs, le mode de répartition de la richesse, etc.* »⁵⁵. Et, de fait, la parole officielle ou la plus commune sur le sujet évacue la question de savoir quelles sont les décisions politiques et les mécanismes économiques qui sont à l'origine du dérèglement de la Terre, au profit de qui, au service de quoi et au détriment des besoins essentiels de quelles populations...

Ainsi, l'aménagement des villes et des transports, l'organisation

51. Prénom d'emprunt. Citée par Jean-Baptiste Comby, op. cit.

52. Lire aussi Serge Paugam, Bruno Cousin, Camilla Giorgetti, Jules Naudet, *Ce que les riches pensent des pauvres*, Seuil, 2017.

53. *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Raisons d'agir, 2015.

54. Cf. Cyprien Tasset, « Jean-Baptiste Comby (2015), La Question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public, Paris, Raisons d'Agir, 250 p. », Sociologie [En ligne], Comptes rendus, 2016, mis en ligne le 24 novembre 2016, <http://journals.openedition.org/sociologie/2934>

du travail à flux tendus et zéro stock, l'impératif managérial de la flexibilité (des statuts d'emploi et du temps de travail, notamment, qui obligent tant de salariés à des déplacements multipliés et donc à l'utilisation de la voiture), le productivisme de l'industrie et des services, le fonctionnement intensif de l'agriculture et de l'élevage, les délocalisations lointaines de parties de la chaîne de production, le grand remplacement numérique d'emplois proches, le commerce international placé sous l'empire du libre-échange généralisé et de la dérégulation, la promotion de l'extension infinie du marché... s'insèrent-ils tous dans des politiques économiques qui ont été décidées et votées au fil du temps, et qui en cautionnent le principe ou l'esprit, si pas la lettre.

Or, ce sont ces choix politiquement et socialement orientés, de nature à conforter le système de production et de consommation actuel, qui sont au principe de la toute grosse part des « activités humaines » qui exercent leur pression sur le climat et les écosystèmes. Il est douteux qu'elles aient œuvré au « bénéfice de tous ». Il est certain, en revanche, qu'elles n'ont servi les intérêts que d'une très petite minorité. Mais la faible visibilité, dans le débat public, des responsables principaux des émissions de carbone et d'autres gaz réchauffants - considérées du point de vue des processus de production et pas seulement au niveau du « pot d'échappement » - tend à brouiller la perception des rapports de force qui se jouent entre les acteurs (trices)⁵⁶. Le philosophe de l'IHECS Pascal Chabot parle même à cet égard d'un « *anti-rapport* »⁵⁷.

Ceci ne veut pas dire que les ménages, par leurs modes de vie et

55. « Comment le discours médiatique sur l'écologie est devenu une morale de classe », entretien avec Eric Aeschmann, *Bibilobs*, 26 novembre 2015. <https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20151125.OBS0152/comment-le-discours-mediatique-sur-l-ecologie-est-devenu-une-morale-de-classe.html>

leurs comportements de consommation, sont exonérés de toute responsabilité. Mais il est nécessaire de rappeler deux choses : d'une part, il est démontré que ce sont les plus nanti-es d'entre eux-elles qui ont l'empreinte écologique la plus importante; d'autre part, les modes de vie et de consommation des membres d'une société sont déterminés essentiellement et d'abord par les cadres collectifs structurels et culturels existants, ensuite seulement par les comportements individuels, comme l'ont montré Durkheim, Bourdieu, Boltanski et d'autres.

Nous pensons que la question fondamentale, dès lors, renvoie à la possibilité de mettre en place des choix collectifs négociés, chemin faisant, dans l'action qui se déploie(ra) face à l'urgence climatique. Et en faisant de la justice sociale effective un préalable. Si on veut surmonter l'obstacle symbolique que constitue la vision socialement conservatrice de l'écologie officielle (ou l'incapacité d'en proposer une autre), il est impératif de convaincre les plus pauvres qu'ils-elles s(er)ont les premier-es gagnant-es des nouvelles politiques climatiques, alors qu'ils-elles sont aujourd'hui, partout, les premiers à être exposé-es aux ravages climatiques et écologiques⁵⁸. On estime trop vite, à tort, que les franges moins nanties de la population se fichent de l'écologie, alors que ce qui les fâche - même si ce n'est pas toujours exprimé tel quel - réside bien davantage dans l'injustice des usages économiques, sociaux et écologiques de la fiscalité.

Adopter un tel point de vue, de nature politique et structurelle, n'implique pas pour autant, de notre part, de faire du combat anticapitaliste un préalable ou une condition à toute réflexion ou/et toute action - l'une comme l'autre peuvent être

56. WATHELET Violaine, « Quand les colibris oublient d'où vient le feu », *Démocratie*, avril 2019, pp. 7-9.

57. *Exister, résister. Ce qui dépend de nous*, PUF, 2017.

58. KEUCHEYAN Ramzīg, *La nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique*, La Découverte, 2014.

simplement antiproductivistes et anticonsuméristes. Question de stratégie et de pragmatisme. Ce qui n'empêche pas de considérer, comme nous le faisons, que les causes fondamentales du changement climatique anthropique et du dérèglement du système Terre résident dans la logique capitaliste moderne de l'accumulation, et dans la néolibéralisation marchande du monde, des sociétés et des individus.

TÉMOIGNAGES

François Maniquet

Économiste à l'Université catholique
de Louvain-la-Neuve

Delphine Caprasse

CESI, Médecine
du travail-Gestion des risques

- ↳ Êtes-vous convaincu·e que nous sommes à un point crucial de l'épuisement de la planète? Si oui, quels en sont pour vous les éléments les plus significatifs? Si non, pourquoi?

François Maniquet Nous faisons face à des problèmes immenses, mais il est important de faire la distinction entre deux problèmes très différents: le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources. Le premier met en danger la planète entière, à commencer par des tas d'espèces qui vont disparaître. Le second met en danger le bien-être des générations futures, sans les mettre en danger de disparition. Le premier ne peut être résolu sans intervention publique. Le second n'a pas (nécessairement) besoin d'intervention publique.

Le réchauffement climatique est un problème d'externalités globales: lorsque je dois décider si je fais un trajet en bus ou en voiture, si je fais un trajet en avion ou pas, si je mange du boeuf ou du poulet, ma décision a un impact sur tous les autres êtres vivants sur la terre qui n'est pas nécessairement pris en compte dans le coût, pour moi, du trajet de bus ou du trajet en voiture, du billet d'avion ou du kilo de steak. Les interventions publiques (quota de pollution, taxe-carbone, taxation des trajets en avions, etc.) sont indispensables pour que toutes nos décisions, de même que celles des industries, du transport, etc. « internalisent » ces externalités. Dans le cas des ressources rares, métaux précieux, etc., si on ne fait aucun effort pour épargner ces ressources pour que les générations futures en aient une partie, alors les prix vont augmenter de plus en plus, jusqu'à ce que des substituts soient trouvés, s'ils existent. La conséquence de tout cela sera une augmentation du coût de la vie, pour un même bien-être, ce qui veut dire que les générations futures risquent de connaître un bien-être matériel inférieur à celui de cette génération. La question de la gestion des ressources naturelles non-renouvelables est donc une « pure » question d'équité intergénérationnelle, et pas une question de survie de la planète.

Delphine Caprasse En tant que médecin spécialisé en prévention, lorsqu'on entend parler du « problème des migrants », au cœur de la politique actuelle qui essaie (vainement ?) de réguler l'entrée en Europe de ces masses de personnes qui fuient leurs pays, et qu'on imagine quelle pourrait être son évolution d'ici le prochain quart de siècle si les prévisions de certains climatologues s'avèrent exactes (réchauffement des zones équatoriales jusqu'à devenir non-viables), on est amené à se questionner sur les risques associés à la surpopulation et la promiscuité qui semblent inévitables ici à moyen terme.

Un premier élément significatif associé à ce point de vue est le danger perceptible d'augmentation de l'incidence et de l'impact des épidémies virales (avec un risque de mutation de plus en plus rapide des pathogènes et donc d'inefficacité progressive des vaccins).

Associé à celui-ci on peut déjà constater à l'heure actuelle 2 autres problèmes qui aggravent ce risque :

- > du côté des populations migrantes, on observe une perte de leur enracinement culturel (manque de disponibilité des ressources de soin qu'ils ont l'habitude d'utiliser et méconnaissance des maladies « locales ») qui fait qu'ils n'arrivent ni à combattre les maladies sans l'aide des structures de soin (qui sont malheureusement insuffisantes pour couvrir le besoin) ni à éviter la transmission des microbes (par manque de matériel ou des informations nécessaires à la protection d'autrui) ;
- > du côté des populations « locales » on observe, malgré un accès large à énormément d'informations et d'outils concernant la promotion du bien-être et la prévention des épidémies, qu'il y a un manque d'éducation à la responsabilité de chacun par rapport à sa santé et celle des autres (protection du corps derrière les priorités de productivité, stress, plaisir immédiat, malbouffe... et culture de la santé basée principalement sur du curatif).

Un second élément significatif au regard de la santé dans les années à venir est la sonnette d'alarme tirée par l'OMS concernant la perte progressive et inéluctable de l'efficacité des antibiotiques, amenant le risque d'augmentation potentiellement dramatique du taux de mortalité associé à

des maladies actuellement considérées comme bénignes, aux infections virales chez les personnes fragiles ou à la chirurgie d'ici 2050.

On peut aussi ajouter à cet angle d'observation l'épuisement progressif des ressources alimentaires (actuellement en matière de qualité nutritive des produits proposés en magasin, mais possiblement par la suite en matière de disponibilité de ces ressources en suffisance pour tous), et l'impact des toxiques environnementaux sur la résistance du corps. Peut-être sommes-nous parvenus à un point crucial menaçant la survie de la planète... Mais nous sommes surtout à mon avis devant le risque d'une catastrophe sanitaire liée à l'épuisement de la résistance humaine face au « système immunitaire » de la planète que sont les virus et bactéries !

Plutôt que focaliser son attention sur la manière de « ne pas » accueillir des migrants, il me semblerait essentiel de mettre en avant de toute urgence :

- > le besoin d'aménagement d'une politique d'éducation à la santé comme pilier de la société¹,
- > le besoin d'organisation de la société pour pouvoir « vivre ensemble en bonne santé » au long terme en étant beaucoup plus nombreux sur un même territoire²!

1. *Sur lequel je vais concentrer la réponse à la question 2.*

2. *Dont je vais laisser le traitement à d'autres spécialistes des questions d'aménagement du territoire!*

↳ Pourquoi ce point de basculement et ces risques d'effondrements sont-ils si peu pris en compte par les autorités publiques malgré les mises en garde répétées du monde scientifique et des mouvements citoyens?

François Maniquet Il y a deux raisons à cela. La première, la plus fondamentale, est que les politiciens, dont l'objectif est d'être réélus, ne peuvent pas se permettre de prendre des mesures impopulaires. Or, une chose est de dire que l'on veut sauver la planète, autre chose consiste à dire combien d'euros on est prêt à perdre pour sauver la planète? Or, on sait que toute augmentation du prix de l'essence fait grogner les gens. L'augmentation des prix des billets d'avion, pourtant inévitable, va aussi faire grogner les gens. De plus, la taxation, les quotas, etc., tout ce qui va diminuer la pollution va engendrer des pertes d'emploi (provisoires mais bien réelles). Qui est prêt à perdre son emploi pour le climat? Il est très peu probable que ceux qui perdront leur emploi acceptent de voter pour les politiciens qui auront mis en oeuvre les politiques qui aboutiront à ces pertes d'emploi. Autre exemple, encore plus frappant: la population mondiale est partie pour se stabiliser entre 9 et 10 milliards d'êtres humains, selon beaucoup d'estimations. Or, le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources naturelles de même que l'extinction de beaucoup d'espèces sont directement liés au nombre d'humains sur terre. Si l'on parvenait à limiter la population mondiale à 7 milliards, ou même la diminuer à 3 ou 4 milliards, cela sauverait la planète, les ressources et les espèces animales qui peuvent encore l'être. On dispose de toute la connaissance nécessaire pour limiter la population mondiale. Qui est prêt à cela? Qui va se porter volontaire pour n'avoir qu'un enfant au lieu de deux, ou deux au lieu de trois, ou d'attendre 35 ans avant d'avoir un enfant? Quel politicien oserait mettre en oeuvre cette politique salutaire? Personne n'en veut, et l'imposer signifierait pour un politicien la fin de sa carrière. Bref, la première raison est que les hommes politiques ne peuvent prendre des mesures que les gens ne veulent fondamentalement pas et c'est le cas des mesures actuelles de protection de la planète.

La deuxième raison vient de ce que l'horizon temporel des politiciens est le temps qui s'écoule entre deux élections, soit un maximum de 5 ans. Cela a pour conséquence qu'il n'est pas dans l'intérêt d'un politicien de mettre en œuvre des mesures dont les effets ne se feront sentir que bien plus tard. Dire aux gens « on paye le coût aujourd'hui mais on en verra les bénéfices dans 10 et 20 ans » n'est pas du tout une garantie de réélection, surtout si d'autres politiciens interviennent pour mettre en doute ces effets bénéfiques. C'est un trait fondamental de l'être humain de croire avant tout ce qui l'arrange de croire, et certains politiciens en profitent allègrement. Bref, l'action politique dans le domaine de la protection de la planète ne pourra se faire que :

- 1) si les coûts sont très limités (par exemple si des grandes avancées scientifiques offrent des solutions aux problèmes) ou
- 2) si la conscientisation est forte parmi les électeurs au point que ceux-ci ne puniront pas ceux qui auront mis en œuvre des politiques qui diminuent notre bien-être à court terme.

Delphine Caprasse Sur le plan médical, j'ai pu observer la situation en France et en Belgique :

- > chez nos voisins, via les structures de prévention nationale et régionales, de nombreuses actions sont « obligatoires » au niveau des institutions de soin pour limiter l'utilisation d'antibiotiques ou prévenir la diffusion des épidémies... mais elles buttent contre l'inertie des habitudes et protocoles médicaux, dans la mesure où il est encore difficile à l'heure actuelle d'imposer un mode de fonctionnement à des médecins ;
- > chez nous, la médecine préventive périclite du fait du peu d'intérêt qu'on lui montre lors de la formation des jeunes médecins (parfois seulement 1/2h de présentation sur 6 ans de cursus), avec de moins en moins de pratiquants et encore moins de relève pour les professeurs ;
- > dans les 2 pays ce sont surtout les médecins généralistes qui sont supposés transmettre les messages fondamentaux d'éducation à la santé, mais ils sont en sous-effectifs presque partout et n'ont souvent le temps que de parer au plus urgent... en conséquence les messages de « santé publique » sont principalement portés par des asbl ou associations pour ce qui est de l'éducation de la population (avec toutes les limites inhérentes aux problèmes de

subsidés), dans la mesure où les instances publiques responsables de santé centralisent leurs priorités surtout autour de la régulation de mise sur le marché des médicaments et l'observation épidémiologique !

Je crois qu'il est temps de sortir de l'idée que l'organisation de *l'éducation à la santé* (basée principalement sur du bon sens humain, le partage de connaissances et l'organisation en communauté) appartient principalement au domaine du *ministère de la santé publique* (dont la mission prioritaire est d'organiser le financement et la supervision du domaine du curatif).

Grâce à l'introduction généralisée d'un programme d'éducation à la santé dans le cursus scolaire, on pourrait soulager les médecins de la responsabilité « préventive » qu'on leur assigne pour l'instant en exclusivité. Certes, cela impliquerait la remise en question des priorités d'enseignement et l'organisation de la formation d'éducateurs spécialisés, mais cela pourrait aussi permettre une diffusion rapide des messages de prévention fondamentaux à travers les générations et les cultures (et créer de l'emploi ? et soulager le corps professoral d'une partie de sa charge de travail ? et amener une insistance auprès des jeunes sur l'importance du respect de son corps et de celui des autres ?).

Par ailleurs, il semble fondamental d'augmenter les ressources d'éducation à la santé au niveau des populations migrantes, sans passer par le corps médical (infirmiers ou médecins) qui sont déjà en sous-nombre : à nouveau on pourrait former des éducateurs spécialisés et leur donner des outils pour cela.

Risque pris en compte par les autorités publiques ? Sans doute. Mais, en plus de devoir définir l'organisation et le financement d'une telle adaptation sociétale, ce qui n'est déjà pas une mince affaire, là où ça risque de « piquer » c'est que cela implique probablement aussi de redéfinir les limites de la médecine par rapport à la santé...

L'urgence sanitaire mérite au moins qu'on réfléchisse très sérieusement à une politique d'éducation à la santé *efficace* avant de devoir être confrontés à d'autres problèmes liés au changement climatique !

